

Plan Local d'Urbanisme

Commune de TRESCLEOUX

Hautes-Alpes

1. Rapport de présentation
2. Projet d'Aménagement et de Développement Durables
3. Orientations d'Aménagement et de Programmation
4. Règlement et documents graphiques
5. Annexes

POS initial

Approuvé le : 15 Septembre 1992

Mis à jour le : 12 Mars 1993

Modifié le : 18 Novembre 1998

Modifié le : 24 Juin 1999

Mis à jour le : 28 Janvier 2002

Mis à jour le : 10 Août 2009

REVISION

Arrêté par délibération du conseil municipal
du : 25 Septembre 2014

Muriel MULLER, Maire

Approuvé par délibération du conseil
municipal du : 17 Septembre 2015

Muriel MULLER, Maire



François ESTRANGIN

Urbanistes

Micropolis – Bâtiment La Bérardie – 05000 GAP

EURECAT
Karine CAZETTES



Sommaire

PRESENTATION DU PLU	1
1. La révision générale du POS en PLU (Plan Local d'Urbanisme).....	2
2. Cadre de l'élaboration du POS révisé en PLU.....	4
3. Le règlement définit les zones subdivisées en quatre grandes catégories :	4
4. Composition du dossier de PLU	5
DIAGNOSTIC COMMUNAL	7
Présentation de la commune.....	9
1. Situation géographique.....	9
2. Bassin de vie.....	9
3. Eléments d'histoire	9
4. Institutions	10
Aménagement de l'espace.....	11
1. Dynamiques et contraintes	11
2. Le bâti.....	11
3. Evolutions récentes.....	12
4. Les servitudes et projets	14
5. Les contraintes	14
Points clés	15
Démographie.....	16
1. Evolution démographique.....	16
2. Répartition de la population	17
Points clés	20
Economie.....	21
1. L'agriculture	21
2. Les entreprises de production et de services.....	25
3. Les commerces.....	25
4. Les autres services	25
5. L'hôtellerie, la restauration.....	25
6. Le tourisme	26
Points clés	27
Habitat et équilibre social.....	28
1. Les logements	28
2. Vie sociale et associative.....	30
Points clés	31
Transports, équipements, services	32
1. Transports	32
2. Equipements	32
3. Services	33
4. Communications numériques	33
Points clés	34
ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	35
Analyse de l'état initial de l'environnement	36
1. La nature	36
2. Les ressources consommables	56
3. Les usages du territoire.....	56

4. Les nuisances et pollutions	65
Analyse de la consommation d'espaces	68
Les objectifs de modération	71
1. Les objectifs prévus au PLU au regard des objectifs fixés dans le SCOT	71
2. Les objectifs au regard des dynamiques économiques et démographiques	71
EXPLICATION DES CHOIX	73
Les bases des choix	74
1. Le diagnostic communal	74
2. Le contexte réglementaire	74
Objectifs du PADD et motivations des choix	75
1. Objectif n°1	75
2. Objectif n°2	76
Choix du zonage et du règlement	77
1. Approche générale	77
2. Approche par type de zone	79
INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT, PRESERVATION ET MISE EN VALEUR	89
La nature	90
1. Incidences sur la nature	90
2. Préservation et / ou mise en valeur de la nature	118
Les ressources consommables	120
1. Incidences sur les ressources consommables	120
2. Préservation et / ou mise en valeur des ressources consommables	120
Les usages du territoire	121
1. Incidences sur les usages du territoire	121
2. Préservation et / ou mise en valeur des usages du territoire	122
Les nuisances et pollutions	124
1. Les incidences sur les nuisances et pollutions	124
2. Préservation et / ou mise en valeur	126
INDICATEURS D'EVALUATION DES RESULTATS	127
1. Environnement	127
2. Maîtrise de la consommation de l'espace	127
3. Divers	127
ANNEXE 1	129
ANNEXE 2	131

PRESENTATION DU PLU

Le présent document constitue le rapport de présentation du dossier d'élaboration du PLU de la commune de **TRESCLÉOUX**. Auparavant, la commune disposait d'un Plan d'Occupation des Sols.

1. La révision générale du POS en PLU (Plan Local d'Urbanisme)

Le PLU a été institué par la loi *Solidarité et Renouvellement Urbain* de Décembre 2000 (Loi SRU), loi modifiée par la loi *Urbanisme et Habitat* (Loi UH) de Juillet 2003. Il remplace le POS.

Comme le POS, le PLU est un document d'urbanisme réalisé à l'initiative de la commune. Il détermine un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) qui donne des orientations pour les années à venir. Ce projet est traduit en droit des sols : il fixe les règles qui s'appliquent aux opérations d'aménagement et aux constructions lors des permis de construire, de démolir, d'aménager,...

A chaque zone inscrite au document graphique du PLU, correspond un ensemble de règles qui fixe les droits à construire sur chaque parcelle de terrain.

Le PLU est un document juridique de portée générale. Il s'impose à tous, particuliers et administrations. Il sert de référence à l'instruction des diverses demandes d'occupation du sol, comme les permis de construire.

Le POS initial de la commune de **Trescléoux** a été approuvé le 15 Septembre 1992, mis à jour le 12 Mars 1993, modifié le 18 Novembre 1998 puis le 24 Juin 1999, mis à jour le 28 Janvier 2002 puis le 10 Août 2009.

■ La prescription du PLU

Par **délibération** en date du **21 Décembre 2009**, la commune de Trescléoux a décidé de prescrire la mise en révision de POS sous forme de PLU. En effet, selon les termes de la délibération,

- *des besoins nouveaux à satisfaire, notamment permettre la réalisation d'un parc solaire,*
- *permettre aux jeunes agriculteurs ou enfants d'agriculteurs de fonder leur foyer sur la commune de Trescléoux,*
- *redessiner la carte d'occupation du territoire de façon cohérente et en adéquation avec les aménagements en cours, la station d'épuration à macrophytes en particulier,*
- *choisir à l'issue de cette procédure, un document conforme aux règlements et lois d'urbanisme.*

Ces objectifs ont été affinés lors des réunions de commission travaillant notamment sur la PADD.

Le Porté A Connaissance (PAC) de l'Etat a été fourni en date du 15 Avril 2014.

■ Le travail de la commission

Le travail en commission Urbanisme avec le bureau d'études a débuté le **24 Septembre 2010** et s'est poursuivi jusqu'à l'arrêt du PLU.

Au total, près d'une trentaine de réunions de la commission ont eu lieu pour élaborer l'ensemble du PLU.

Le **7 Décembre 2010**, eut lieu le **débat en Conseil Municipal** sur les objectifs du projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

■ La concertation

La concertation a débuté par une **permanence** assurée par le bureau d'études le **18 Août 2010** et s'est poursuivie jusqu'à l'arrêt de projet du PLU.

Le bureau d'études a reçu 11 personnes dont 10 ont émis le souhait d'avoir soit du terrain constructible soit permettre des aménagements de constructions existantes. Une personne s'est prononcée en faveur d'un développement de parc photovoltaïque.

Un registre a été ouvert. Il a été peu utilisé.

Aucune association agréée n'a demandé à être consultée.

Une réunion avec les agriculteurs a eu lieu le **12 Décembre 2011**. Une quinzaine de courriers a été envoyée pour inviter les agriculteurs travaillant sur la commune. 10 étaient présents. Ils ont pu exprimer leurs besoins et faire part des éventuelles évolutions de leur activité (extensions, délocalisations, successions,...) à travers un questionnaire qui leur a été remis.

La **concertation** est allée au-delà de ce qui était prévu dans la délibération du **21 Décembre 2009** (réunions publiques, débats, articles de presse, affichage, registre). En effet, une permanence vient s'ajouter aux divers modes de concertation édictées dans la délibération.

Le bureau d'études et les membres de la Commission se sont tenus à la disposition du public tout au long de l'étude et **deux réunions publiques** ont eu lieu.

La première eut lieu le **2 Mai 2011** et a permis de présenter le cadre d'élaboration du PLU, le diagnostic et les grands objectifs du PADD.

Une seconde réunion a eu lieu le **11 Juin 2014** pour présenter le zonage après avoir rappelé les grands principes et les grandes orientations du PLU. 29 personnes ont assisté à la première réunion publique, une soixantaine à la seconde.

Le diaporama de présentation, les compte-rendus, les plans et les documents concernant le zonage et le règlement ont été affichés en Mairie. Le public a donc pu faire des remarques après la réunion. Les dernières demandes et remarques ont fait l'objet d'une réunion de la commission le **3 Juillet 2014** pour statuer sur chacune d'elles. Seules les modifications conformes aux objectifs communaux et réglementairement acceptables ont été prises en compte.

■ L'arrêt du PLU

Le PLU est arrêté par délibération du Conseil Municipal en date du **25 Septembre 2014**.

■ L'approbation du PLU

Le PLU a été approuvé par délibération du Conseil Municipal du **17 Septembre 2015**.

Le droit de préemption urbain (DPU) a été institué sur l'ensemble des zones U et AU par délibération du même jour ainsi que sur les périmètres rapprochés des captages.

2. Cadre de l'élaboration du POS révisé en PLU

L'élaboration du PLU s'effectue dans le cadre réglementaire remanié en particulier par la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain du 13 Décembre 2000 et la Loi Urbanisme et Habitat du 3 Juillet 2003 ainsi que leurs décrets d'application. L'ensemble est codifié sous les articles L 123-1 et suivants et R 123-1 et suivants du Code de l'Urbanisme.

Il tient compte de la **Loi Grenelle II** portant Engagement National pour l'Environnement (Loi n°2010-788 du 12 Juillet 2010), de la **Loi MAP**, Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche (Loi n°2010-874 du 27 Juillet 2010) et de la **Loi ALUR**, Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (Loi n°2014-366 du 24 Mars 2014).

Le PLU est également élaboré dans le respect de la **loi Montagne du 9 Juillet 1985** qui s'applique à l'ensemble du territoire communal.

Sont en particulier applicables les textes réglementaires suivants (liste non exhaustive):

- Règle de réciprocité entre les **bâtiments agricoles** et les habitations (Article L 111-3 du Code Rural).
- Desserte par les **réseaux** : le permis de construire peut être refusé pour défaut de réseaux (Article L 111-4 du Code de l'Urbanisme).
- **Lotissement** : disparition des règles spécifiques aux lotissements au bout de 10 ans (Articles L 442-9 et R 442-22 et suivants du Code de l'Urbanisme).
- Prise en compte des **risques** : responsabilité du constructeur (Article L 111-13 du Code de la Construction).
- **Défrichement** : le défrichement est strictement encadré (Article L 341-1 et suivants du Code Forestier : "Nul ne peut user du droit de défricher ses bois et forêts sans avoir préalablement obtenu une autorisation")
- **L'archéologie préventive** : Loi N° 2001-44 du 17 Janvier 2001 et Décret N° 2002-89 du 16 Janvier 2002.

Les références de ces différents textes figurent en annexe du présent rapport de présentation.

Le PLU est conforme à la Loi Grenelle II, à la Loi ALUR et à la Loi AAAF, dans ses dispositions applicables à la date d'approbation du document. Il n'est pas soumis à Evaluation Environnementale (Cf. p. 126).

Le dossier de PLU tient compte des éléments réglementaires connus **1^{er} Septembre 2015**.

3. Le règlement définit les zones subdivisées en quatre grandes catégories :

Les zones urbaines : U

Il s'agit des secteurs déjà urbanisés et des secteurs où les équipements existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Ua : correspond à des zones équipées et agglomérées correspondant aux centres de village anciens.

Ub : correspond à des zones équipées et agglomérées de développement urbain.

Uc : correspond à des zones équipées et dédiées à des activités économiques.

Les zones à urbaniser : AU

Il s'agit de zones destinées à être ouvertes à l'urbanisation, soumises à condition préalable.

AUba : zone à dominante d'habitat, ayant les caractéristiques de la zone Ub et nécessitant la réalisation préalable d'une opération d'aménagement d'ensemble.

Les zones agricoles : A

Il s'agit des secteurs à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

Aa : zone agricole préservée où aucune construction n'est possible, sauf les équipements publics indispensables et les installations et aménagements agricoles.

Ac : zone agricole constructible pour ce qui est nécessaire à l'agriculture et pour les équipements collectifs.

Les zones naturelles : N

Il s'agit des secteurs à protéger en raison de la qualité des sites, des milieux naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique, soit de l'existence d'une exploitation forestière, soit de leur caractère d'espaces naturels.

Nn : zone naturelle à protection forte.

Ne : zones naturelles comportant une activité économique (avec ou sans logement).

Nl : zone naturelle à vocation de loisirs.

Nt : Zone naturelle à vocation d'accueil touristique avec hébergement.

Dans les zones agricoles ou naturelles, les constructions ne répondant pas à la vocation de la zone sont régies par l'article L.123-1-5-II 6° du Code de l'Urbanisme (évolutions sous conditions).

4. Composition du dossier de PLU

Le dossier de PLU comprend cinq documents :

■ Le rapport de présentation

- expose le diagnostic de la commune,
- explique les choix retenus pour le PADD et expose les motifs de la délimitation des zones, des règles qui y sont applicables et des orientations d'aménagement et de programmation,
- expose les surfaces au PLU,
- évalue les incidences des orientations du PLU sur l'environnement.

Est joint en annexe le dossier de consommation des espaces agricoles imposé par la loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27 Juillet 2010 qui sera présenté en Commission Départementale de Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA). Les Secteurs de Taille Et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) sont aussi présentés conformément à la Loi ALUR.

■ Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

- définit les orientations d'urbanisme et d'aménagement retenues pour l'ensemble de la commune.

■ Les orientations d'aménagement et de programmation

- peuvent, par quartier ou par secteur, prévoir des actions ou opérations d'aménagement.

■ Le règlement et les documents graphiques

- explicite l'ensemble des règles applicables dans chacune des zones et chacun des secteurs autour de trois questions :
 - Que construit-on ?
 - Comment construit-on ?
 - Combien construit-on ?

Les documents graphiques du règlement correspondent au :

- Plan 42 : Plan d'ensemble de la Commune au 5.000^{ème}
- Plan 43 : Plan de la partie centrale de la Commune au 2.000^{ème}

■ Les annexes

Selon le Code de l'Urbanisme, le PLU est accompagné d'annexes.

Cependant, il est clairement mentionné dans les articles R 123-13, que "Les annexes indiquent, à titre d'information, un ou plusieurs documents graphiques, s'il y a lieu [...]" et dans l'article R 123-14 que "Les annexes comprennent à titre informatif également [...],...

Rappel : le dossier de PLU n'a pas vocation à reprendre l'ensemble des études déjà réalisées (Schéma Directeur d'Assainissement, Schéma Directeur d'Alimentation en Eau Potable,...) ou l'ensemble des arrêtés préfectoraux (Débroussaillage,...).

L'ensemble de ces documents est disponible directement en mairie.

Cependant, le PLU peut en faire mention.

Les annexes dans le présent dossier concernent les thèmes suivants :

1. Annexes sanitaires : réseaux d'eau potable et assainissement
2. Liste des emplacements réservés
3. Servitudes d'utilité publique
4. Les risques
5. Carte de localisation des exploitations agricoles et périmètres de protection
6. Droit de Préemption Urbain (DPU)
7. Autres éléments d'information.

DIAGNOSTIC COMMUNAL

- 1. Présentation de la commune**
- 2. L'espace communal**
- 3. Démographie**
- 4. Economie**
- 5. Habitat et équilibre social**
- 6. Transports, équipements et services**
- 7. Etat initial de l'environnement**



This topographic map shows the Montmorin area in the Pyrenees. The D994 road is highlighted in red, winding through the region. Key locations include Montmorin, L'Epine, Montclus, and Rosans. The map features numerous peaks, some marked with elevation numbers, and various valleys and rivers. The terrain is rugged, with significant elevation changes. The map also shows the D994 road and other roads like D994, D994, and D994. The map is a detailed topographic representation of the area, showing the D994 road and other roads like D994, D994, and D994. The map is a detailed topographic representation of the area, showing the D994 road and other roads like D994, D994, and D994.

- Sources : www.viamichelin.fr

Présentation de la commune

1

1. Situation géographique

La commune de Trescléoux se localise au Sud-Ouest du département des Hautes-Alpes dans le secteur du bas Buëch-Laragnais.

"Situé dans la vallée boisée et cultivée de la Blaisance et bordé de montagnes, Trescléoux est une commune rurale de 310 habitants (d'après le recensement INSEE de 2011) du canton d'Orpierre. Autrefois réputé pour ses pommes, ses poires et ses prunes, Trescléoux maintient une activité agricole et d'élevage. Le village est étagé en amphithéâtre sur le Chastel, éminence servant de contrefort à la montagne d'Aumage et que couronnait jadis le château féodal." - Sources : Dictionnaire de la Provence et de la Côte d'Azur –



2. Bassin de vie

Le bassin de vie des habitants de Trescléoux s'organise essentiellement autour de quelques pôles attractifs:

- Laragne-Montéglin à 12 km (commerces, pharmacies, médecins)
- Lagrand à 5 km et Eyguians à 6 km (boulangerie, boucherie, épicerie, coiffeur, mécanicien)
- Serres à 11 km (collège)
- Gap à 70 km (lycées, commerces, services médicaux)
- Sisteron à 29 km (services médicaux)

3. Eléments d'histoire

Des bronzes datant de la préhistoire ont été retrouvés sur la commune de Trescléoux.

État ecclésial :

De 1075 à 1789, il existait un prieuré en faveur de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille. La paroisse faisait partie de l'archiprêtré du Rosanais.

État féodal :

Trescléoux appartenait à des seigneuries particulières qui furent peu à peu acquises par le Dauphin qui, le 10 février 1334, donna Trescléoux en même temps qu'Orpierre, aux princes d'Orange.

Depuis lors, Trescléoux et Orpierre furent étroitement unis, eurent les mêmes seigneurs et suivirent les mêmes vicissitudes historiques.

Administration et Justice :

Trescléoux était uni à Orpierre au point de vue administratif et judiciaire.

- Sources : D'après <http://hautes-alpes1789.ifrance.com> -

La commune est marquée par le protestantisme à partir des années 1580.

D'après la charte de 1316, des habitantes de Trescléoux avaient payé la rançon pour que le Seigneur de Trescléoux, retenu par le Seigneur d'Upaix, soit libéré. En retour, le Seigneur de Trescléoux avait donné à ces dames le bois de la Garenne.

4. Institutions

Trescléoux fait partie du canton de Serres, qui compte sept communes : Étoile-Saint-Cyrice, Lagrand, Nossage-et-Bénévent, Orpierre, Sainte-Colombe, Saléon et Trescléoux.

Trescléoux a intégré la Communauté de Communes interdépartementale des Baronnie créée le 30 Décembre 1994. Elle regroupe le canton d'Orpierre et neuf autres communes : Chanousse, Laborel, Montjay, Moydans, Ribeyret, Rosans, Saint-André-de-Rosans, Sorbiers et Villebois-les-Pins.

De plus, la commune de Trescléoux fait partie de plusieurs syndicats :

- Syndicat Mixte d'Electricité (SYME)
- SIVU patrimoine et culture des pays du Buëch créé le 5 Février 1991

Enfin, la commune de Trescléoux est comprise dans l'aire du Pays du Sisteronnais.

Aménagement de l'espace

2

1. Dynamiques et contraintes

La commune de Trescléoux est tout d'abord marquée par des éléments naturels structurants :

- La vallée du torrent de la Blaisance, unité morphologique dominante, d'orientation Ouest/Est.
- De multiples cours d'eau souterrains.
- Les zones montagneuses au Nord peu boisées (l'Escupet, le Grand Devès, Languissard, Combau, crête d'Aumage : maximum 1.375 m).
- Les zones montagneuses au Sud en grande partie boisées (clos de Besson : 1.141 m, Rocher pointu : 1.021 m...).
- Le plateau de Serre du Devès à l'Est de la commune.
- La zone agricole du "plan du Buëch" à l'extrême Est, la vallée du Buëch marquant la limite de la commune.
- La plaine agricole, essentiellement du côté de la rive gauche de la Blaisance.

De plus, les principales formes d'anthropisation du territoire sont :

- La RD 949 qui dessert le chef-lieu et quelques hameaux en longeant la Blaisance puis rejoint la vallée du Buëch.
- La RD 350, reliée à la RD 949, qui longe l'Ouest de la vallée du Buëch.
- La RD 50, reliée à la RD 949 au niveau de la Tuilière. Elle dessert des habitations au Nord de la commune et rejoint le Plan du Buëch.
- Des hameaux et des habitations dispersées essentiellement le long des axes principaux que sont la RD 949 et la RD 50.
- Le chef-lieu à l'Ouest de la commune, construit sur un versant à gauche de la Blaisance. "La localisation en pied de versant a fortement contraint la forme urbaine : développement en arc de cercle en pied de versant sur deux ou trois niveaux, formant des rues parallèles. La liaison entre ces niveaux se fait par des "andrônes" : passages piétons transversaux couverts ou non."

- Sources : Atlas départemental paysager des Hautes-Alpes -

Les principaux lieux et éléments emblématiques de la commune sont :

- Le désert
- La source de Font Chabal
- Le rocher Pointu
- Le rocher d'Omage
- La table d'orientation au Serre
- Le bois des Dames
- La Garenne
- Les trois lieux de culte (deux églises et le temple)
- Le village ancien
- Les fontaines

2. Le bâti

L'habitat de Trescléoux, de type traditionnel, a des caractéristiques provençales. Les maisons dans le village ont des volumes simples à deux ou trois niveaux avec des toitures à faible pente et comportant des tuiles rondes avec génoises. Les façades sont en maçonnerie de pierres avec de petites ouvertures.

- Sources : Rapport de présentation du POS, 1992 -

On remarque une maison de style baroque dans le village.

Quelques éléments d'architecture particuliers : chaîne d'angle, tour, encadrements des ouvertures, ... rappellent que les routes d'Orpierre puis de Rosans furent d'importantes routes commerciales entre la vallée du Rhône et les Alpes.

- Atlas départemental paysager des Hautes-Alpes -

Répartition du bâti du village de Trescléoux et des extensions d'urbanisation



Légende



- Sources : www.geoportail.fr -



3. Evolutions récentes

Historiquement, il n'y avait pas de hameaux mais des fermes isolées à Trescléoux.

Ces dernières décennies, la commune de Trescléoux a connu des évolutions majeures :

- La création de l'hôpital psychiatrique à Larnage dans les années 1960. L'implantation de cet établissement a apporté des emplois, notamment aux habitants de Trescléoux.
- L'arrosage à la Tuilière dans les années 1960.

- L'influence de l'implantation de l'industrie à Sisteron à partir des années 1970.
- La mise en place de l'aspersion pour l'arboriculture dans les années 1990. Depuis, le canal de Méreuil n'est ni entretenu, ni utilisé.
- En 1992, le remembrement partiel de la commune.
- En 1992, la mise en place du Plan d'Occupation des Sols.

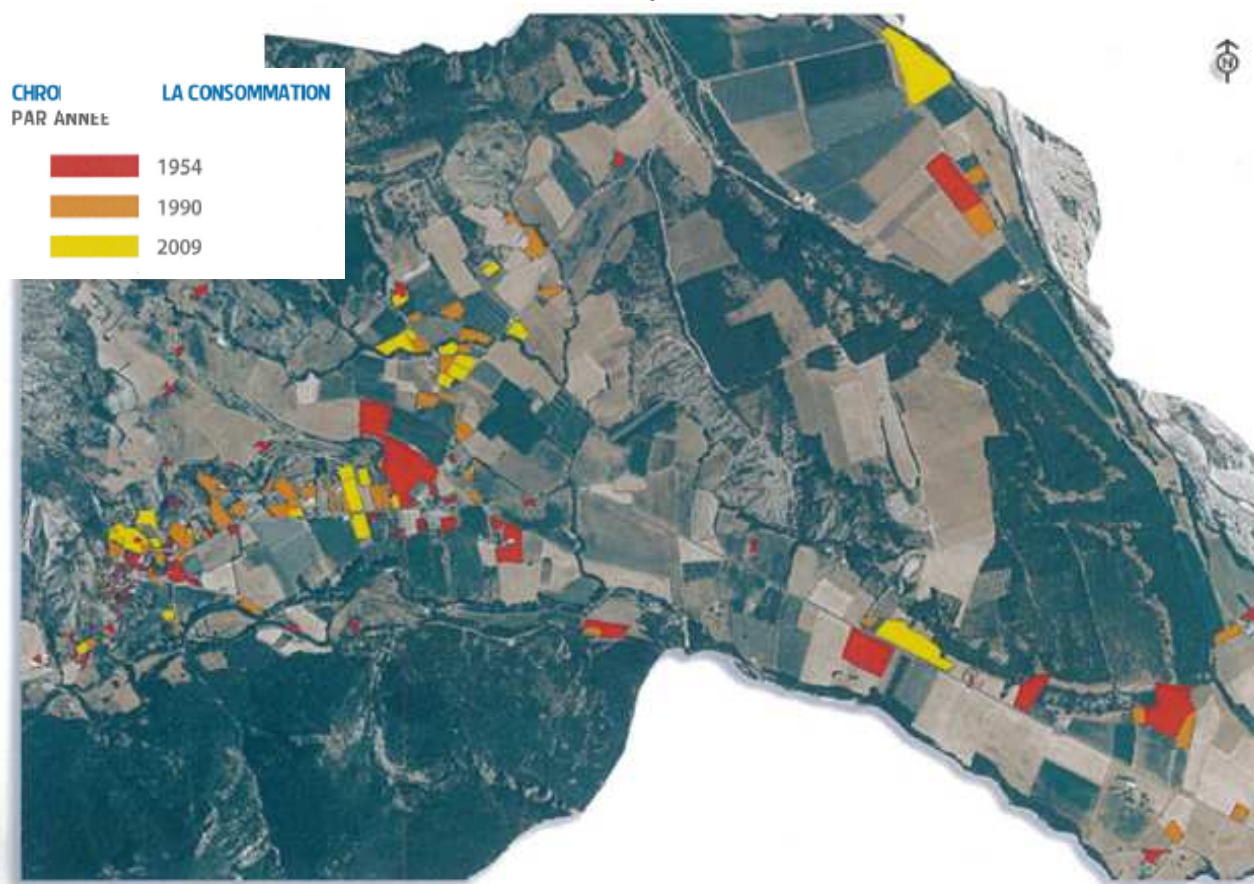
La surface urbanisée par habitant est de 0,49 ha en 2003 (0,29 ha en 1954).

Sur les cinq dernières années, l'urbanisation a augmenté en moyenne de 4,5 ha/an.

- Sources : DDT -

On compte une douzaine de maisons situées sur la rive droite du Buëch et une douzaine d'autres à la Blache.

Evolution de la surface urbanisée



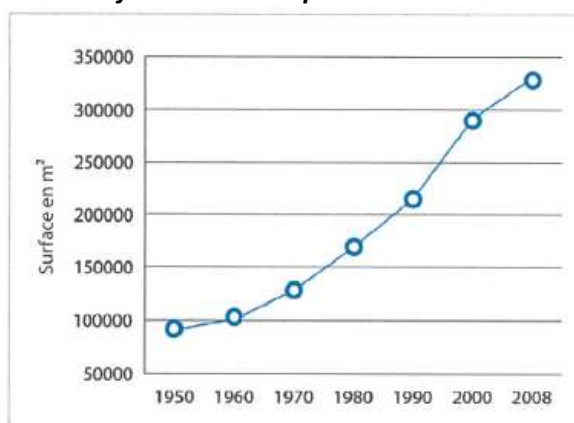
- Sources : DDT -

Surface totale des parcelles construites

DENSITÉ MOYENNE
7 logements/ha
DENSITÉ OBSERVÉE DEPUIS 1980
4 logements/ha
TENDANCE RÉCENTE DE DENSITÉ
Dégradation
PART DES LOGEMENTS INDIVIDUELS
SURFACE CONSOMMÉE PAR CES LOGEMENTS

90 %

98 %



- Sources : DDT -

4. Les servitudes et projets

Les servitudes répertoriées dans le cadre du Porté A Connaissance sont relatives :

LES SERVITUDES :

- **AC1** : Servitude relative à la protection des Monuments Historiques : Monument classé
- **AS1** : Périmètres de protection des eaux potables et minérales
- **I4** : Servitude relative au transport d'énergie électrique : ligne 63.000 volts Lazer - Trescléoux et Trescléoux - Ventavon

Ces servitudes sont reportées sur un plan en annexe 53.

LES PROJETS :

- Il n'y a pas actuellement de projet communal.

5. Les contraintes

Les principales contraintes présentes sur le territoire communal correspondent à :

- la dispersion de l'habitat
- la présence de risques

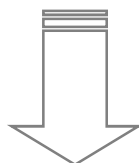
Points clés

POINTS FORTS ATOUS

- Beaucoup d'espace → calme
- Les richesses écologiques / La biodiversité
- L'étagement du Buëch au Clos de Besson
- L'ubac et l'adret
- Pas isolé

POINTS FAIBLES CONTRAINTES

- Beaucoup d'espace → contraint
- La dispersion de l'habitat
- L'étalement urbain



ENJEUX

- Le maintien des richesses écologiques
- L'organisation d'un espace marqué par la dispersion des constructions

ESPACE COMMUNAL

Démographie

3

1. Evolution démographique

■ Une population en augmentation depuis 1975

D'après le recensement INSEE, la commune de Trescléoux compte 310 habitants en 2011.

De 1793 à nos jours, le pic démographique de la commune est en 1793 avec 710 habitants.

Au début du XX^{ème} siècle, la population communale a globalement tendance à diminuer jusqu'en 1936, le nombre d'habitants passant de 515 en 1901 à 323 en 1936. Cette période est tout particulièrement marquée par la première guerre mondiale qui a provoqué une baisse significative du nombre d'habitants : -17,5% de 1911 à 1921.

On assiste ensuite à un "sursaut" démographique de 1936 à 1946 (+11,8%), la population atteignant 361 habitants. En effet, entre les deux guerres, des gens de hameaux des communes voisines sont venus habiter à Trescléoux. De plus, des réfugiés sont restés à Trescléoux. Enfin, s'ajoute l'effet du baby-boom de l'après-guerre.

Après quoi, la démographie diminue jusqu'en 1975, le nombre d'habitants n'étant plus que de 225.

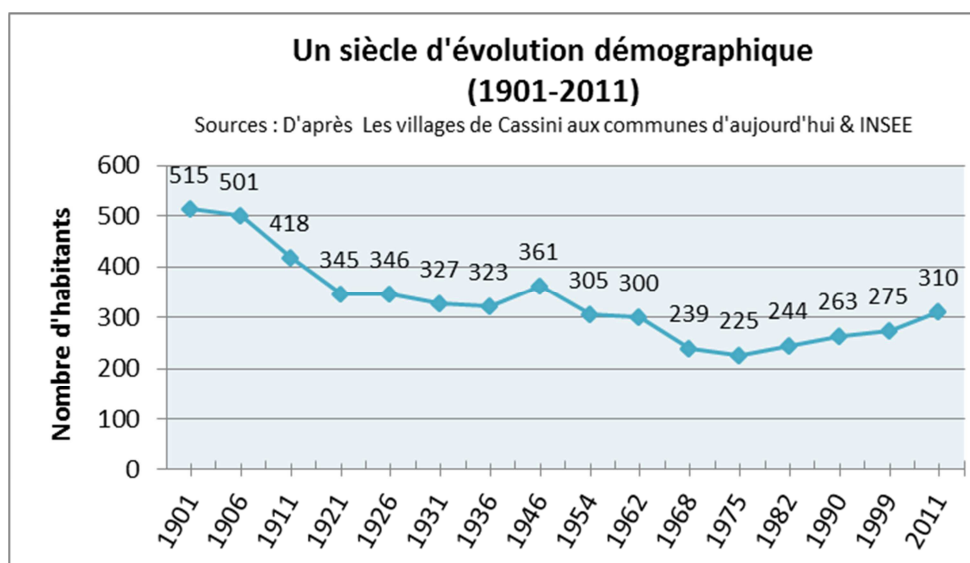
L'évolution de la population prend un nouveau tournant en 1975, année depuis laquelle la commune affiche une croissance persistante avec 85 habitants supplémentaires (soit +38%) en 36 ans. On recense 310 habitants en 2011.

A noter que le Plan d'Occupation des Sols a été mis en place en 1992.

Cette augmentation démographique de la commune est liée au retour de retraités, à la faible rétention foncière ainsi qu'au prix du foncier abordable.

Notons que l'augmentation démographique est tout particulièrement importante de 1999 à 2010 (+13%). Cette croissance est exclusivement liée au solde migratoire positif (+1,7%) alors que le solde naturel est négatif (-0,6%) de 1999 à 2010.

Depuis 1968, on remarque que le solde naturel a toujours été négatif au fil des recensements.



Evolution de la population (1975-2010)						
	1975	1982	1990	1999	2010	2011
Nb d'habitants	225	244	263	275	311	310
Taux de variation (%)		+8,4	+7,8	+4,6	+13	-0,3%
Taux de variation annuel dû au mouvement naturel (en %)		-1,2	-0,4	-0,2	-0,6	-
Taux de variation annuel dû au solde migratoire (en %)		+2,3	+1,3	+0,7	+1,7	-
Taux de variation annuel (en %)		+1,2	+0,9	+0,5	+1,1	-

Sources : RGP10&11

■ Un renouvellement de population

En 1999, 49,5% de la population est native du département des Hautes-Alpes. 24,4% des habitants sont originaires du reste de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, tandis que 21,5% proviennent d'une autre région française et qu'environ 4,7% sont nés à l'étranger.

Origine de la population en fonction du lieu de naissance				
	Département	Reste de la Région	Autre région.	Etranger
Nb de pers.	136	67	59	13
%	49,5	24,4	21,5	4,7

Sources : RGP99

Notons que la croissance démographique constatée s'est accompagnée d'un renouvellement de population significatif. En 2007, 23,6% de la population n'habitait pas la commune 5 ans auparavant.

Personnes de 5 ans ou plus habitant 5 ans auparavant						
	Le même logement	Un autre logement de la même commune	Une autre commune du même département	Dans le reste de la région	D'une autre région.	De l'étranger
Nb de pers.	219	8	35	21	11	2
%	73,7	2,7	11,9	7,2	3,8	0,7

Sources : RGP07

2. Répartition de la population

■ Une population vieillissante

En 2011, les classes d'âge majoritaires sont les 45-59 ans et les 60-74 ans, représentant respectivement 22,5% et 23% de la population.

A noter une croissance significative des 45-59 ans de 1999 à 2011 (+5 pts).

La part des 60-74 ans est très supérieure à la moyenne départementale de 16,5%.

Les plus de 75 ans représentent 12% de la population, soit un taux supérieur à la moyenne départementale (10,5%).

La population communale comprend donc beaucoup de personnes âgées. En effet, de plus en plus de personnes âgées restent au village grâce au développement des services d'aide à la personne. On note un fort attachement de ces habitants à leur terre.

La part des 30-44 ans est de 16,5%, soit moins que la moyenne départementale de 19%. A noter une baisse importante de cette classe d'âge sur la commune depuis 1999 : -6,5 pts.

La proportion des moins de 14 ans (14%) est inférieure à la moyenne départementale de 17,5%.

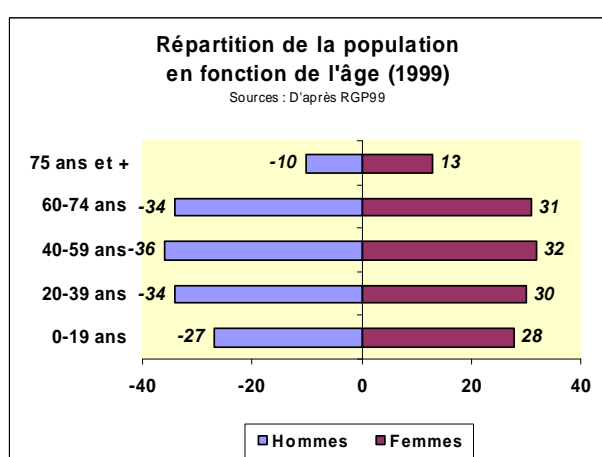
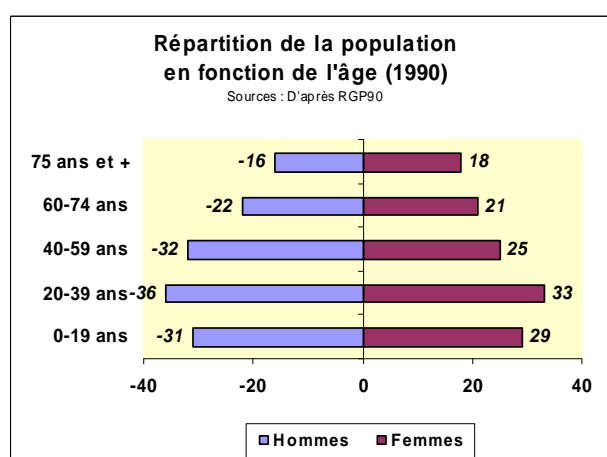
Les 15-29 ans (12%) sont sous représentés par rapport à la moyenne départementale de 15%.
On remarque qu'il y a très peu de logements adaptés pour les jeunes (studios...) : en 2011, aucun studio n'est recensé et on compte 9 logements de 2 pièces (soit 6,2% des logements).

Les personnes en âge d'étudier et en début de vie active sont donc peu présentes sur la commune.

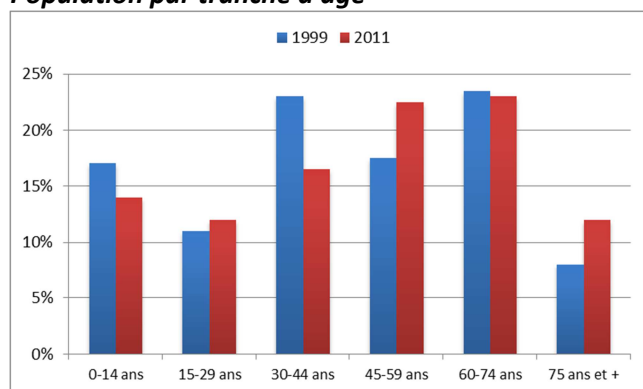
Par ailleurs, en 2011, l'indice de vieillesse (rapport des plus de 60 ans sur les moins de 20 ans) est de 173 pour la commune alors qu'il est de 117 pour le département.

En comparaison, l'indice de vieillesse était de 160 en 1999 et de 128 en 1990.

Au fil des recensements, la commune a donc assisté à un vieillissement de sa population.



Population par tranche d'âge



Sources : RGP99&11

	Parts de la population par tranches d'âges			
	1990	1999	2011	Moyenne départementale 2011
0-14 ans	15,5%	17%	14%	17,5%
15-29 ans	20%	11%	12%	15%
30-44 ans	18%	23%	16,5%	19%
45-59 ans	17%	17,5%	22,5%	22%
60-74 ans	16,5%	23,5%	23%	16,5%
75 ans et +	13%	8%	12%	10,5%

Sources : RGP90&99&11

■ Une part des personnes seules inférieure à la moyenne départementale (en 1999)

Sur les 116 ménages recensés en 1999, 79% sont composés d'au moins 2 personnes, dont 30% de 3 personnes ou plus (soit un ménage avec au moins un enfant).

Les personnes seules représentent 21% des ménages, ce qui est inférieur à la moyenne départementale de 32%.

Composition des ménages						
Nb personnes /ménage	1	2	3	4	5	6
Nb ménages	24	57	8	22	5	0
%	20,7	49,1	6,9	19	4,3	0
Moyenne départementale %	32	32,3	15,9	13,7	4,8	1,4

Sources : RGP99

■ Une population un peu moins diplômée que la moyenne départementale

	Sans diplôme, CEP, BEPC	CAP, BEP	Bac ou plus
Trescléoux	37,6%	23,2%	39,2%
Département	32%	24,5%	43,5%

Sources : RGP11

■ Une population active majoritairement tournée vers d'autres communes

En 2011, la population active comprend environ 43% de la population communale, soit un taux inférieur à la moyenne nationale de 46,7%.

La population active occupée représente environ 88% de la population active totale. Environ 74% des actifs occupés de plus de 15 ans sont salariés.

En 2011, le taux de chômage s'élève donc à 12% après une hausse de 2,8 pts depuis 1999. À l'inverse, le taux de chômage au niveau national a légèrement diminué de 1999 à 2011 (-1,2 pts).

Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans				
Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
179	133	73,9	117	65,0

Sources : RGP11

En 2011, seulement 26,3% de la population active occupée travaille sur la commune, soit un taux que l'on trouve en périphérie de centres urbains assez importants. On compte 41 emplois à Trescléoux et environ 10 d'entre eux sont occupés par des habitants d'autres communes.

Majoritairement, la population active travaille dans une autre commune du département de résidence (61%), taux notamment lié à l'attractivité de Laragne-Montéglin. 11% vont travailler dans un autre département de la région PACA. Cela est lié à la proximité des Alpes de Haute-Provence. Les habitants de Trescléoux vont majoritairement travailler à Laragne-Montéglin, puis à Gap et enfin à Sisteron. De ce fait, les mouvements pendulaires "domicile-travail" sont particulièrement importants.

On dénombre 13,3% de retraités ou préretraités par rapport à la population communale de 15 à 64 ans, soit 3,8 pts de moins qu'en 1999. Ce taux est supérieur à la moyenne nationale de 10,4% en 2011.

■ Un revenu moyen par ménage inférieur à la moyenne départementale

Les données de l'INSEE concernant les catégories socioprofessionnelles sont issues d'un sondage au quart. Elles ne sont donc pas représentatives d'une commune telle que Trescléoux qui a une faible population.

En 2011, le revenu net moyen déclaré par foyer fiscal à Trescléoux est de 20.621 Euros/an (soit 1.418 Euros/mois), soit un taux inférieur à la moyenne départementale de 22.468 Euros/an (soit 1.872 Euros/mois).

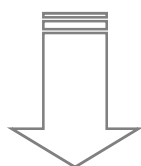
Points clés

POINTS FORTS ATOUTS

- Des personnes âgées actives et dynamiques
- Des relations intergénérationnelles (vie en commun)
- Enracinés ici
- Des "grosses familles"
- Un retour sur la commune

POINTS FAIBLES CONTRAINTES

- Beaucoup de personnes âgées (60-75 ans)
- Le manque de jeunesse (peu d'attractivité pour les jeunes)



ENJEUX

- Les jeunes sur la commune
- Les emplois sur la commune

DEMOGRAPHIE

Economie

4

1. L'agriculture

Des compléments d'information sont apportés dans le dossier Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA) annexé à la fin du présent rapport de présentation (Annexe 2).

■ L'agriculture : une activité bien présente

L'agriculture est une activité bien représentée sur la commune.

D'après le recensement agricole de 2010, on constate que la Surface Agricole Utilisée (SAU) s'étend sur 515 ha, après une légère baisse de -8% depuis 2000. A noter, une diminution du nombre total d'exploitations de 2000 à 2010.

En 2000, la SAU communale s'étend sur 527 ha et représente donc 28% de la surface de la commune. En comparaison, la SAU des exploitations (le siège est sur la commune quel que soit la localisation des parcelles), étant de 561 ha, est légèrement supérieure.

Ainsi, on en déduit que des agriculteurs ayant leur siège à Trescléoux exploitent des terres sur des communes voisines.

Les boisements constituent 47% du territoire de la commune avec 877,5 ha.

■ Une diminution du nombre d'exploitations

On dénombre 12 exploitations au total en 2010 (RGA) contre 17 en 2000. Cela représente une diminution de 29% en 10 ans.

7 d'entre elles sont considérées comme des exploitations moyennes ou grandes car ayant un potentiel de production (Production Brute Standard) supérieur à 25.000 € par an.

10 exploitations sont des entreprises individuelles, 2 sont des GAEC.

Selon les données communales, en 2010, il y a 8 exploitations professionnelles sur la commune. L'une d'elles pratique l'agriculture biologique.

Nombre d'exploitations					
	1979	1988	2000		2010
Exploitations professionnelles	13	10	10	Dont exploit. indiv.	
Autres exploitations	19	17	7		
Toutes exploitations	32	27	17	15	12
Exploitations de 50 ha et +	0	c	4		

Sources : RA2000&RA2010

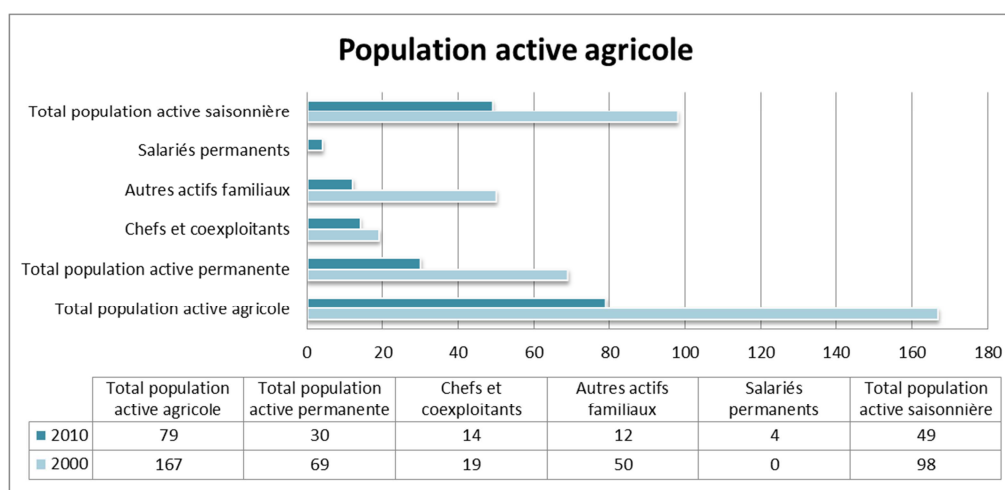
L'agriculture est majoritairement constituée de superficies fourragères, de cultures céréalières, d'arboriculture et d'élevage.

■ Une baisse de la population active agricole

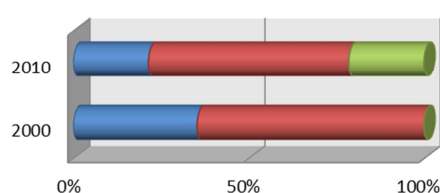
La main d'œuvre agricole a diminué sévèrement, passant de 167 personnes en 2000 à 79 en 2010 qui représentent 23 Unités de Travail Annuel (UTA). En 2000, les UTA représentaient 36 personnes.

On compte 4 salariés permanents et 49 travailleurs saisonniers.

L'exploitation se fait essentiellement dans un cadre familial. Sur les 30 autres personnes travaillant dans les exploitations, 14 sont des chefs d'exploitation et coexploitants et 12 sont des actifs familiaux.



Age des exploitants agricoles



Sur les 12 chefs d'exploitation, 3 ont moins de 40 ans, 8 se situent dans la fourchette des 40 à 55 ans et 3 ont 55 ans et plus.

4 exploitations ne sont pas concernées par la question de la succession, 3 ont un successeur connu et 5 n'ont pas de successeur connu.

Il n'y a pas de demande d'installation d'exploitation agricole.

L'agriculture pratiquée par les exploitants de la commune est dynamique et représente la principale activité économique à Trescléoux.

■ Une légère diminution de la Surface Agricole Utilisée (SAU)

La Superficie Agricole Utilisée (SAU) des exploitations ayant leur siège sur la commune représente 515 ha en 2010 dont 211 ha de terres labourables.

En 2000, la SAU des exploitations était de 561 ha. On assiste donc à une diminution de la SAU des exploitations (-46 ha soit une baisse de 8%).

La SAU moyenne des exploitations représente 43 ha en 2010 contre 33 ha en 2000 si l'on prend en compte la totalité des exploitations.

La SAU des exploitations ayant leur siège d'exploitation sur la commune en 2010 (515 ha) est légèrement inférieure à la SAU communale (527 ha en 2000), ce qui implique que des exploitants qui ont leur siège à Trescléoux travaillent des terres sur des communes voisines.

Superficie Agricole Utilisée (SAU)				
	1979	1988	2000	2010
SAU totale	506	499	561	515

Superficie moyenne des exploitations en ha				
	1979	1988	2000	2010
Exploitations professionnelles	25	23	51	-
Autres exploitations	10	16	7	-
Toutes exploitations	16	18	33	43
Exploitations de 50 ha et +	0	c	70	-

Sources : RA 2000 & RA 2010

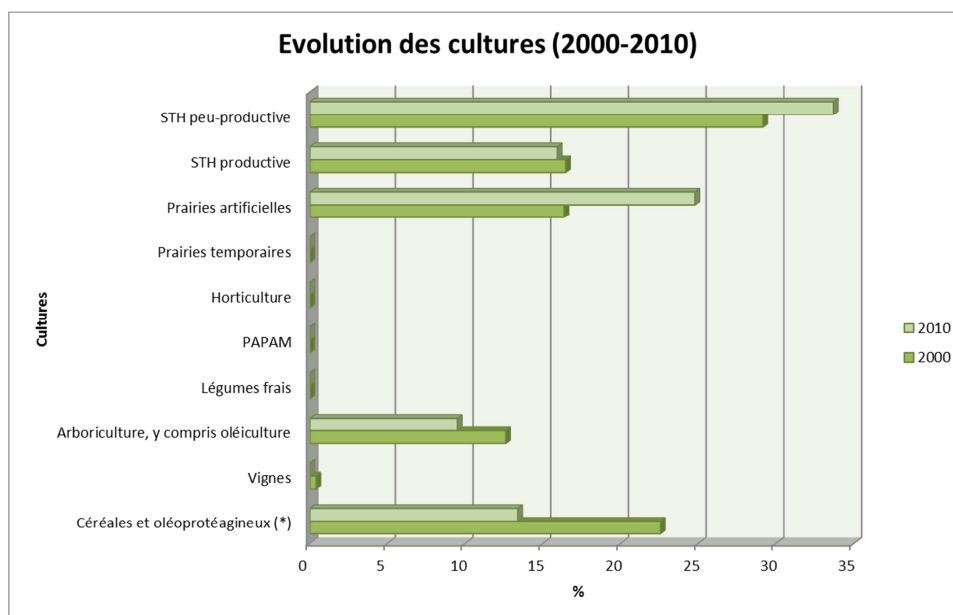
■ Des superficies fourragères, des céréales, de l'arboriculture et de l'élevage

→ Les productions végétales

L'activité est surtout tournée vers des productions végétales et essentiellement des prairies toujours en herbe (256 ha soit 50% des cultures), des prairies artificielles (128 ha) et des céréales et oléoprotéagineux (69 ha). L'arboriculture est présente avec 49 ha, soit 9% des cultures.

Il y a des zones fourragères dédiées à des élevages de la commune et à la vente.

Autrefois, la tradition agricole de la commune était la production de "pointues" (pommes - Cf image ci-contre) et de pistoles (prunes séchées).



Concernant les productions végétales, la commune compte cinq IGP (Indications Géographiques Protégées) et une AOC-AOP (Appellation d'Origine Contrôlée - Appellation d'Origine Protégée) :

- AOC-AOP Huile essentielle de lavande de Haute-Provence ou Essence de lavande de Haute-Provence
- IGP Farine de petit épeautre de haute Provence

- IGP Hautes-Alpes (vin)
- IGP Méditerranée (vin)
- IGP Petit épeautre de haute Provence
- IGP Pommes des Alpes de Haute Durance

→ Les productions animales

Les productions animales sont représentées par l'élevage ovin et bovin.

L'élevage bovin compte 120 bêtes en 2010, après un déclin de -37% depuis 2000.

L'élevage ovin n'est pas renseigné en 2010 (secret statistique) ; à préciser qu'il s'élevait à 750 bêtes en 2000.

On note la présence d'une exploitation équine.

L'élevage caprin n'est pas renseigné (secret statistique).

D'après les données communales, en 2010, les productions animales correspondent à 4 élevages dont un de volailles. (En 2000, l'élevage de volailles comptait 13.266 bêtes).

Le nombre total d'Unité Gros Bétail (UGB) est de 272 en 2010 alors qu'il était de 499 en 2000.

Concernant les productions animales, la commune compte trois IGP et une AOC-AOP :

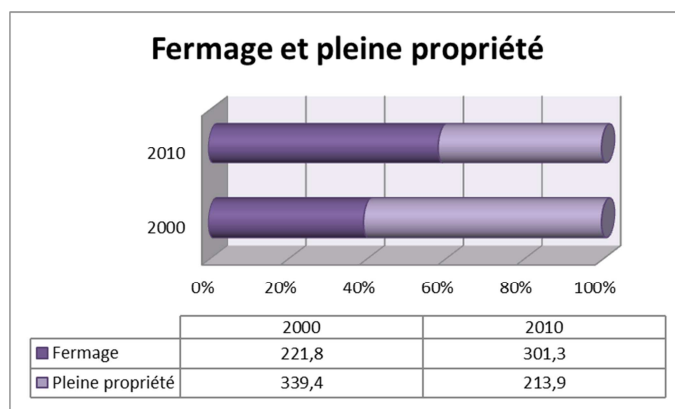
- AOC- AOP Banon (fromage)
- IGP Agneau de Sisteron
- IGP Miel de Provence
- IGP Volailles de la Drôme

■ Une hausse du fermage

La part des terres en pleine propriété diminue sensiblement entre 2000 et 2010. Elle passe ainsi de 60,5% à 41,5% (339 ha en 2000 et 214 ha en 2010). Ce qui représente 58,5% de fermage.

Pour information, le taux de fermage dans le département est de 56%.

■ Des terres irriguées



En 2010, 199 ha des terres de la SAU sont irrigables.

En 2000, les superficies irrigables représentent 254 ha (dont 234 ha irrigables par aspersion).

On compte 222 ha de superficie irriguée sur la commune.

On remarque une augmentation des presses à grosses balles à corréliser avec l'importance des surfaces fourragères.

En matière d'irrigation, la commune est comprise dans le périmètre de deux Associations Syndicales Autorisées (ASA) : une gravitaire et une en aspersion. On compte également un irriguant individuel et un canal sans statut qui irrigue des jardins. Ce sont donc 250 ha irrigable au total dont 230 ha par aspersion.

– Sources : PAC –

	1979	1988	2000	2010
Tracteurs	50	42	35	-
Superficie irrigable	286	187	254	199
dont irrigable par aspersion	234	-
Superficie irriguée	208	141	222	-

... = Résultat non disponible

Sources : RA2000&RA2010

2. Les entreprises de production et de services

D'après les données communales, il existe quatre entreprises :

- Un menuisier
- Un carreleur
- Un mécanicien
- Un entrepreneur de travaux publics

En 2012, les entreprises recensées sur la commune sont au nombre de 11 ; la majorité concernent les commerces, transports et services divers (54,5%).

Nombre d'entreprises par secteur d'activité au 1^{er} Janvier 2012

	Nombre	%
Ensemble	11	100,0
Industrie	1	9,1
Construction	3	27,3
Commerce, transports, services divers	6	54,5
dont commerce et réparation automobile	0	0,0
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	1	9,1

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Sources : INSEE, REE (Sirène)

3. Les commerces

Il existe un bar-restaurant-pizzeria sur la commune.

Les commerces sont présents au plus près à Laragne-Montéglin.

4. Les autres services

Les services présents à Trescléoux correspondent uniquement à :

- Une banque et agence postale
- Une coiffeuse à domicile
- Une esthéticienne à domicile

Néanmoins, de nombreux services sont présents à Laragne-Montéglin :

Les services qui pourraient faire défaut à Laragne-Montéglin sont présents à Sisteron (à 29 km) ou à Gap (à 70 km).

Services Généraux	Laragne-Montéglin
Banque – La Poste	x
Assurances	x
Services médicaux	
Médecins	x
Centre médical	x
Infirmiers	x
Masseurs kinésithérapeutes	x
Pharmacie	x
Services divers	
Taxis	x
Salon de coiffure	x (à domicile)
Café-Restaurant	x
Notaires	x
Architectes	x
Auto entrepreneur (bâtiment, espaces verts)	x

5. L'hôtellerie, la restauration

Il n'y a pas d'hôtel à Trescléoux.

6. Le tourisme

Les causes d'attractivité touristique seraient essentiellement dues à la qualité du cadre naturel, dans lequel s'intègre la commune, propice aux randonnées. Le GR 946 relie les massifs du Nord et du Sud de la commune en passant par le chef-lieu.

A noter la proximité du plan d'eau du Riou à Eyguians, commune limitrophe.

En termes de capacité d'accueil touristique sur la commune, on compte d'après les données du Comité Départemental du Tourisme en 2009 :

- 1 gîte (50 lits)
- 7 meublés (28 lits)

Soit un total de 78 lits touristiques.

A noter que la clientèle du gîte d'étape est essentiellement liée au site d'escalade à Orpierre et aux GR traversant Trescléoux.

A cela, on peut ajouter les 68 résidences secondaires et logements occasionnels (d'après le recensement INSEE 2011) qui représenteraient environ 272 personnes supplémentaires.

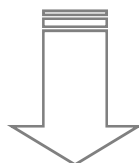
Points clés

POINTS FORTS ATOUS

- Des exploitations bio avec transformation sur place
- Une agriculture stable et jeune
- Du potentiel d'accueil touristique

POINTS FAIBLES CONTRAINTES

- Peu de potentiel économique
- Le problème d'infrastructures (haut débit, téléphone mobile)



ENJEUX

- Le maintien de l'activité agricole
- L'exploitation du potentiel touristique

ECONOMIE

Habitat et équilibre social

5

1. Les logements

■ Une augmentation des résidences principales

Lors du dernier recensement INSEE de 2011, le nombre de logements est de 230, soit environ 13% de plus qu'en 1999. Il y a 203 logements en 1999, soit 20 de plus qu'en 1990.

	Résidences principales	Résidences secondaires et logements occasionnels	Logements vacants	Total logements
1990	104	64	15	183
1999	116	68	19	203
2011	146	68	16	230
Evolution de 1999 à 2011	+30	0	-3	+27

Sources : D'après RPG99 et RPG11

D'après les données communales, de 1999 à 2009, 34 logements ont été autorisés au total. La majorité d'entre eux correspond à des constructions neuves (16). 12 permis de construire (dont 2 logements en gîte) ont été autorisés dans le cadre de réhabilitations et 6 dans le cadre d'extension.

Les données de ces dernières années laissent prévoir un faible apport de population.

Année	Nbre de permis de construire délivrés dans le cadre de:			Total
	Constructions neuves	Réhabilitation	Extension	
1999	1	3 (dont 2 en gîte)	0	4
2000	1	0	0	1
2001	1	0	0	1
2002	2	2	1	5
2003	4	1	0	5
2004	2	1	0	3
2005	1	0	0	1
2006	0	1	1	2
2007	2	1	2	5
2008	2	1	2	5
2009	0	2	0	2
Total	16	12	6	34

Sources : Données communales

Logements autorisés de 1999 à 2009	
En résidence principale	En résidence secondaire
21	12 (dont 2 en gîte)

Sources : Données communales

L'augmentation du nombre de logements entre 1999 et 2011 est exclusivement liée au développement des résidences principales (+26%).

De 1999 à 2011, le nombre des résidences secondaires et logements occasionnels n'a pas évolué.

Les logements vacants ont légèrement diminué (-3 logements). Les logements vacants sont au nombre de 16 en 2011. On en compte quelques-uns dans la rue des Lavoisirs dans le Village.

Ainsi, les résidences principales représentent une part majoritaire qui s'élève à environ 63% en 2011. Les résidences secondaires et logements occasionnels représentent environ 30% des logements.

La densité de population en résidences principales est estimée à 2,12 personnes en 2011, ce qui avoisine la moyenne départementale de 2,20 personnes par logement.

Au cours des derniers recensements, la densité de population a diminué à Trescléoux (2,37 pers./logt en 1999 et 2,55 pers./logt en 1990), à l'instar de la tendance départementale.

Par ailleurs, en 2011, 40% des ménages ont emménagé depuis moins de dix ans, 7% dans les deux années précédant le recensement.

Il y a donc eu un renouvellement de population important durant ces dix dernières années à Trescléoux.

On note qu'il y a de nombreux jeunes qui ne peuvent pas s'installer sur la commune pour construire. On en a compté cinq en 2010 et tous travaillaient à Trescléoux.

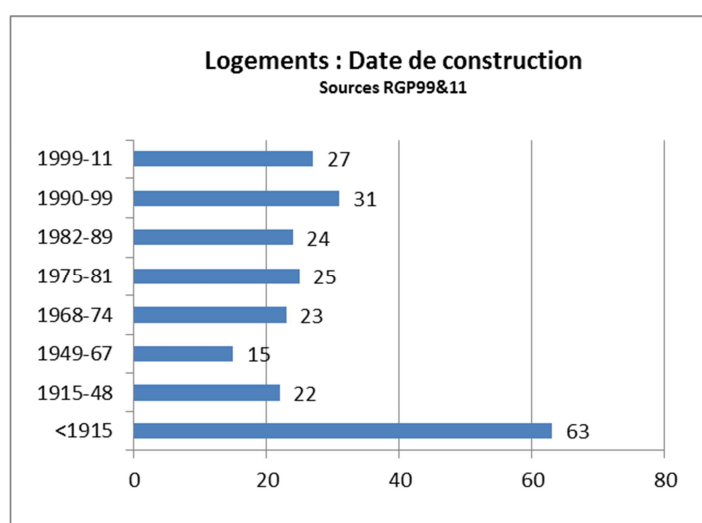
■ Un développement progressif du parc de logements

En 2011, on remarque que 27,4% des logements sont très anciens et datent d'avant 1915.

Par ailleurs, 46,5% des logements sont construits après 1975, dont 25,2% datent d'après 1990.

A préciser qu'il existe quelques logements à réhabiliter dans le Village.

On note que le parc de logements s'est particulièrement développé de 1990 à 1999 (13,5% des constructions datent de cette époque). Cela est lié à la construction de logements aux Bellons. De plus, le Plan d'Occupation des Sols a été mis en place en 1992.



Les constructions réalisées avant le 01/01/1948 sont concernées par un risque lié au plomb et représentent environ 37% des logements.

■ Une majorité de maisons

En 2011, sur les 230 logements au total, 92,6% sont des maisons et 6,5% des appartements.

On constate que le développement des logements de 1999 à 2011 s'est essentiellement traduit par le développement de maisons.

Type de logements		
	Maison individuelle / Ferme	Appartement
Sur les 230 logements au total en 2011	213	15
Sur les 203 logements au total en 1999	179	17

Sources : RGP99 & RGP11

Type de constructions lancées entre 1990 et 2006				
	Construction individuelle	Lotissement	Individuel groupé	Collectif
Nbre de logements	27	1	0	2

Sources : Sitadel

■ Une majorité de propriétaires

En 2011, 79% des personnes sont propriétaires de leur logement.

Il existe donc une part significative de logements locatifs (13%), qui est cependant inférieure à la moyenne départementale de 36%.

Statut d'occupation			
	Propriétaires	Locataires	Logés gratuitement
Sur 146 résidences principales	115	19 (0 HLM)	12

Sources : RGP11

On compte 8 logements communaux (7 en appartement et 1 en villa). Parmi eux, 4 logements sont de grande taille, 2 de moyenne taille et 2 de petite taille. Aucun de ces logements n'est conventionné ; leur loyer moyen varie de 200 Euros à 580 Euros.

Il n'y a aucun logement social à Trescléoux.

2. Vie sociale et associative

Les festivités locales sont principalement marquées par la Fête patronale de la Sainte Agathe.

Il n'y a pas de marché à Trescléoux.

De plus, la vie locale s'anime autour de plusieurs associations :

- Culture et loisirs (rassemblant les familles, les jeunes et les adolescents)
- Foyer de Trescléoux (animations, voyages)
- Amis de Trescléoux (patrimoine, chemins et sentiers)
- Comité des fêtes
- ACCA
- Kheper (association culturelle et scientifique)
- Les arts au soleil (théâtre)
- Chorale de la Blaisance
- Camaluro (animation théâtre)

L'association des Amis de Trescléoux organise de nombreuses manifestations : la Fête des associations, la Journée des sentiers, la Fête des fontaines, l'illumination des maisons à Noël et le Buffet campagnard.

Il existe une synergie entre les associations.

Les équipements (école, salle polyvalente, bibliothèque, aire de loisirs ...) contribuent à la vie sociale.

L'intégration des nouveaux habitants se passe bien.

Des locaux étaient partis pour travailler puis sont revenus s'installer sur la commune.

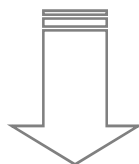
Points clés

POINTS FORTS ATOUS

- De l'habitat dispersé → la tranquillité
- La Poste : lieu de convivialité
- Une vie sociale et associative très riche

POINTS FAIBLES, CONTRAINTES

- De l'habitat dispersé → l'isolement
- La difficulté de loger les jeunes
- La question de la relève (vie associative)
- La solidarité ?



ENJEUX

- Des logements pour les jeunes
- Le maintien de la vie sociale et associative

HABITAT – VIE SOCIALE

Transports, équipements, services

6

1. Transports

La commune de Trescléoux se situe à environ 11 km de Serres, à 12 km de Laragne-Montéglin, à 29 km de Sisteron et à 70 km de Gap.

L'accès à Trescléoux se fait essentiellement par la route. Il convient d'emprunter la RD 1075 qui longe la vallée du Buëch, puis la RD 949 qui, en desservant la vallée de la Blaisance, traverse la commune de Trescléoux et son chef-lieu.

L'accès par le Nord de la commune de Trescléoux se fait par la RD 50.

Il existe un transport en car assuré par le Conseil Général.

Un transport à la demande a été mis en place pour la ligne Rosans/Gap.

Les habitants de Trescléoux peuvent emprunter la ligne autocar Laborel-Gap.

Les gares les plus proches sont celles de Laragne-Montéglin et de Serres.

Il n'y a pas de covoiturage organisé sur la commune.

Des habitants ont recours au taxi.

Il existe un problème de transport pour les jeunes et les personnes âgées.

2. Equipements

Les équipements communaux comportent :

- une mairie
- une école primaire (RPI - Niveaux CM1 et CM2) et une cantine
- une bibliothèque
- une salle polyvalente
- une aire de loisirs
- une chapelle utilisée pour des activités culturelles
- des locaux techniques

En matière d'eau, il existe la source de Chauvet (en cours de conformité) et la station de pompage de Mazelières (dont la protection du périmètre a été mise en place par l'arrêté préfectoral n° 2001-338-2 du 4 décembre 2001).

On compte trois bassins réservoirs.

Un réservoir a une capacité de 100 m³, dont 50 m³ correspondent à la réserve en cas d'incendie.

Un arrêté préfectoral autorise une consommation de 100 m³/jour d'eau. Si nécessaire, le pompage est utilisé.

Il existe un Schéma Directeur de l'Eau qui date de 2000. Un nouveau est en cours d'élaboration.

En matière d'assainissement, il existe un Schéma Directeur datant de 2008.

Il existe une station d'épuration de 600 EH.

Il existe un SPANC, relevant d'une compétence intercommunautaire, qui a été délégué à Véolia.

Les constructions de La Blache, du Plan du Buëch et de la Rochette ne sont pas raccordées.

La collecte des déchets et le tri sélectif sont assurés par la Communauté de Communes des Baronnies.

3. Services

La mairie (secrétariat de mairie) est ouverte au public quatre demi-journées par semaine.

Les autres services publics se répartissent ainsi :

	Trescléoux	Autres communes fréquentées
Gendarmerie	-	Laragne
La Poste - Banque	x	-
Crèche / Assistantes maternelles	x	Laragne
Ecoles		
Maternelles	-	Serres Laragne
Primaires	x	
Cantine scolaire	x	
Garderie	x	
Collège	-	Serres Laragne
Lycée		Gap
Bibliothèque	x	-
Médecin	-	Eyguians
Hôpital	-	Sisteron Gap

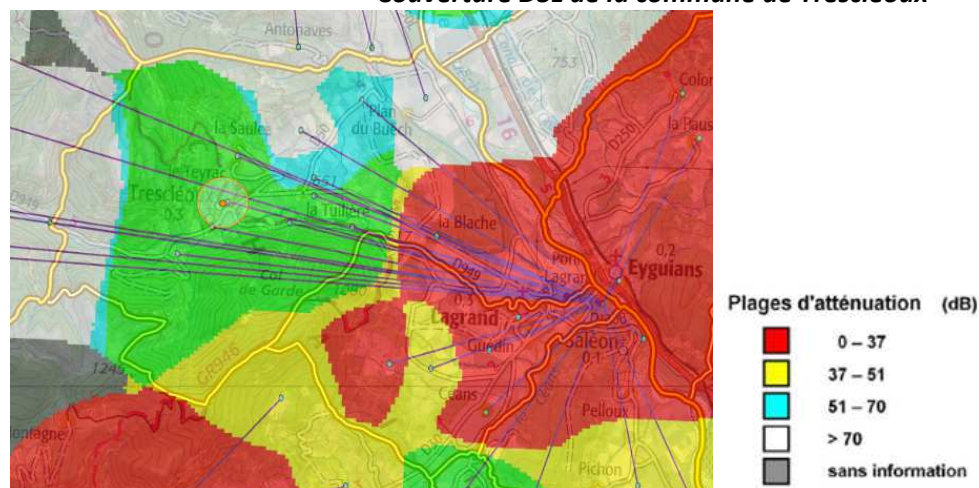
4. Communications numériques

Le haut débit pour accéder à Internet est bas sur la commune. La fibre optique est disponible depuis Mars 2015 (Haut débit).

La téléphonie mobile ne fonctionne pas très bien sur la commune.

Le village est en zone blanche en ce qui concerne l'accès à la TNT.

Couverture DSL de la commune de Trescléoux



-Sources : www.geoportail.gouv.fr -

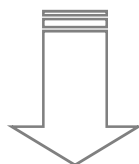
Points clés

POINTS FORTS ATOUTS

- Des services communaux liés à La Poste (contact les personnes âgées)
- Un bon niveau d'équipements
- De l'aide à la personne, accompagnement des personnes âgées
- Un taxi

POINTS FAIBLES CONTRAINTES

- Les transports pour les personnes non autonomes (personnes âgées, jeunes)
- Desserte à la téléphonie mobile pas très bonne, TNT ?
- Le réseau d'eau (capacité de distribution, fuites)



ENJEUX

- Le développement des transports et des communications numériques
- L'amélioration du réseau d'eau

TRANSPORTS – EQUIPEMENTSE

ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

- 1. Analyse de l'état initial de l'environnement**
- 2. Analyse de la consommation d'espaces**
- 3. Justification des objectifs de modération de cette consommation et de lutte contre l'étalement urbain arrêtés dans le PADD**

Analyse de l'état initial de l'environnement

1

1. La nature

■ Biodiversité

En termes d'inventaires et de protections réglementaires de l'environnement, on recense six ZNIEFF (Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique), quatre de Type I et deux de Type II, ainsi qu'une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) qui permettent d'attester de la richesse naturelle de **Trescléoux**.

→ Les ZNIEFF : Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique

ZNIEFF de Type I "Plateau et pentes du serre du Dèvès - bois de la Garenne"- 135 ha -

Cette ZNIEFF s'étend à l'Est de la commune sans englober de zones urbanisées. Ses limites affleurent cependant le hameau de la Blache.

Etabli dans la partie Sud-Ouest du département des Hautes-Alpes dans la région du Laragnais, le site se localise au Nord-Ouest de la petite ville de Laragne. Réparti entre 611 m et 715 m d'altitude, sur une surface d'environ 135 ha, le site s'inscrit dans l'étage de végétation supraméditerranéen.

Ce site possède un habitat déterminant : les pelouses steppiques sub-continentales. Elles se développent sur les surfaces restreintes, faiblement à moyennement pentues, sur sol superficiel très sec. Avec l'accentuation de la pente, l'érosion et l'instabilité du sol augmentent. La végétation de pelouse laisse alors la place aux garrigues supra-méditerranéennes à Thym. De remarquables formations subnaturelles de prairies mésophiles de fauche, de plaine et de moyenne altitude, à Fromental sont également présentes localement. Le site possède d'autres milieux significatifs à importante valeur patrimoniale, bien que plus largement répandus.

Ce site comporte trois espèces végétales déterminantes. Ce sont : la Danthonie des Alpes, la Fraxinelle et le Rosier de France protégé au niveau national et qui représente l'un des ancêtres des rosiers horticoles. La répartition de ce dernier dans le département des Hautes-Alpes est essentiellement concentrée sur la région du Laragnais. Trente-six autres espèces végétales remarquables sont présentes. Parmi celles-ci figurent un grand nombre d'espèces végétales très rares, protégées, endémiques ou en limite d'aire, tels que l'Ail jaune, l'Ail très scabre, le Cytise nain, le Crocus bigarré, le Mélampyre en crête, la Scille d'automne, la Knautie pourpre, l'Orchis bouffon et l'Orchis singe...

Aucune espèce animale patrimoniale n'est connue sur ce site.

ZNIEFF de Type I "Rochers du Passé - Manrouge - Rochers de la Fubie" - 165 ha -

Cette ZNIEFF s'étend au Sud-Ouest de la commune de Trescléoux et ne comprend pas de zones urbanisées.

Localisé à l'extrémité Sud-Est de la région des Baronnie, le site correspond aux pentes, principalement exposées au Nord, dominant la Blaisance entre les villages de Chanousse et de Trescléoux et s'élevant d'environ 750 m à plus de 1.130 m.

Il s'inscrit aux étages de végétation supra-méditerranéen et montagnard inférieur. Sa végétation est dominée par des forêts d'ubacs parcourues de hautes barres rocheuses calcaires et, sur la crête ou sur les parties les plus pentues et les mieux exposées, par des pelouses, des garrigues et des landes xérophiles.

Ce site compte deux habitats déterminants : les boisements de ravins ombragés et frais sur éboulis et les matorrals arborescents à Genévrier thurifère. Plusieurs autres habitats remarquables ou représentatifs sont présents : les formations végétales des rochers et falaises calcaires, les garrigues supraméditerranéennes à Thym, les pelouses pionnières calcicoles écorchées sur dalles rocheuses calcaires à Orpins et Joubarbes et les éboulis thermophiles à Calamagrostis argenté.

Le site abrite trois espèces végétales déterminantes dont deux sont des Cotonéaster récemment découverts dans le département des Hautes-Alpes : le Cotonéaster du Dauphiné et le Cotonéaster intermédiaire. Les falaises calcaires bien exposées et sèches abritent le Grand Ephédra. Trois autres espèces végétales remarquables sont également présentes : l'Astragale vésiculeux, la Fritillaire du Dauphiné et le Genévrier thurifère.

Aucune espèce animale patrimoniale n'est connue sur ce site.

ZNIEFF de Type I "Adrech et falaises d'Orpierre - le Suillet" – 158 ha. -

Cette ZNIEFF affleure la limite communale de Trescléoux à l'extrême Sud. La surface que couvre cette zone sur la commune est trop faible pour être significative.

Localisé à l'extrémité Sud-Est de la région des Baronnies, ce site correspond aux pentes dominant le village d'Orpierre, culminant à 1.324 m au Suillet. Il se distribue aux étages de végétation supra-méditerranéen et montagnard, entre 700 m et 1.324 m d'altitude.

Le site compte trois habitats déterminants et d'autres habitats remarquables.

L'Egilo à inflorescence est la seule espèce végétale déterminante observée sur le site. Par ailleurs, le site abrite vingt deux autres espèces végétales remarquables.

Aucune espèce animale patrimoniale n'est connue sur ce site.

ZNIEFF de Type I "Le Grand Buëch, ses iscles et ses ripisylves de l'aval du barrage de Saint-Sauveur à Eyguians" – 220 ha. -

Cette ZNIEFF couvre les rives du Buëch à l'extrême Est de Trescléoux sans englober de zones urbanisées de la commune.

Etabli dans la partie Sud-Ouest du département des Hautes-Alpes, entre les villages de Méreuil et d'Eyguians, le site correspond au cours du Grand Buëch, avec ses iscles et ses ripisylves, de l'aval du barrage de Saint-Sauveur à Eyguians.

Le site s'étend sur un substrat d'alluvions fluviales récentes, principalement calcaires issues de l'érosion des roches sédimentaires en place sur le bassin versant. Celles-ci comprennent surtout des calcaires marneux et marnes de l'Hauterivien et du Berriasien, avec des calcaires gris plus massifs du Tithonique. Situé dans la zone biogéographique des préalpes delphino-provençales à la rencontre des influences méditerranéennes et alpines, le site est compris dans l'étage de végétation supra-méditerranéen entre 590 m et 630 m d'altitude.

Il est caractérisé par une bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation, depuis les stades initiaux composés de bancs de graviers nus, en passant par les formations pionnières de colonisation des alluvions et délaissées, les saulaies arbustives et de larges ripisylves, où se rencontrent à la fois des espèces végétales d'origine montagnarde et méditerranéenne.

Le lit de la rivière est composé de nombreux bras séparés par de vastes bancs de galets pour la plupart remaniés chaque année par les eaux et colonisés par une végétation pionnière composée d'espèces végétales annuelles. Des stades de maturation de la végétation de ces bancs de galets sont bien représentés dans les zones les plus exhaussées et les moins soumises aux crues, sous la forme de végétation herbacée vivace à Pavot cornu, de fourrés à Saules, de forêts riveraines ou de pelouses sèches et de garrigues à Thym dans les zones plus sèches.

ZNIEFF de Type II "Le Grand Buëch et le Petit Buëch à l'aval de Veynes jusqu'à la confluence avec la Durance et leurs principaux affluents : le Céans, la Blème et la Blaisance" – 1.735 ha. -

Cette ZNIEFF s'étend le long de la Blaisance sans englober de zones urbanisées de la commune de Trescléoux.

Le site correspond à la partie haut alpine du cours du Grand Buëch, jusqu'à sa confluence avec la Durance. Il comprend également ses principaux affluents : le Petit Buëch à l'aval de Veynes, le Céans, la Blème et la Blaisance. Ce réseau de cours d'eau s'étend sur environ 120 km, en traversant du Nord au Sud la partie Ouest du département des Hautes Alpes. Sur le plan géologique, il est constitué de dépôts fluviatiles et fluvio-glaciaires.

Les rivières qui la composent, ont formé d'importants lits, où se sont développés de multiples habitats liés à l'eau ou aux bordures de cours d'eau.

Situé dans la zone biogéographique des Préalpes delphino-provençales, à la rencontre des influences méditerranéennes et alpines, le site est compris dans les étages de végétation supra-méditerranéen et montagnard inférieur, entre 470 m et 980 m d'altitude.

Le site est caractérisé par une bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation, depuis les milieux initiaux composés de bancs de graviers nus, en passant par les formations pionnières de colonisation des alluvions et délaissées, les saulaies arbustives et les ripisylves bien constituées.

En conséquence de cette importante diversité de milieux, la flore et la faune sont également très variées. Par exemple, la flore associe à la fois des plantes d'origine montagnarde et méditerranéenne. Plusieurs espèces patrimoniales de mammifères, oiseaux et poissons sont de même représentées sur ce site.

ZNIEFF de Type II "Rocher de Beaumont - crêtes de l'Eyglière et d'Aumage" – 1.958 ha.

Cette ZNIEFF s'étend au Nord-Ouest de la commune de Trescléoux et affleure le chef-lieu.

Au Sud-Ouest de la petite ville de Serres, dans la région des Baronnies, le site est composé d'une succession de moyennes montagnes : Rocher de Beaumont, Crête de l'Eyglière et Crête d'Aumage.

Situé dans la zone biogéographique des préalpes delphino-provençales, à la rencontre des influences méditerranéennes et alpines, le site est compris dans les étages de végétation supra-méditerranéen et montagnard, entre 660 m et 1.467 m d'altitude.

Ce site compte deux habitats déterminants : les boisements de ravins ombragés et frais sur éboulis et les landes épineuses franco-ibériques à Genêt de Villars. Les milieux forestiers typiques ou remarquables du site comprennent en particulier les hêtraies neutrophiles, les hêtraies calcicoles méridionales à Andosace de Chaix, les hêtraies et hêtraies-pinèdes sèches sur calcaire, les pinèdes sylvestres sèches supra-méditerranéennes à Buis et les boisements thermophiles et supra-méditerranéens de Chêne pubescent à Buis. Parmi les autres milieux remarquables du site figurent notamment les pelouses pionnières calcicoles écorchées sur dalles rocheuses calcaires à Orpins et Joubarbes, les pelouses sèches écorchées des rebords de corniches et de vires rocheuses calcaires et les pelouses écorchées pionnières des bas de falaises, des rebords de corniches et des vires rocheuses ombragées d'ubac à Sesslerie bleutée.

Une espèce végétale déterminante protégée en région Provence-Alpes-Côte d'Azur est signalée sur le site : la Dauphinelle fendue.

Quarante-deux autres espèces végétales remarquables sont présentes, parmi celles-ci : l'Androsace velue, l'Androsace de Chaix, le Cynoglosse de Dioscoride, le Vêlar provençal, l'Avoine à feuilles fines, la Pédiculaire chevelue, la Tulipe méridionale et six espèces d'orchidées : la Céphalanthère rouge, l'Orchis de Fuchs, l'Orchis mouche, l'Ophrys mouche, l'Orchis mâle et l'Orchis pâle.

Seulement deux espèces animales patrimoniales, toutes remarquables, ont été inventoriées sur ce site. Il s'agit, pour les Oiseaux nicheurs, de l'Aigle royal et du Circaète Jean-le-blanc.

ZNIEFF de Type I - "Plateau et pentes du serre du Dèvès - bois de la Garenne" - 135 ha –

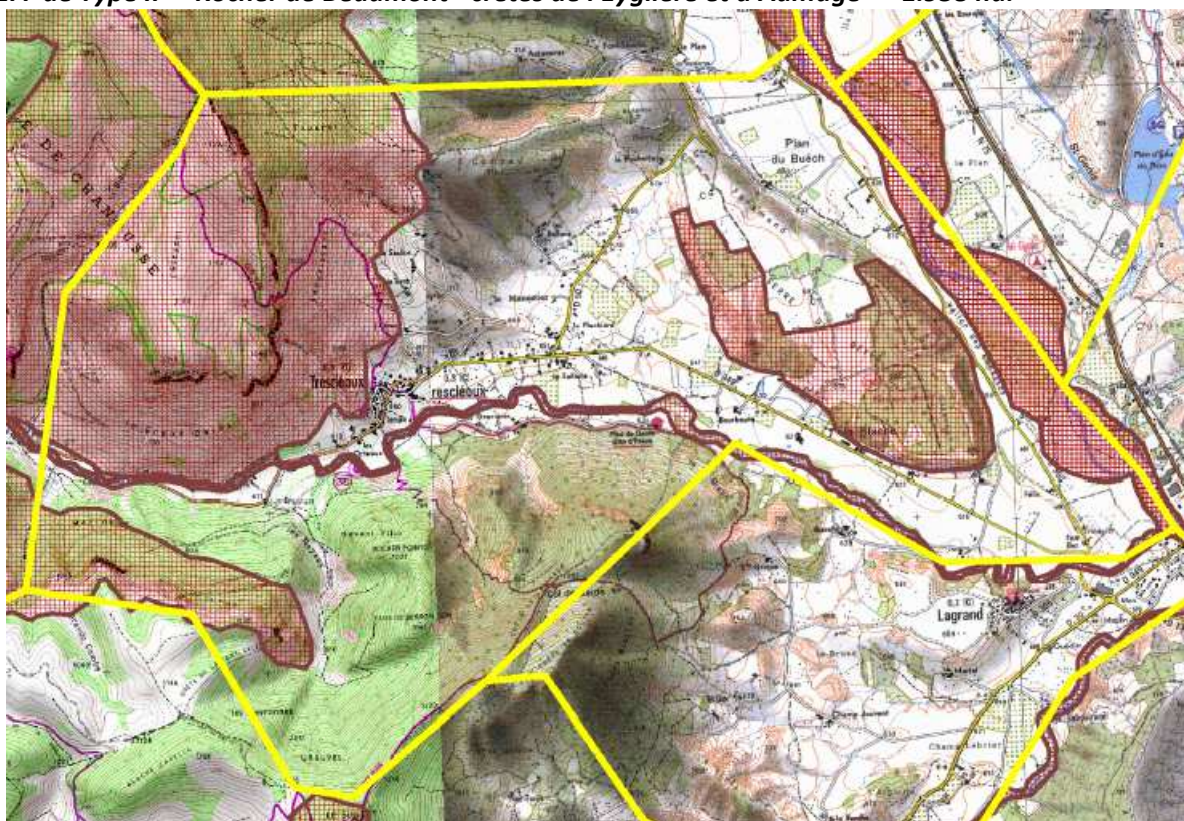
ZNIEFF de Type I - "Rochers du Passé - Manrouge - Rochers de la Fubie" - 165 ha –

ZNIEFF de Type I - "Adrech et falaises d'Orpierre - le Suillet" – 158 ha. –

ZNIEFF de Type I - "Le Grand Buëch, ses iscles et ses ripisylves de l'aval du barrage de Saint-Sauveur à Eyguians" – 220 ha. –

ZNIEFF de Type II - "Le Grand Buëch et le Petit Buëch à l'aval de Veynes jusqu'à la confluence avec la Durance et leurs principaux affluents : le Céans, la Blème et la Blaisance" – 1.735 ha. –

ZNIEFF de Type II - "Rocher de Beaumont - crêtes de l'Eyglière et d'Aumage" – 1.958 ha. -



- Sources : D'après la DREAL PACA -

→ Réseau Natura 2000

Zone Spéciale de Conservation (ZSC) "Le Buëch" - 2.426 ha. – (DOCOB en animation)

Cette ZSC couvre les rives du Buëch à l'extrême Est de Trescléoux sans englober de zones urbanisées de la commune.

Situé à l'interface entre les régions biogéographiques alpine et méditerranéenne, ce secteur bénéficie d'influences variées, générant une forte richesse biologique.

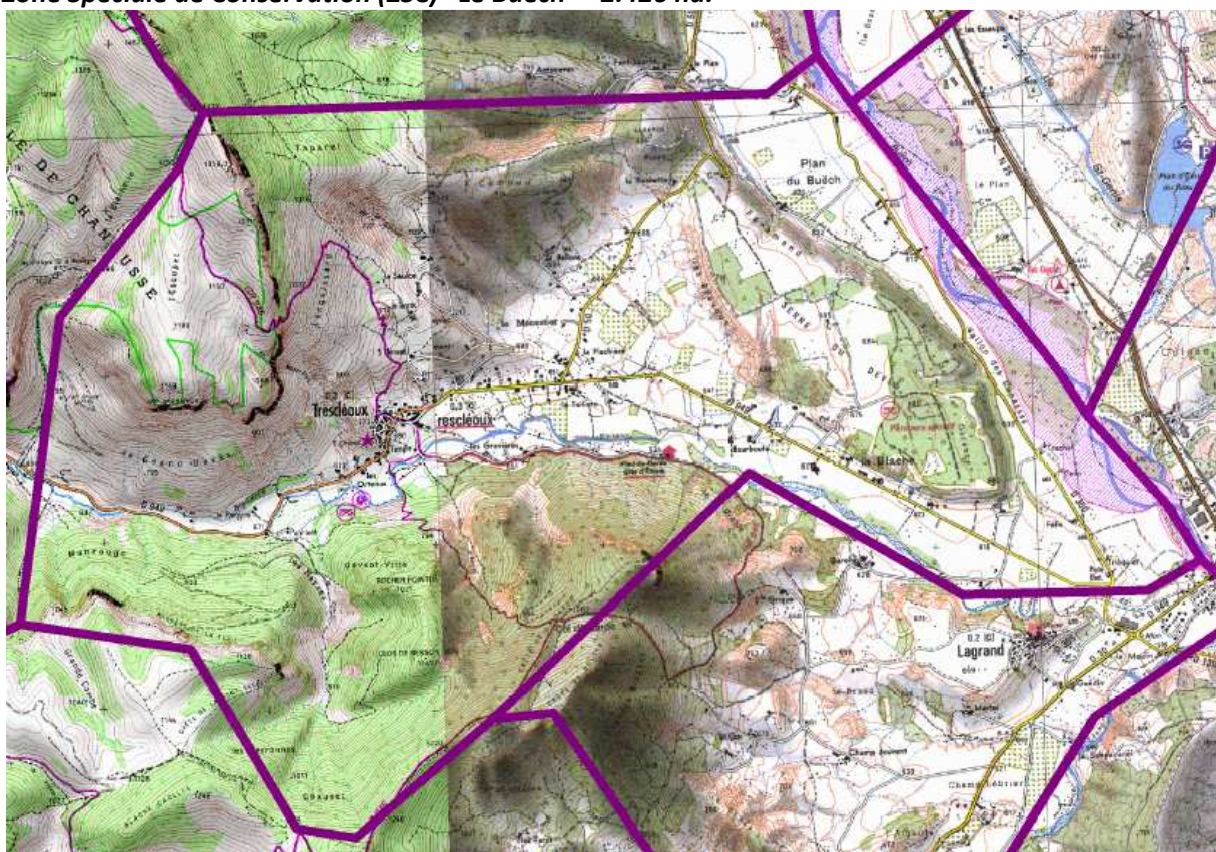
Le site est caractérisé par une bonne représentativité de tous les stades de la dynamique de végétation, depuis les milieux initiaux composés de bancs de graviers nus, en passant par les formations pionnières de colonisation des alluvions et délaissées, les saulaies arbustives et les ripisylves bien constituées.

On observe un gradient parmi les habitats, avec des formations d'affinité montagnarde à l'amont, progressivement remplacées par des habitats plus méditerranéens à l'aval. L'habitat 91E0 (forêts alluviales à aulnes et frênes) présente de beaux développements dans le secteur d'Aspres et dans la vallée du petit Buëch.

Concernant la faune, le site présente un intérêt particulier pour diverses espèces de chauves-souris, fréquentant notamment les ripisylves pour s'alimenter et se déplacer (corridor biologique). Diverses espèces patrimoniales de poissons sont également présentes, ainsi que l'Ecrevisse à pattes blanches. Concernant les insectes, notons la présence de l'Azuré de la Sanguisorbe, papillon rarissime observé près des sources du grand Buëch.

Sur la commune, on compte dix-sept espèces de chauves-souris, dont cinq rares.

Zone Spéciale de Conservation (ZSC) "Le Buëch" - 2.426 ha.



- Sources : D'après DREAL&IGN -

→ Zones humides

Deux zones humides sont recensées sur le territoire de Trescléoux :

- Le cours d'eau de La Blaisance
- "Le cours du Buëch, ses ripisylves et ses iscles, entre Serres et Laragne"

Zone humide "Le cours du Buëch, ses ripisylves et ses iscles, entre Serres et Laragne" - 355 ha -

Cette zone humide de 355 ha a une altitude comprise entre 577 m et 642 m.

"Typologie détaillée :

Cet écosystème fluvio-torrentiel associe un cours d'eau, initialement en tresses en début de méandrisation, et des formations végétales rivulaires des milieux d'alluvions (associations pionnières des bancs de vases, de sables et de graviers, fourrés de saules, aulnaies et ripisylves plus évoluées) ou aquatiques et palustres des plans d'eau et bras morts.

Contexte géologique :

Ce secteur du Buëch traverse des alluvions fluviales post-wurmiens (Quaternaire) des lits majeurs des grands cours d'eau.

Intérêt patrimonial :

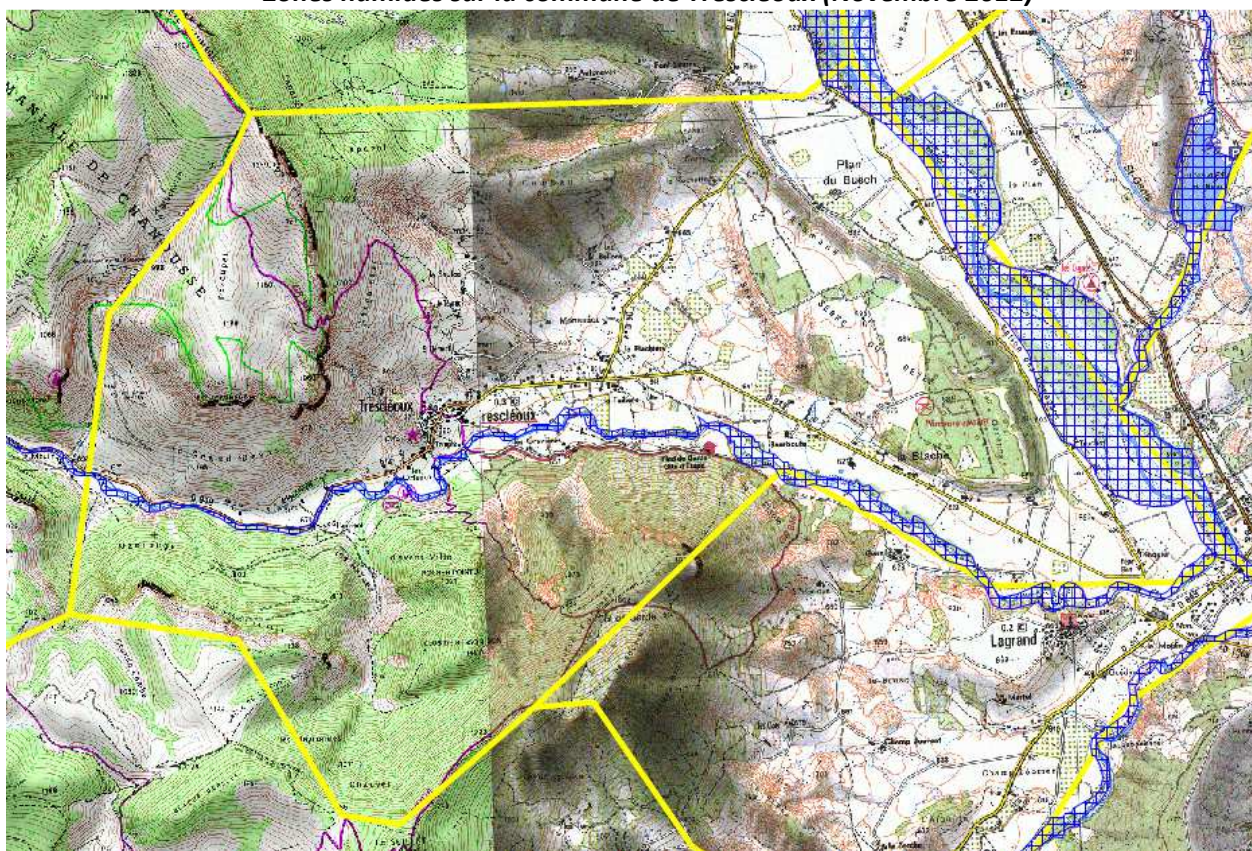
Intérêt floristique (espèces végétales remarquables, rares et/ou protégées inféodées aux zones humides) : Calamagrostis faux roseau, Cirse de Montpellier, Souchet brun, Scirpe des marais, Prêle panachée, Inule de Suisse, Jonc à feuilles aplaties, Myricaie d'Allemagne, Patamot nouveau, Séneçon doria, Rubanier dressé.

Intérêt faunistique

Oiseaux : l'ensemble du secteur est d'un grand intérêt à la fois pour les espèces nicheuses présentes sur le Buëch et dans sa ripisylve : Petit Gravelot, Chevalier guignette, Guêpier d'Europe, Faucon hobereau...et aussi pour l'avifaune migratrice ; poissons : Truite fario, Chevesne, Apron, Barbeau méridional, Hotus, Blageon, Loche de rivière, Loche franche et Vairon."

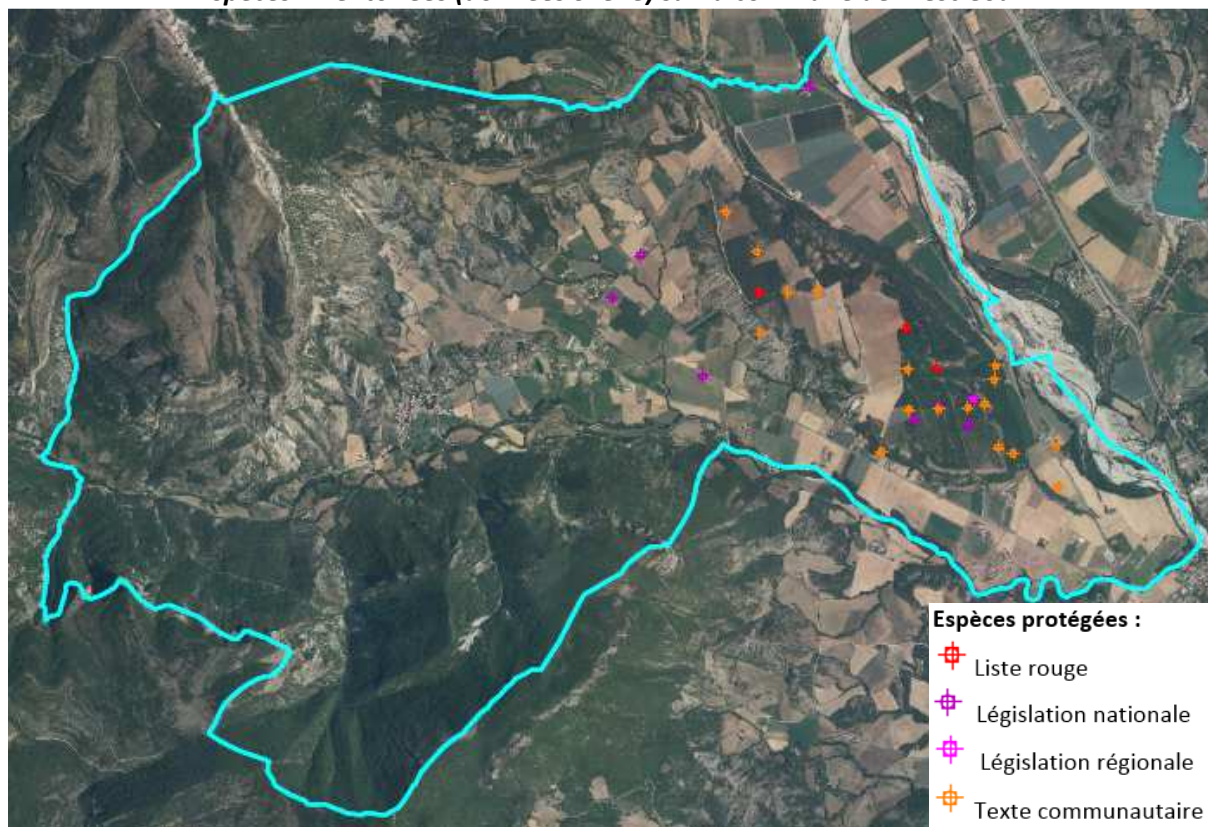
- Sources : DRE -

Zones humides sur la commune de Trescléoux (Novembre 2012)



- Sources : D'après la DDT -

→ Espèces inventoriées

Espèces inventoriées (données Silène) sur la commune de Trescléoux

-Sources : D'après Silène -

Sur la commune de Trescléoux, plusieurs espèces végétales patrimoniales déterminantes sont avérées en particulier :

- La Danthonie des Alpes (PR PACA) dans le Serre du Devès
- La Fraxinelle (PR PACA) dans le Serre du Devès
- Le Rosier de France (PN) dans le Serre du Devès"

En outre, plusieurs espèces de poissons (barbot méridional, blageon, toxostome) ou d'insectes (Agrion de Mercure) bénéficiant d'une protection régionale sont également présents dans le Grand Buëch.

-Sources : PAC -

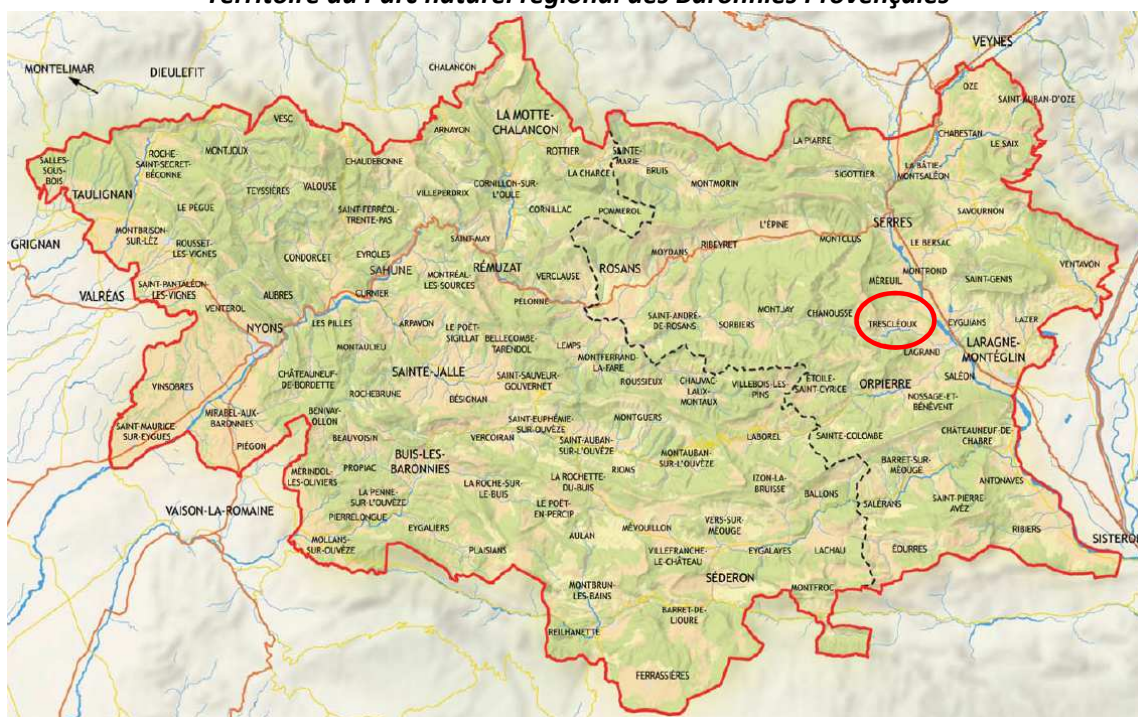
Liste des espèces	
Législation nationale	Législation régionale
Gagea villosa (M.Bieb.) Sweet, 1826 Rosa gallica L., 1753	Dictamnus albus L., 1753 Danthonia alpina Vest, 1821
Liste rouge	Texte communautaire
Danthonia alpina Vest, 1821	Epipactis atrorubens (Hoffm.) Besser, 1809 Orchis simia Lam., 1779 Cephalanthera rubra (L.) Rich., 1817 Gymnadenia conopsea (L.) R.Br., 1813 Neotinea ustulata (L.) R.M.Bateman, Pridgeon & M.W.Chase, 1997 Orchis mascula (L.) L., 1755 Platanthera bifolia (L.) Rich., 1817 Platanthera chlorantha (Custer) Rchb., 1828 Anacamptis morio (L.) R.M.Bateman, Pridgeon & M.W.Chase, 1997

	<p>Cephalanthera damasonium (Mill.) Druce, 1906 Dactylorhiza majalis (Rchb.) P.F.Hunt & Summerh., 1965 Epipactis helleborine (L.) Crantz, 1769 Epipactis muelleri Godfery, 1921 Goodyera repens (L.) R.Br., 1813 Himantoglossum hircinum (L.) Spreng., 1826 Limodorum abortivum (L.) Sw., 1799 Listera ovata (L.) R.Br., 1813 Ophrys fuciflora (F.W.Schmidt) Moench, 1802 Orchis purpurea Huds., 1762</p>
--	--

→ Projet de Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales

La commune de Trescléoux fait partie intégrante du projet de Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales. Ce parc est en cours de création. Le territoire du Parc naturel régional des Baronnies Provençales regroupe 130 communes, ce qui représente 39.000 habitants. Il s'étend sur 226.000 hectares. Le territoire ne compte en moyenne que 15 habitants au km² (4 habitants au km² dans le cœur rural de montagne) avec 62 communes de moins de 100 habitants.

Territoire du Parc naturel régional des Baronnies Provençales



-Sources : Charte synthétique du Parc naturel régional des Baronnies Provençales -

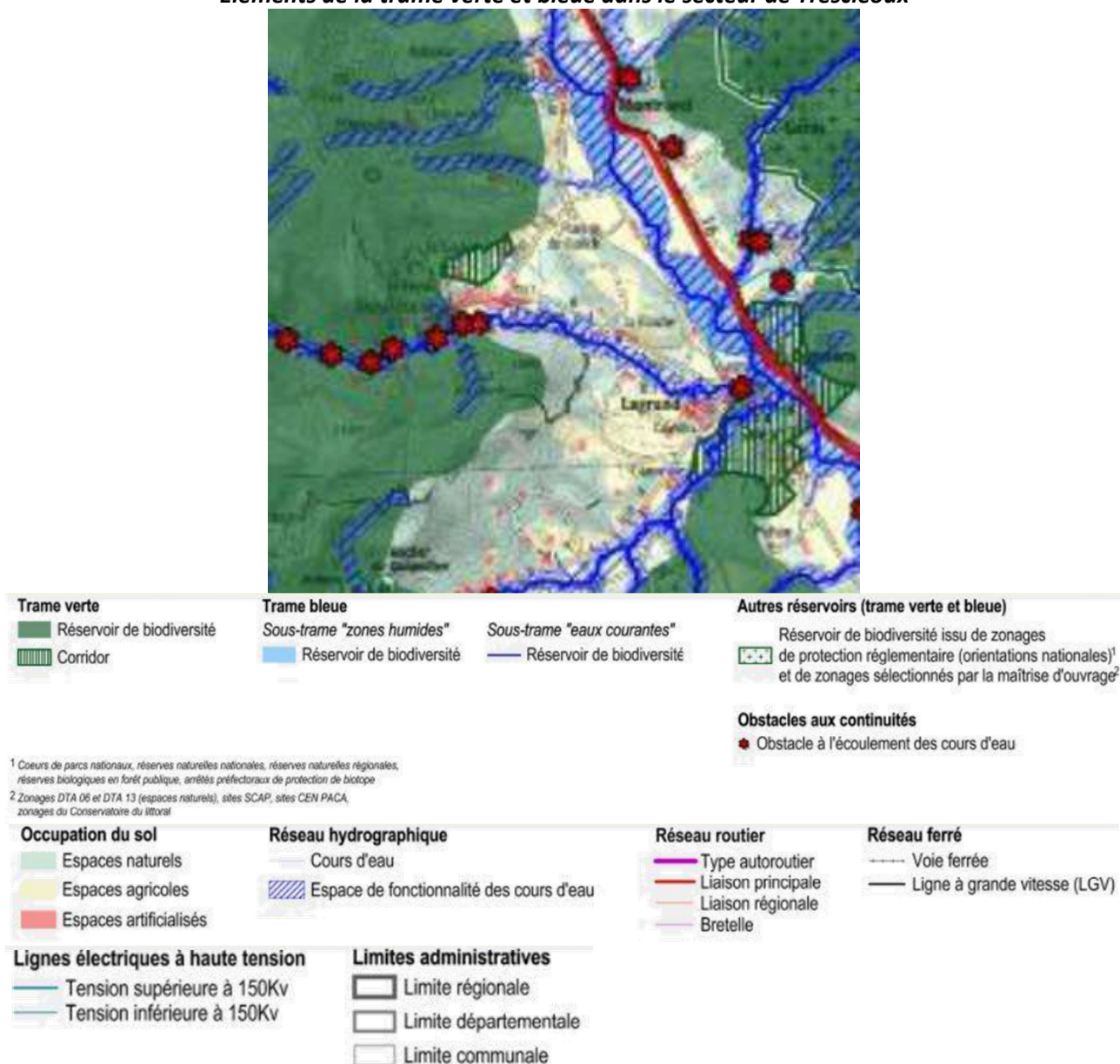
→ Espaces Naturels sensibles

D'après le Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles (ENS), le site "Falaises de Trescléoux-Orpières" fait partie des sites potentiellement éligibles à la politique ENS.

Toutefois, le périmètre de ce site n'a pas encore été défini.

→ Le projet de Schéma Régional de Cohérence Ecologique (SRCE)

Eléments de la trame verte et bleue dans le secteur de Trescléoux

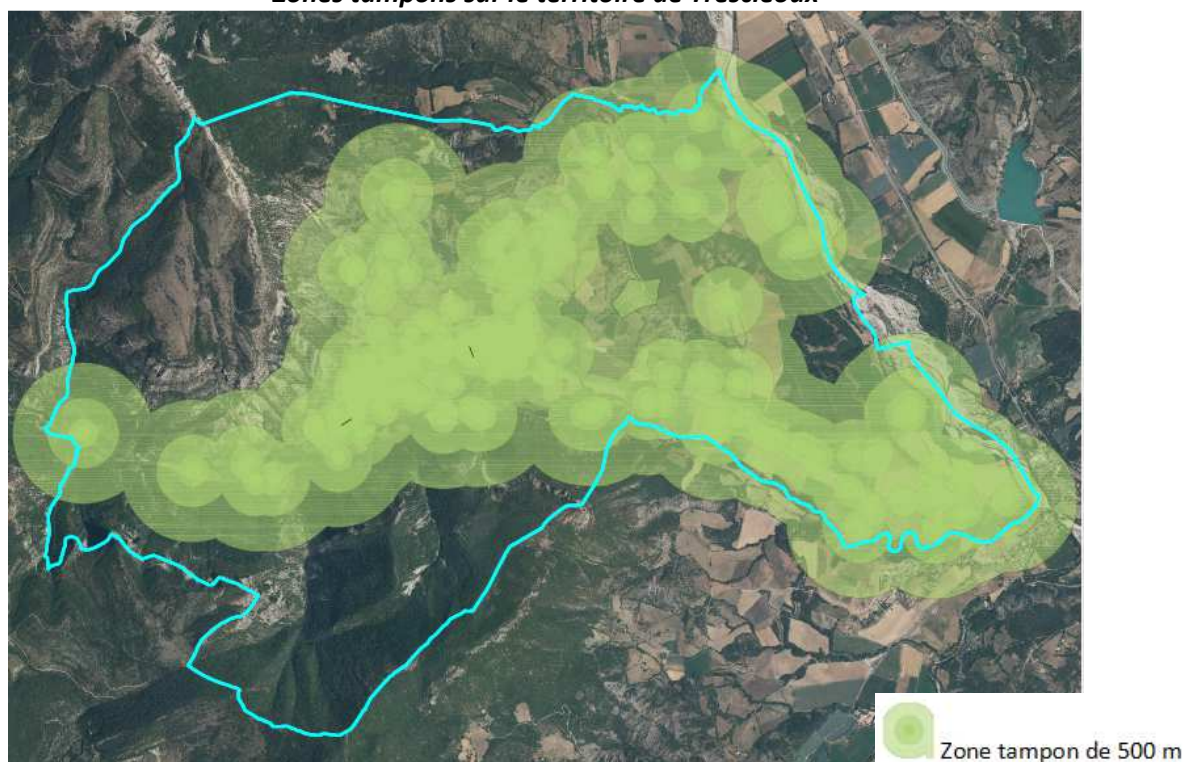


-Sources : SRCE -

Le SRCE aborde les continuités écologiques à une échelle inadaptée à l'étude du PLU. En effet, l'échelle communale du PLU nécessite une approche plus affinée des continuités écologiques sur la commune de Trescléoux (cf. paragraphe suivant).

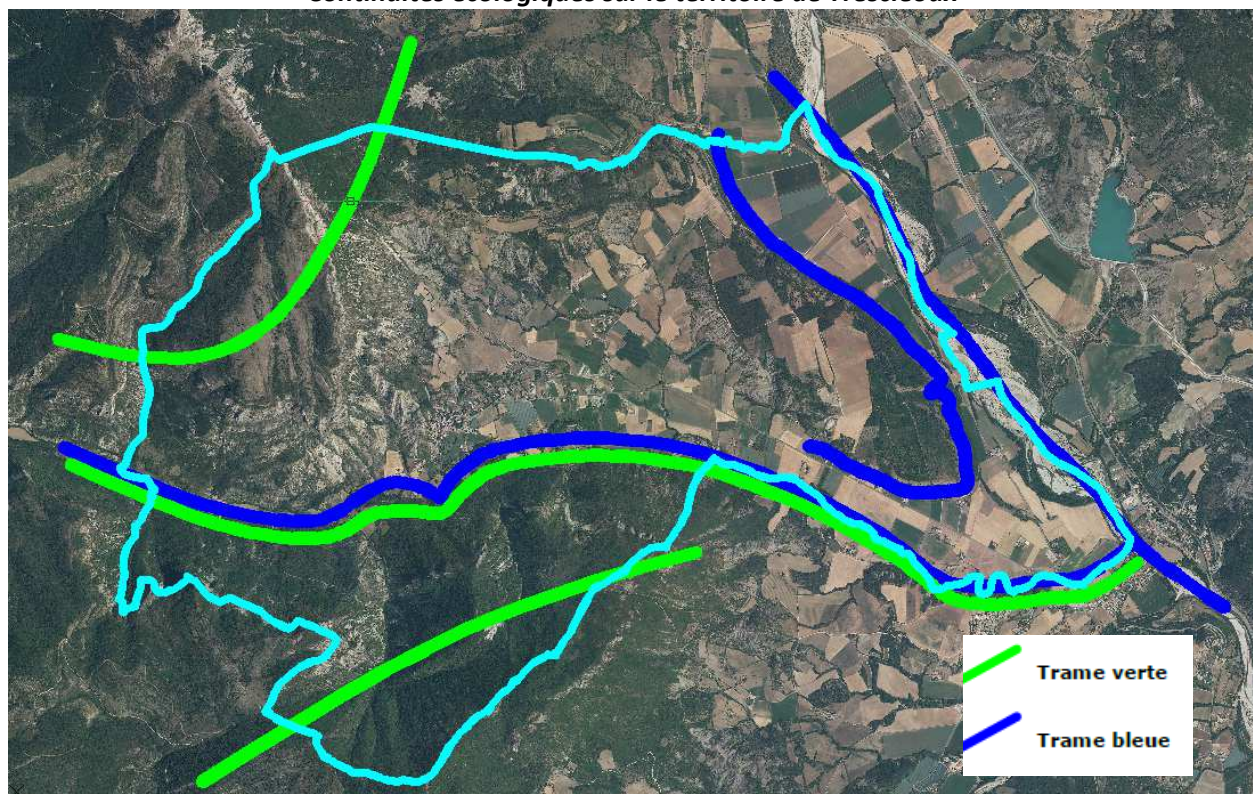
→ Les continuités écologiques

Zones tampons sur le territoire de Trescléoux



Afin de déterminer les trames écologiques, l'habitat a été pris en compte. Une zone tampon de 500 m autour des constructions a été établie pour définir l'éloignement par rapport aux secteurs habités pouvant induire des nuisances et déranger les espèces.

Continuités écologiques sur le territoire de Trescléoux



Définition des trames bleues :

Les trames bleues ont été déterminées en prenant en compte les cours d'eau permanents. Ils constituent les corridors aquatiques qui permettent les déplacements des différentes espèces.

Les trames bleues correspondent sur la commune de Trescléoux aux cours d'eau du Buëch et de la Blaisance.

Définition des trames vertes :

Les principales trames vertes correspondent sur le territoire de Trescléoux :

- A la ripisylve le long de la Blaisance
- Aux massifs largement boisés au Sud-Ouest de la commune
- Aux massifs partiellement boisés au Nord- Ouest de la commune

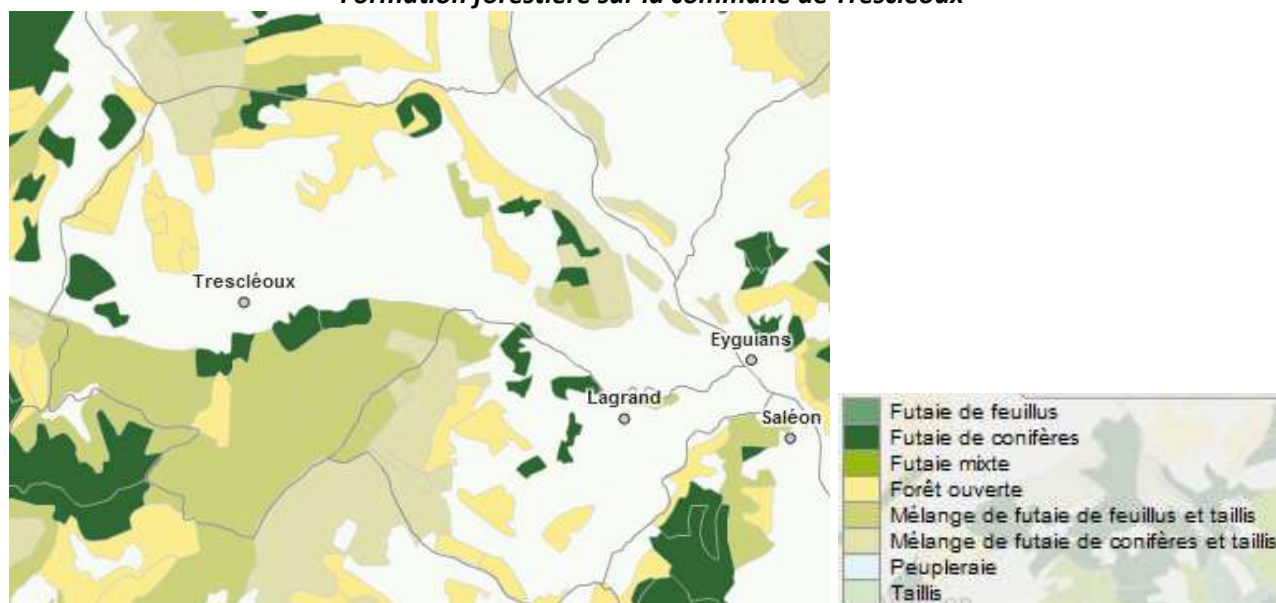
→ L'espace forestier

Les boisements constituent 47% du territoire de la commune avec 877,5 ha.

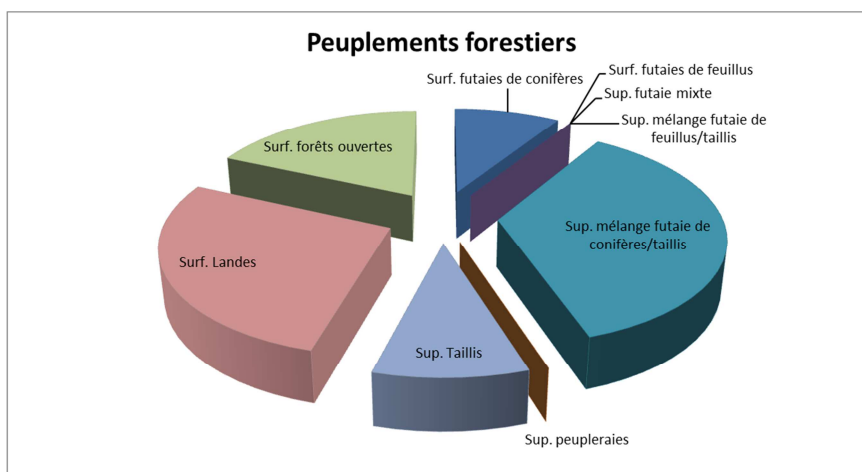
Les peuplements forestiers dominants correspondent au mélange de futaie de conifères / taillis (436 ha), aux landes (333 ha) et aux forêts ouvertes (221 ha).

Il existe également des taillis (112 ha) et des futaies de conifères (109 ha).

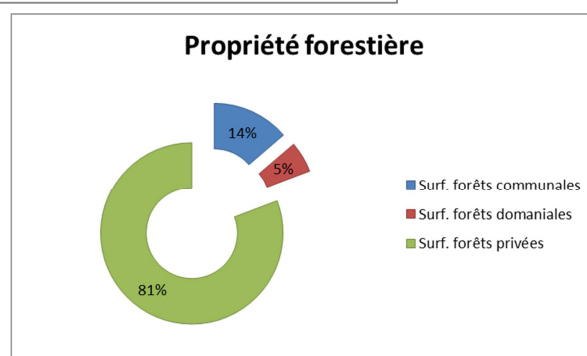
Formation forestière sur la commune de Trescléoux



- Sources : www.ofme.org -



Les surfaces de boisement sont majoritairement de propriété privée (81%).
14% sont de propriété communale et 5% de propriété domaniale.



Propriétaires forestiers sur la commune de Trescléoux



- Sources : www.ofme.org -

Il y a trois entreprises travaillant dans l'exploitation et/ou la transformation du bois :

- Deux entreprises travaillant dans l'exploitation forestière (un salarié)
- Une entreprise travaillant dans l'ébénisterie

Il n'y a pas de Plan Simple de Gestion sur la commune.

Aucun incendie n'a été répertorié entre 1991 et 2011 sur la commune.

■ Géologie

"La zone d'étude appartient au domaine des chaînes subalpines méridionales qui se caractérisent par une succession de chaînons et de dépressions d'orientation générale Est-Ouest.

L'histoire géologique de cette région, notamment durant le Crétacé et le Jurassique, est à l'origine de ces terrains sédimentaires composés par une alternance de calcaires et de marnes.

D'un point de vue lithostratigraphique, la commune de Trescléoux se divise en deux grands ensembles :

- La moitié Est :

Elle se compose essentiellement de formations du Quaternaire avec des terrasses fluviales le long des cours d'eau, et des terrasses fluvio-glaciaires sur le Serre du Devès.

On y distingue partiellement la présence de formations du Jurassique sur les versants, les talwegs et les talus.

- La moitié Ouest :

La Blaisance coupe transversalement des formations Crétacé et Jurassique. Les versants, de part et d'autre de ce torrent, sont surplombés d'une paroi tithonique et sont tapissés d'éboulis stabilisés et d'éluvions. La carte géologique signale la présence de cônes de déjections en rive droite de la Blaisance, au niveau de Trescléoux."

- Sources : "Cartographie informative des mouvements de terrain et des phénomènes torrentiels" -

Carte géologique de la commune de Trescléoux



Formations du Crétacé

- n3 Hauterivien (n3), alternance de calcaires, marno-calcaires et marnes
- n2 Valanginien (n2), marnes et marno-calcaires
- n1 Berriasien (n1), calcaires blancs, calcaires marneux et marnes

— Limite de la commune

Formations du Quaternaire

- E Eboulis stabilisés et éluvions (E)
- Fz2 Lit majeur des grands cours d'eau (Fz2)
- Fz1 Alluvions récentes et actuelles (Fz1)
- Fy Terrasse fluviale (Fy1)
- Fx2 Basse terrasse fluvio-glaciaire (Fx2)
- Fx1 Haute terrasse fluvio-glaciaire (Fx1)

Formations du Jurassique

- J9-8b Tithonique (j9-8b), calcaires gris ou beiges en gros bancs
- J8a-7 Kimméridgien (J8a-7/J8a-6), calcaires et marno-calcaires
- J5 Argovien (J5), marnes grises et calcaires marneux
- J4 Oxfordien (J4), marnes schisteuses sombres
- J3 Callovien (J3), marnes schisteuses et calcaires en plaquettes
- J2b Bathonien (J2b), marnes feuilletées à petits lits de calcaires à patine rousse.

- Sources : BRGM, <http://infoterre.brgm.fr> -

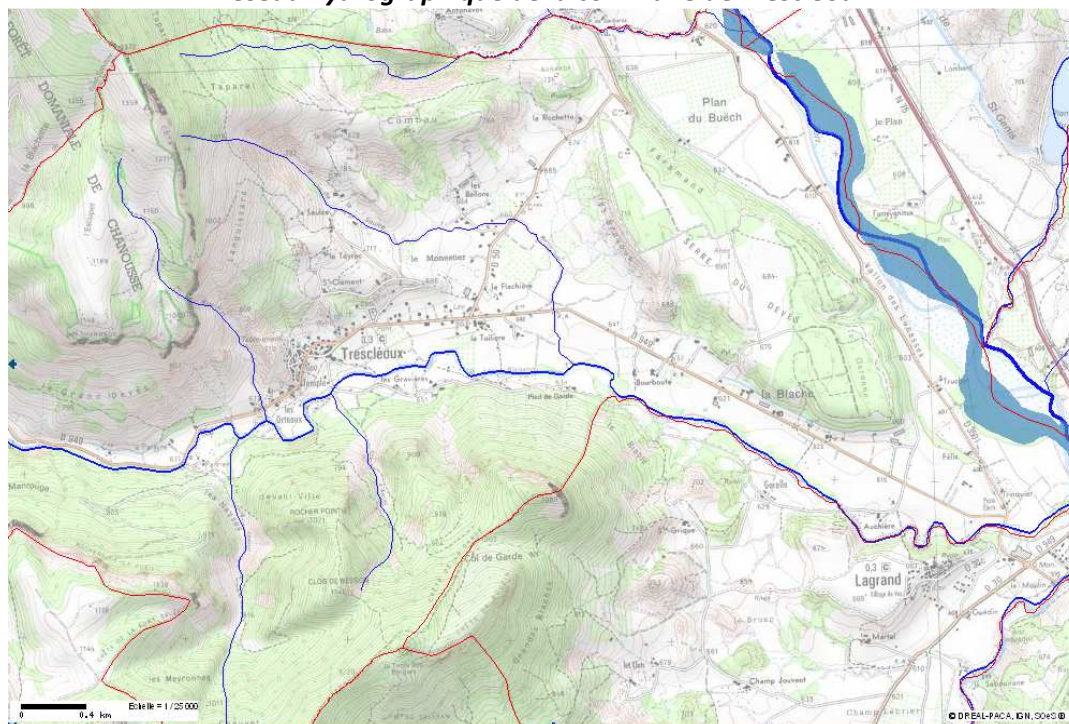
■ Eau libre

"L'action de l'eau est très importante dans le paysage. Elle est liée en grande partie à l'important maillage de cours d'eau qui sillonnent le territoire. Celui-ci est composé de trois rivières principales la Durance, le Drac et le Buëch, alimentées par des affluents drainant les vallées adjacentes (Guisane, Clarée, Guil, Sèveraise, Méouge, ...) et d'une multitude de torrents et ruisseaux, dont beaucoup sont temporaires dans le secteur des Pré-Alpes."

- Sources : Atlas des paysages des Hautes-Alpes -

Le réseau hydraulique du Sud du département, constitué par le bassin du Buëch et ses affluents de la Basse-Durance, correspond au régime de type pluvial, où les hautes eaux (débit maximum) se situent à l'automne.

Réseau hydrographique de la commune de Trescléoux



- Sources : DREAL PACA –

■ Climat

Trescléoux est situé dans la partie du département ayant une influence climatique de type méditerranéenne. Elle présente donc des caractéristiques climatiques très voisines de la Haute-Provence.

La courbe des températures de Lagrange a une moyenne annuelle de 10°C et se traduit par des étés très chauds et des hivers froids, même si aucun mois n'a une moyenne inférieure à 0°C. En effet, le régime thermométrique du Laragnais présente les températures les plus chaudes du département avec une moyenne de 11,4°, ce qui n'empêche pas qu'il puisse y faire très froid certains jours d'hiver, car la vallée du Buëch canalise la bise du Nord.

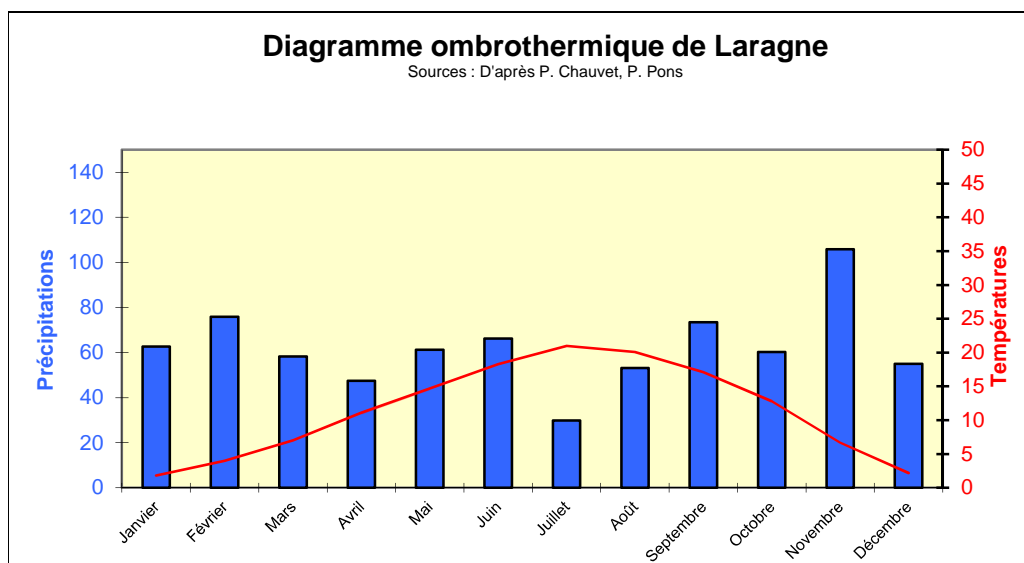
Les écarts de température sont importants au cours de l'année. Le mois de janvier est le plus froid avec des températures légèrement supérieures à 1°C, alors qu'en Juillet et Août, elles dépassent les 20°C.

La moyenne des précipitations annuelles sur la période 1961 – 1970 est de 749 mm d'eau, total relativement faible que l'on doit aux précipitations courtes et brutales de cette région, qui ne présente donc pas de caractéristiques de sécheresse (la limite de sécheresse étant fixée à moins de 700 mm d'eau par an). Le régime des précipitations est marqué par un fort maximum d'automne (plus de 105 mm en Novembre) et un minimum très accusé d'été (moins de 30 mm en Juillet).

La courbe ombrothermique met en évidence la saison sèche (moment où la hauteur des précipitations est inférieure à la courbe des températures) la plus importante du département avec plus de deux mois (Juillet et Août). On peut donc en déduire combien l'irrigation est indispensable dans ce secteur.

Courbe pluviométrique - Période 1961-1970 – Station météo de Laragne (D'après P. Chauvet, P. Pons)

	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moy.
Précipitations (mm)	62,6	75,9	58,2	47,5	61,3	66,2	29,8	53,1	73,5	60,2	105,8	55	62,4
Températures (°C)	1,8	4	7	11,1	14,7	18,3	21	20,1	17,1	12,8	6,7	2,2	11,4



■ Risques naturels (cf. Annexe 54)

D'après le Dossier Départemental des Risques Majeurs (DDRM), Trescléoux est principalement concerné par les risques naturels liés aux inondations, aux mouvements de terrain et aux feux de forêt.

L'étude "Cartographie informative des mouvements de terrain et des phénomènes torrentiels" réalisée par la DDE en 2008 complète le DDRM en décrivant de manière plus détaillée les risques présents sur la commune.

➔ Inondations

D'après le DDRM, la commune de Trescléoux est concernée par le risque crue de rivière torrentielle.

"La commune de Trescléoux est délimitée à l'Est par le Buëch qui s'écoule du Nord au Sud. Cette rivière a connu à maintes reprises, des phénomènes de crues rapides avec notamment des dégâts sur les routes, les ponts, les prairies agricoles et des habitations. Etant donné leurs importances, les lits mineur et moyen du cours d'eau sont cartographiés en phénomènes avérés. Le lit majeur du Buëch est considéré comme phénomène présumé. Il correspond à la première terrasse fluviale marquée par des talus d'environ deux mètres de hauteur. Les crues du Buëch sont souvent accompagnées d'un charriage important : de nombreux matériaux de toutes natures peuvent se déposer en fond de lit et/ou obstruer les ouvrages de franchissement.

Parallèlement au Buëch, un canal d'irrigation a été installé en pied de talus. Il contourne le Serre du Devès. Une zone tampon de dix mètres représente le phénomène avéré. Notons que celui-ci s'écoule au dessus de plusieurs habitations en cas de débordement.

Au Nord, le torrent des Chamus est relativement encaissé. Néanmoins, il peut déborder sur les terrasses fluviales. A sa confluence avec le Buëch, on distingue un cône de déjection.

La Blaisance est l'affluent principal du Buëch sur la commune. Cette rivière a également connu plusieurs phénomènes de crues rapides avec notamment des dégâts partiels sur les routes et des habitations. Etant donné l'importance de cette rivière, une zone tampon de vingt mètres a été cartographiée pour représenter le phénomène avéré. Autour de cette dernière, le lit majeur s'étend souvent sur une

cinquantaine de mètres (phénomène présumé). A l'Ouest de la commune, la Blaisance longe la RD 949 et peut donc emporter la chaussée par érosion des berges et/ou déborder sur la route en cas de crue. A l'Est, la zone présumée atteint souvent des habitations. Il existe un risque d'obstruction par embâcles au niveau des ouvrages de franchissements des routes communales menant aux Gravières.

Plusieurs torrents affluents à la Blaisance présentent des signes d'activités antérieures (les lits mineurs des torrents sont classés en phénomènes avérés et leurs lits majeurs en phénomènes présumés) :

- En rive gauche :

Le ravin de Sabatier (limite Ouest de la commune) est très encaissé jusqu'à sa confluence. On distingue un cône de déjection au franchissement de la RD 949.

Le torrent de Mazelières traverse des formations rocheuses et marneuses, il peut donc charrier des matériaux. Au franchissement de la RD 949 des signes de débordements sont visibles.

Un ravin traverse le village de Trescléoux par un canal souterrain. Il présente un cône de déjection au niveau de la route communale menant aux Gravières.

Le torrent de Merdaric est alimenté par plusieurs ravins issus des affleurements des Bravous. A son franchissement de la RD 949, un cône de déjection s'étend jusqu'à sa confluence à la Blaisance.

A l'Est de Bourboute, un ravin présente des signes de débordements.

- En rive droite, trois torrents présentent des cônes de déjections conséquents."

- Sources : Cartographie informative des mouvements de terrain et des phénomènes torrentiels, DDE, 2008 -

→ Mouvements de terrains

D'après le DDRM, la commune de Trescléoux est concernée par les risques de mouvements de terrain rapides.

"Les ravinements

Sur la commune, les ravines actives, les affleurements marneux et les versants dépourvus de végétation subissant une érosion de surface sont considérés comme phénomènes avérés.

Les versants clairsemés par une couverture forestière, ou récemment végétalisés qui ne présentent pas de signe d'activité majeure sont classés en phénomènes présumés.

[...]

La présence de marnes schisteuses dans les formations géologiques de la commune, favorise les phénomènes d'érosions notamment sur les secteurs ravinés et les talwegs entaillés par des torrents. L'ensemble de ces secteurs est donc cartographiés en phénomène de ravinement avéré. Tous les versants surplombant des torrents sont concernés. La présence de bancs calcaires implique également des chutes de pierres qui se superposent donc au ravinement.

Des zones de ravinements présumés sont également cartographiées. Il s'agit souvent des secteurs voisins aux ravinements avérés, et/ou lorsque les versants sont moins pentus ou plus végétalisés.

Les glissements de terrain

La commune présente cinq zones de glissements :

- Sur le secteur du lieu-dit des Bellons, un glissement avéré a été identifié : un arrachement se distingue sur le secteur du Combau et le bourrelet frontal atteint l'extrémité de la route des Bellons. Les versants et talwegs de part et d'autre de ce glissement, semblent relativement instables d'où un classement en phénomène présumé.

- Au niveau de la partie supérieure du torrent de Merdaric (avant son franchissement de la RD 949), les terrains en berges présentent des instabilités.
- Sur l'ensemble du pied de versant qui surplombe le village de Trescléoux, on distingue des bourrelets et des instabilités de terrain. A l'Ouest, la limite aval s'étend au dessous de la RD 949 (alors qu'à l'Est elle est épargnée). La butte où se localisent la table d'orientation et quelques habitations, est exclue de cet ensemble : la géologie en place présente des formations rocheuses. Dans ce zonage, la partie Est de la butte surplombée de St Clément a été classée en phénomène avéré : la pente y est plus forte et un glissement a emporté une portion du chemin communal.
- Le pied de versant des rochers de la Fubie montre des signes de glissement. La zone s'étend jusqu'à la Blaisance et comprend le cône de déjection du torrent de Chauvet ainsi que le hameau de Panrient.
- A l'Ouest de la commune, un secteur en pied de versant du Grand Devès qui surplombe la RD 949 présente des bourrelets.

Les chutes de blocs

Etant donnés leur cinétique rapide et leurs effets souvent destructeurs, les chutes de blocs ont volontairement été considérées comme aléa dominant les autres phénomènes (à l'exception des crues torrentielles). [...]

Toute la partie Ouest et Sud-Ouest de la commune est dominée par des parois rocheuses pouvant libérer des matériaux plus ou moins grossiers.

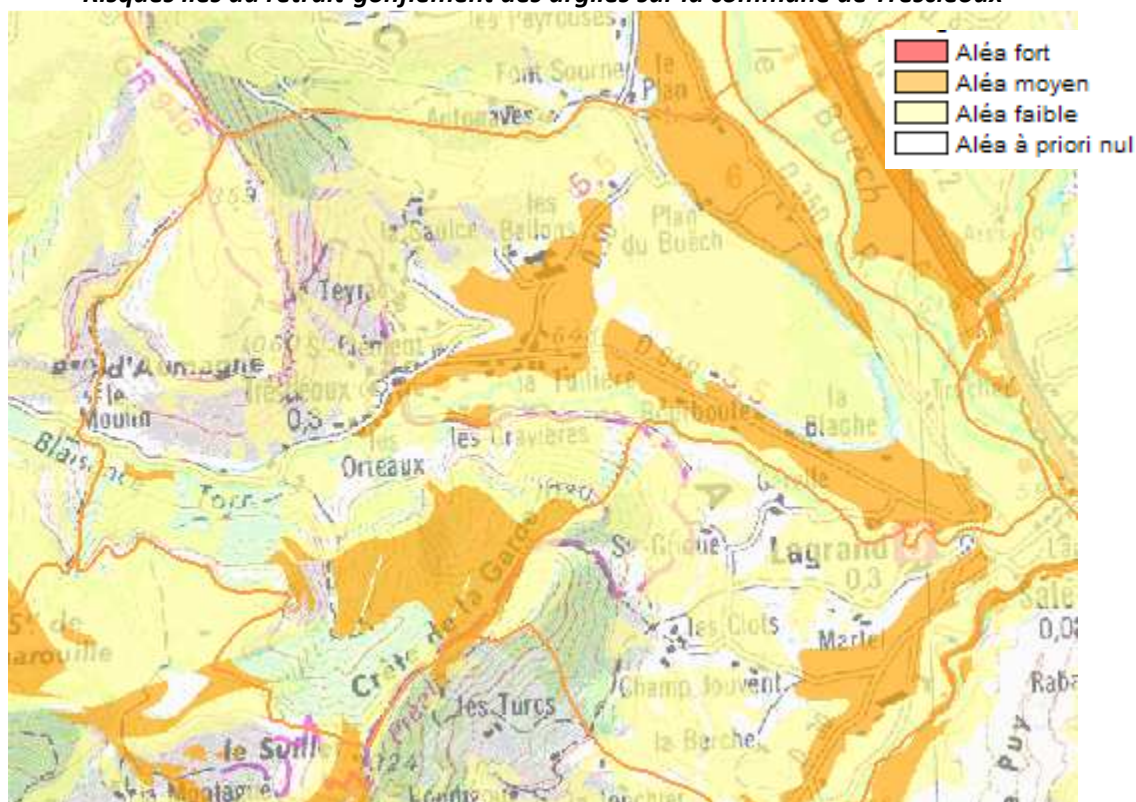
La zone considérée en phénomène avéré correspond à l'ensemble des versants surplombés par les crêtes tithoniques (Crête d'Aumage, Rochers de la Fubie, Crête de la Garde). La zone s'étend sur la partie amont de ces versants où la pente est relativement importante et atteint parfois les fonds de vallées. Une paroi rocheuse concerne des habitations à l'Ouest du village de Trescléoux. Le secteur de Pied de Garde est également compris dans le phénomène avéré.

En aval de ce zonage, on retrouvera en phénomène présumé une extension des secteurs pouvant être touchés par des chutes de blocs. Il s'agit d'un secteur où la pente est plus modérée, où le substrat plus stable, et est recouvert par une végétation plus dense."

- Sources : Cartographie informative des mouvements de terrain et des phénomènes torrentiels, DDE, 2008 -

→ **Retrait-gonflement des argiles**

Risques liés au retrait-gonflement des argiles sur la commune de Trescléoux



-Sources : BRGM -

Le territoire communal est largement concerné par le risque faible lié au retrait-gonflement des argiles. De plus, quelques zones sont exposées au risque moyen, essentiellement :

- Le long de la RD 949 et au centre de la commune (secteurs urbanisés)
- Le plan du Buëch
- Au Sud de la commune (Clos de Besson, crête de la Garde...)

→ Feux de forêts

L'arrêté préfectoral n° 2004-161-3 du 9 Juin 2004, relatif à la réglementation du débroussaillage applicable dans le département des Hautes-Alpes classe la commune de **Trescléoux** dans la catégorie des communes soumises à **risque fort d'incendie**. Cela signifie qu'il est obligatoire de débroussailler sur le périmètre de la commune. Cette obligation s'applique dans les bois, forêts et landes ainsi que dans une limite de 200m de ces espaces sensibles :

- En zone urbaine, l'ensemble des terrains doit être débroussaillé.
- En zone non urbaine, il faut débroussailler les terrains situés à moins de 50m des maisons et 10 m de part et d'autre des voies privées y accédant.
- En toute zone, ce sont 3,5m de part et d'autre des RN et RD, et 2m de part et d'autre des autres voies ouvertes au public qui doivent être débroussaillées.

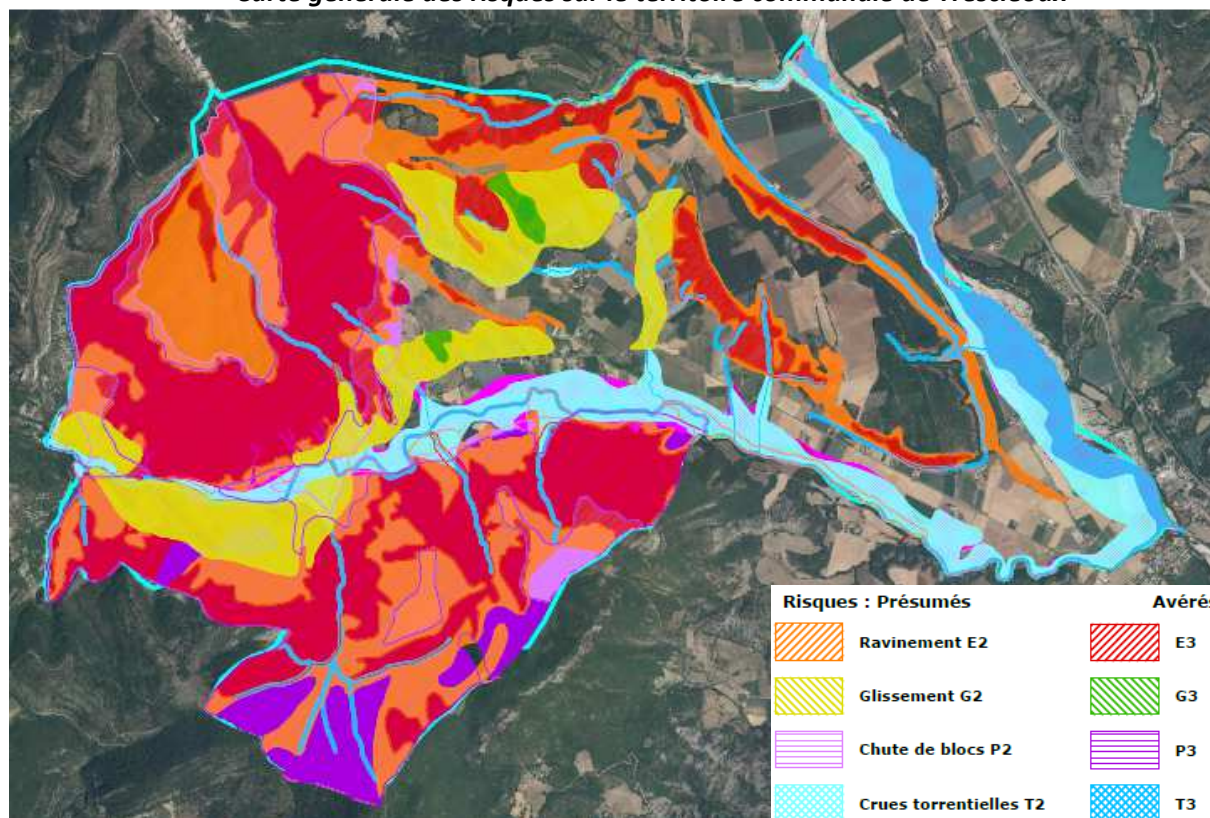
Le défrichement, qui se définit comme toute opération volontaire ayant pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière, est strictement encadré par la loi, notamment le Code Forestier. Chaque pétitionnaire doit obtenir une autorisation préalable dont les modalités peuvent être définies localement. Ces dernières sont définies par l'article L 341-3 du Code Forestier.

→ Séismes

Le décret n° 2010.1255 du 22 Octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français fixe le zonage sismique de la France, divisé en cinq zones de sismicité (très faible, faible, modéré, moyen, fort).

D'après cet arrêté, l'ensemble de la commune de Trescléoux présente un aléa faible de sismicité.

Carte générale des risques sur le territoire communal de Trescléoux



-Sources : CIPTM -

Informations sur les risques

La Loi relative à la Sécurité Civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs précise que les citoyens ont droit à l'information sur les risques majeurs auxquels ils sont soumis et sur les mesures de sauvegarde qui les concernent (loi n°87-565 du 22 Juillet 1987).

Le Dossier Départemental des Risques Majeurs (D.D.R.M.) qui a été établi recense pour chaque commune concernée les risques naturels et les risques technologiques majeurs.

Document spécifique à la commune, extrait du D.D.R.M., le Dossier Communal Synthétique (D.C.S.) a pour principal objectif d'informer et de sensibiliser les habitants sur les risques auxquels ils pourraient être confrontés. Ce document d'information, qui a été notifié à la commune le 17 Décembre 2001, est consultable en mairie ainsi qu'à la Préfecture des Hautes-Alpes.

Il existe une cartographie informative des mouvements de terrains et phénomènes torrentiels (CIPTM) datant de Septembre 2008.

2. Les ressources consommables

■ Eau (potable et d'arrosage)

→ L'alimentation en eau de la commune

La commune de Trescléoux est alimentée en eau potable par une station de pompage située en rive gauche de la Blaisance en amont du village de Trescléoux appelé pompage de Mazelière. Le pompage de Mazelière a fait l'objet d'une mise en conformité en 2001.

Les volumes d'eau prélevés pour la consommation humaine en 2009 sont de :

- Source Chauvet : 54.100 m³.

-Sources : SDA -

Il existe un schéma directeur d'eau potable qui date de 2000. Un deuxième schéma directeur est en cours de réalisation. Il devrait voir le jour d'ici à la fin de l'année 2015.

Le réseau d'eau est affecté par des fuites. Des travaux d'amélioration du réseau d'eau se font au fur et à mesure. Il n'y a pas de problème de ressource en eau.

Les volumes restant pour l'alimentation en eau potable de la population sont suffisants (83.510 m³). Ces volumes correspondent à une population de 1.150 personnes, à raison de 200 l/jour/personne.

■ Energie

Des renforcements concernant l'alimentation électrique sont à prévoir.

Les dispositifs d'énergie renouvelables (panneaux photovoltaïques...) sont autorisés sur les constructions.

3. Les usages du territoire

■ Paysage

→ Les entités paysagères

Trescléoux fait partie de l'unité paysagère du Pays du Buëch, selon l'Atlas départemental des paysages, qui en décrit les caractéristiques suivantes :

C'est la partie du département où les altitudes sont les plus faibles (entre 400 et 1.600 m) et le relief le moins bouleversé. L'unité est constituée principalement des montagnes des Baronnies et de la Méouge et les coteaux du Buëch et de la Durance, ainsi que des deux vallées du Buëch et de la Durance (vallées ouvertes, larges au fond plat, surmontées de coteaux en pente douce).

Les reliefs constituent la toile de fond de ce paysage sur laquelle le regard vient buter. Ils sont constitués d'une base de marnes grises ou noires qui, par l'action érosive de l'eau, forment des ravines ou "bad lands". Ces pentes sont surmontées d'une paroi rocheuse calcaire, sorte de "chapeau" couvrant le sommet des montagnes (Montagne de St-Genis, de Ceüse, crête des Selles, Montagne de Chabre). Les coteaux descendent également souvent en petits plateaux formant des promontoires en avancée dans la vallée du Buëch, sur lesquels sont installés des villages.

Hormis les deux rivières principales (le Buëch et la Durance) et leurs affluents irriguant les vallées latérales, le réseau hydrographique est composé essentiellement de cours d'eau temporaires conférant au paysage de cette unité une apparente sécheresse, renforçant le caractère haut-provençal du milieu. Les travaux hydrauliques ont été importants dans les deux vallées (construction de barrages, de canaux, de galeries,...). Ces éléments, qui structurent fortement le paysage, correspondent à un vaste ensemble d'ouvrages destinés

à des fins énergétiques, agricoles (plusieurs milliers d'hectares mis à l'aspersion) et touristiques (plans d'eau de St-Sauveur et du Riou).

La végétation de ce secteur est soumise à des influences méditerranéennes. Les forêts sont en effet constituées de feuillus et de conifères avec des chênes pubescents, trembles, aulnes, pins sylvestre (en adret), mais aussi des hêtres et du sapin (en ubac). Par ailleurs, les zones de ravines sont en partie recouvertes par de la broussaille et des arbustes bas qui peuvent évoquer en vision lointaine la garrigue méditerranéenne.

- Sources : Atlas des paysages des Hautes-Alpes -

On note que la commune dispose de plusieurs points de vue intéressants.

L'occupation humaine

A l'exception des coteaux Sud de St-Genis où l'habitat est composé de fermes dispersées sur le territoire, l'habitat ancien est groupé.

Les villages occupent trois sites d'implantation : le site perché, le site de "cluse" et le site de plaine. Le site perché (qui était historiquement défensif), sur un mamelon ou à flanc de versant constitue un élément fort du paysage de la région. Le site de "cluse" (également défensif) correspond à un étranglement dans la vallée. Le site de plaine où l'urbanisation s'est installée à l'époque du développement des échanges et des voies de communication. L'essentiel de l'urbanisation récente (habitats et activités) se développe dans ces sites de plaine où les contraintes topographiques et d'accessibilité sont moins fortes.

L'architecture est influencée par la Haute-Provence. Dans les villages perchés, les bâtiments serrés dans un espace exigü sont assez élevés. Dans l'habitat de vallée, les bâtiments ont pu s'étaler plus largement et diminuer en hauteur. Ils ont cependant conservé les caractéristiques architecturales.

Dans cette zone pauvre en forêts de qualité, le bois est pratiquement absent de la construction qui est toute entière en maçonnerie de pierre. A ces altitudes basses, la neige est peu abondante, les pentes des toitures sont généralement faibles (entre 30 et 40%). La couverture s'accommode très bien de la traditionnelle tuile "canal", terminée par une génoise dont le nombre d'étages est une marque de richesse.

Organisation du territoire

Toujours selon l'Atlas Départemental des paysages, la commune de Trescléoux appartient à la sous unité paysagère de la confluence Buëch-Durance.

Cette sous-unité est marquée par une franche opposition entre les vallées du Buëch et de la Durance, et leurs coteaux, tant par le milieu physique que par l'occupation des sols ou l'urbanisation.

Les deux vallées offrent un paysage large et ouvert qui a facilité l'établissement humain. La fertilité du sol, la platitude des terres alluviales et la proximité des rivières ont permis un développement important de l'agriculture à l'aspect intensif caractérisée surtout par les vergers (pommiers pour l'essentiel) qui apportent une nouvelle vision du paysage, des alignements d'arbres qui bloquent les perspectives visuelles, et une absence de haies vives entre les parcelles de terres labourables. Mis à part quelques bâtiments agricoles dispersés dans la plaine, les exploitations sont regroupées dans les villages.

Des extensions urbaines récentes se sont développées dans la plaine, autour de Laragne ou encore de Serres, et au pied des villages perchés, et pour répondre aux besoins du public en espace de loisirs, certain secteur ont développé des zones d'activités touristiques.

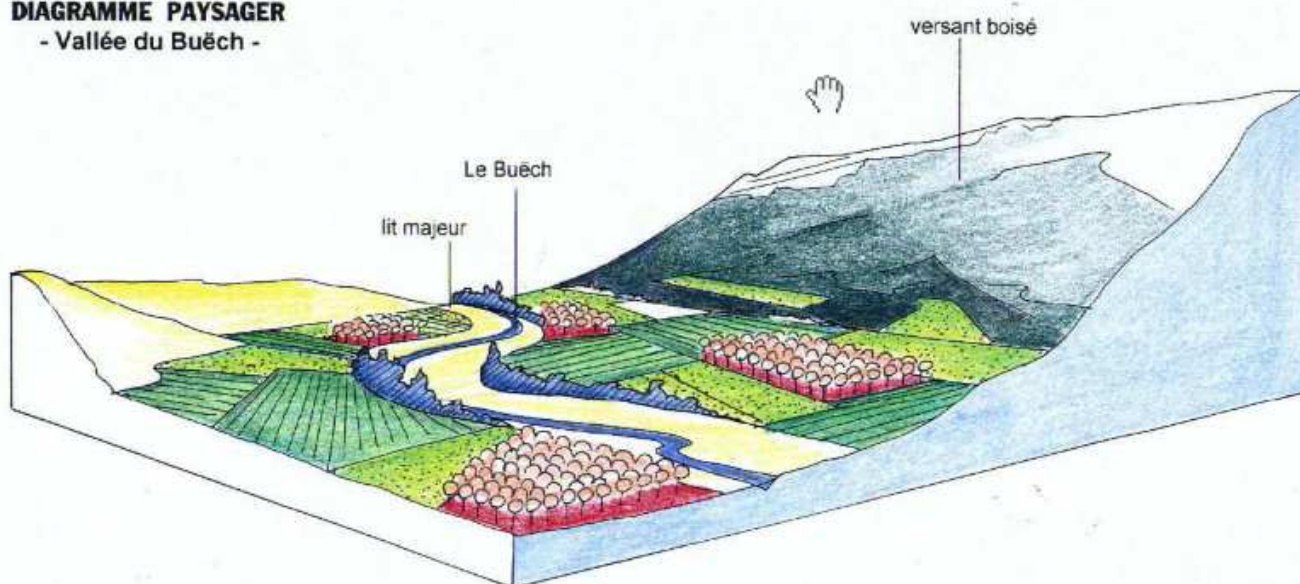
La Durance et le Buëch constituent des éléments omniprésents dans la plaine. Même si les aménagements hydrauliques ont fortement diminué leur débit, leur lit très large marque fortement le paysage. Le réseau hydrographique secondaire est peu développé.

- Sources : Atlas des paysages des Hautes-Alpes -



Sources : Atlas départemental des paysages des Hautes-Alpes, 1999

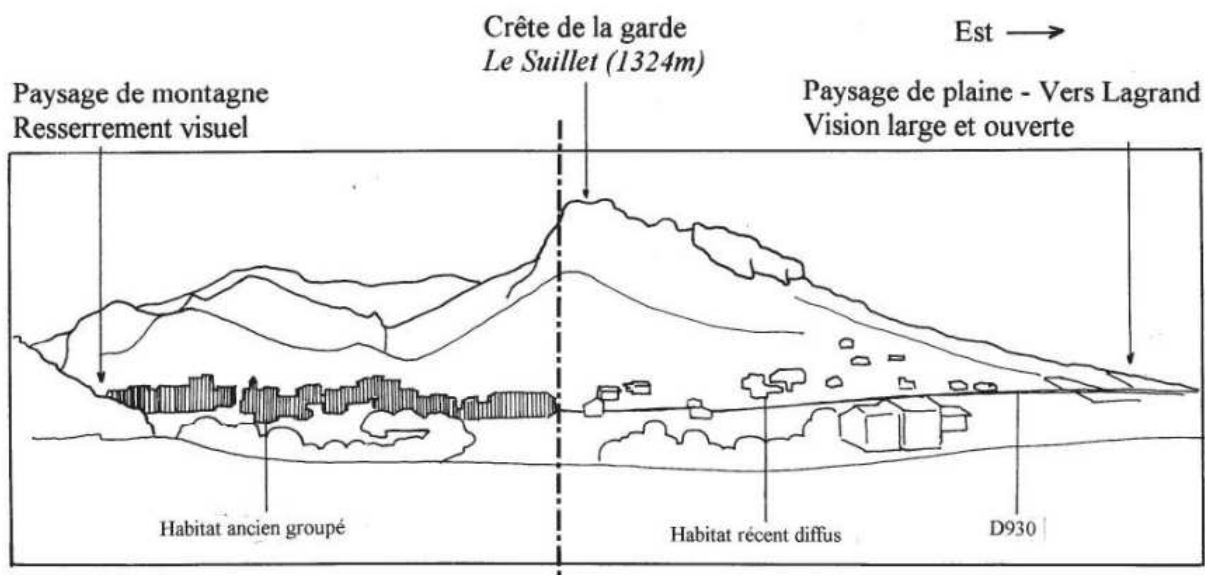
DIAGRAMME PAYSAGER
- Vallée du Buëch -



-  terres labourées - cultures
-  cultures maraîchères
-  vergers
-  ripisylve (bouleau, saule, ...)

Sources : Atlas départemental des paysages des Hautes-Alpes

La commune de Trescléoux s'adosse également à la sous-unité paysagère des Baronnies (orientales). En effet, la vallée de la Blaisance, orientée est-ouest, perpendiculairement à celle du Buëch, s'ouvre sur celle-ci à hauteur de la cluse de Trescléoux. Le vieux village de Trescléoux en commande d'ailleurs l'accès. Cette configuration géographique et paysagère est d'ailleurs identique à celle d'Orpierre, un peu plus au sud.



Site d'Orpierre aux portes des Baronnies

- Sources : Atlas des paysages des Hautes-Alpes -

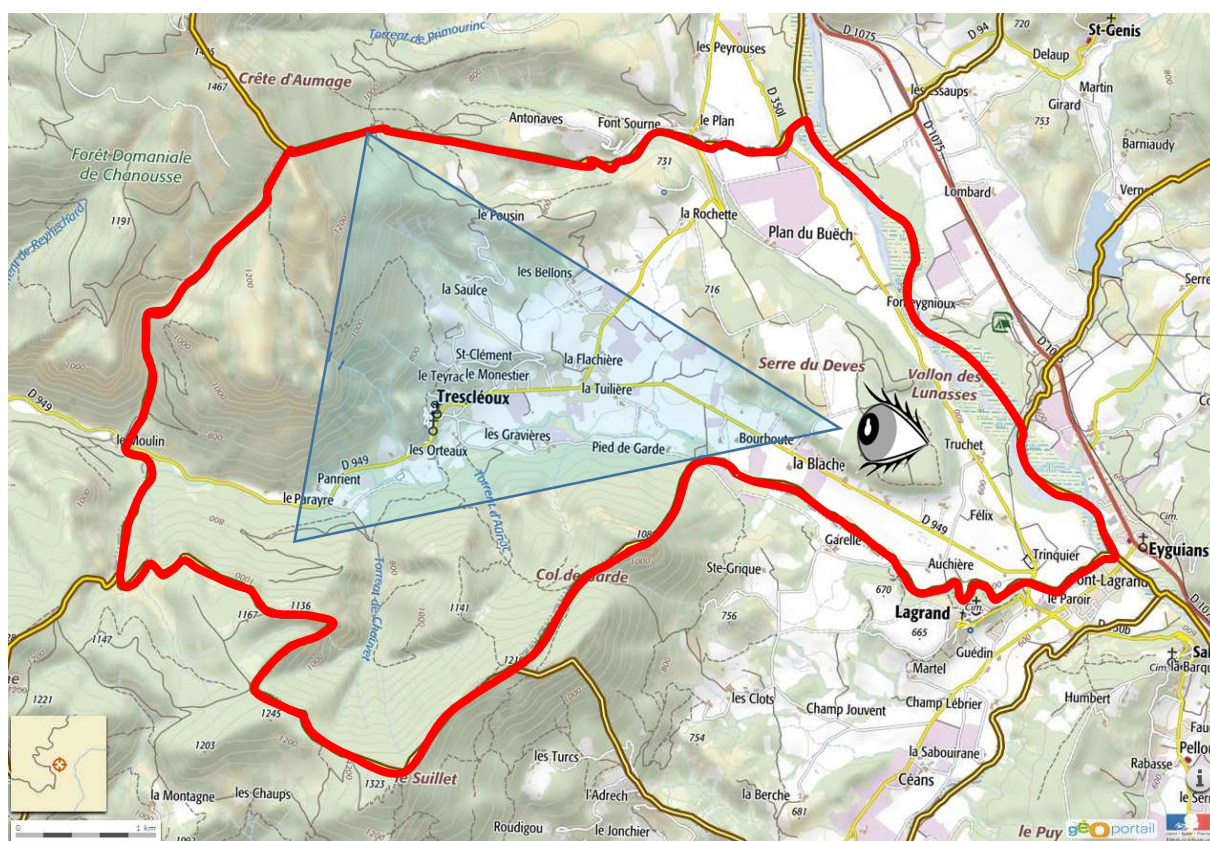
→ Analyse des enjeux paysagers

Le paysage bâti est traditionnellement fait d'habitat groupé. L'histoire originale de ce secteur a laissé un patrimoine architectural particulier, emblématique de la région.

La forme d'habitat traditionnellement groupé de ce secteur était due à sa localisation en pied de versant (cf. cluse de Trescléoux), à l'écart des bonnes terres agricoles. Ces implantations en pied de pente ont fortement contraint la forme urbaine (typologie et densité) qui s'est adaptée à la pente, bénéficiant d'un étagement des constructions.

Quelques groupes de constructions à vocation agricole ou artisanale, plus ou moins anciens se sont néanmoins installés à l'écart du village (délocalisations agricoles) mais ne constituent pas ou rarement des groupements d'habitations.

Aujourd'hui, et notamment depuis les années 1970-80, un habitat diffus s'est peu à peu étendu le long des axes principaux de circulation (RD 949 et RD 50), parfois à proximité de ces installations, parfois isolément, brouillant la perception paysagère "traditionnelle" d'un l'espace agricole et urbain relativement délimités.



Vue générale du territoire communal depuis le sud-est vers le vieux village de Trescléoux



Source : Google Earth

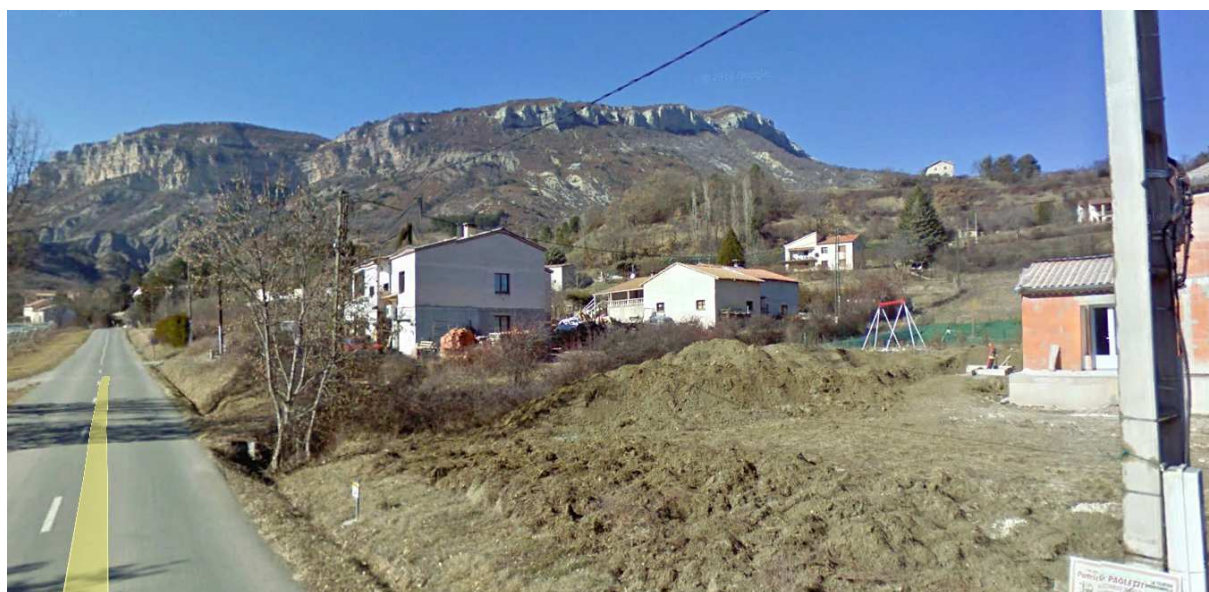
Une extension de l'urbanisation sous forme d'habitat diffus :



*Trescléoux
développement de l'urbanisation sous forme de maisons individuelles
vers la plaine du Buëch*

Sources : Atlas départemental des paysages des Hautes-Alpes

Constructions d'habitations récentes le long de la RD 949 en allant vers le Village



Source : Google Earth, 2013

Constructions d'habitation récentes dans le paysage agricole vues depuis la RD 50

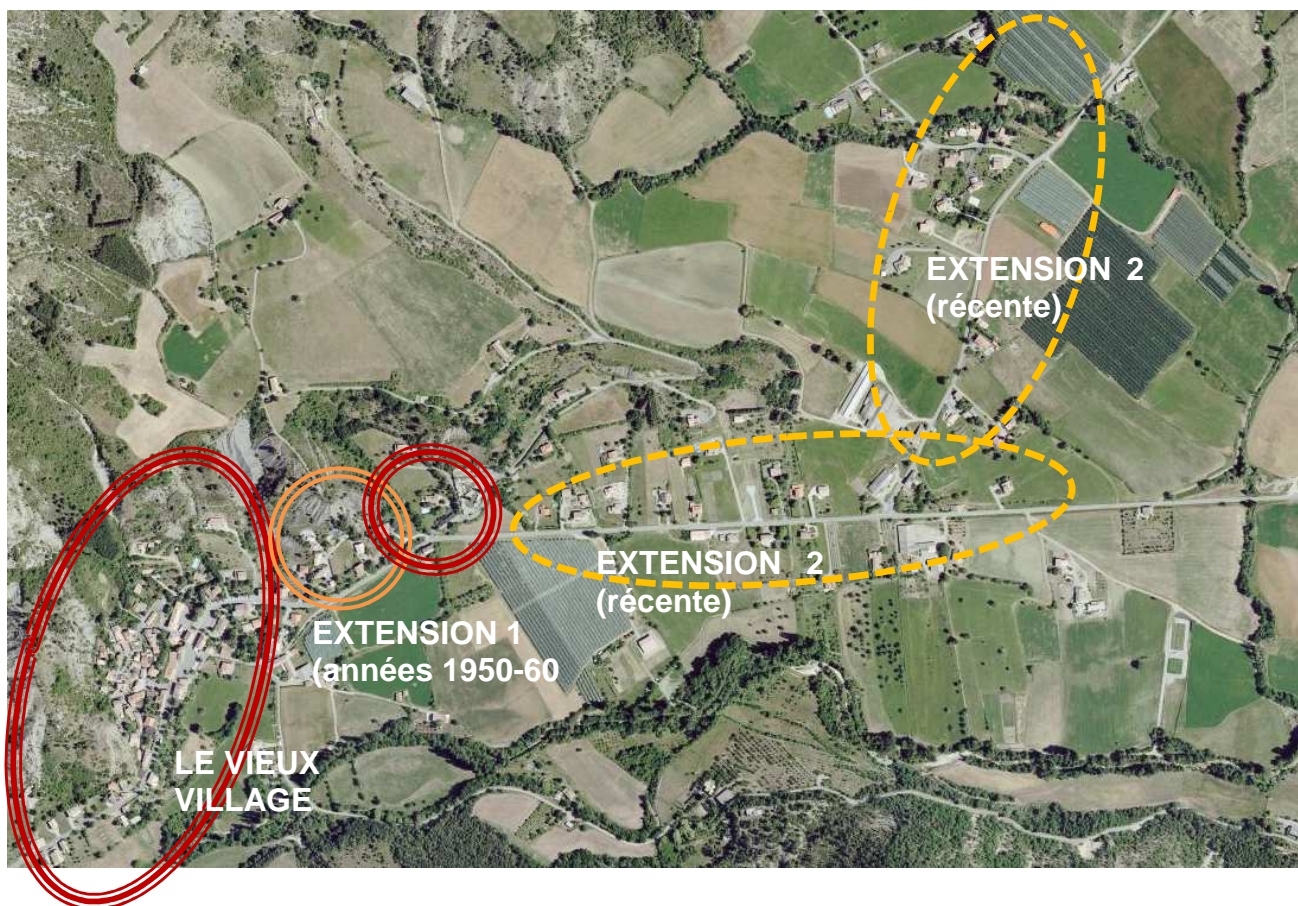


Source : Google Earth, 2013



Mesurée sur les 5 premières années de la période 2000-2010, la consommation de l'espace liée à l'urbanisation a augmentée de 4,5 hectares par an. 90 % de cette urbanisation est faite de maisons individuelles réalisées entre 1990 et 2006 hors opérations d'aménagement d'ensemble (de type lotissement) et représente la quasi-totalité de l'espace urbanisé (Sce : DDT 05).

A titre d'exemple, la surface consommée en 2003 par l'urbanisation (4,5 ha) représentait environ 3 % de la surface urbanisée totale, soit environ 150 hectares tandis que la croissance démographique était bien moindre (environ +1,3 % entre 1990 et 2006).



Extensions urbaines successives

Face à ce type d'extension urbaine, le **Parc naturel régional des Baronnies Provençales** identifie des espaces à enjeux paysagers et fait des recommandations concernant notamment la maîtrise de l'urbanisme sur les secteurs identifiés au Plan de Parc dont l'espace communal de Trescléoux, entre Lagrand et la cluse de Trecléoux fait partie.



Plan de Parc du PNRBP

La charte du Parc avec laquelle le PLU doit entretenir un rapport de compatibilité mentionne, entre autre, la nécessité de :



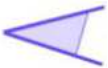
- Préserver la qualité des espaces ordinaires (dont les abords des villages)
- Connaître et préserver le patrimoine culturel, notamment architectural
- Préserver et dynamiser l'espace agricole
- Maîtriser l'urbanisme, concilier le développement du territoire tout en préservant ses paysages par une densification de l'habitat existant, la préservation des terres agricoles cultivées

Dans le Plan de Parc, la commune de Trescléoux est repérée comme "espace patrimonial et paysager à enjeux".

L'Atlas départemental des paysages des Hautes-Alpes (1999) recommande également une démarche globale de préservation des structures paysagères existantes :

Extrait de la carte des enjeux paysagers dans le secteur de Trescléoux (entité Pays du Buëch)



Concernant le paysage agricole	
	Maintenir les espaces agricoles les plus significatifs, situés sur les plateaux et dans les vallées adjacentes à la plaine du Buëch et de la Durance. Zones de respiration et d'ouverture au sein d'un paysage qui tend à se refermer par le biais d'une recolonisation forestière spontanée (redessiner une lisière forestière). = intégration des bâtiments agricoles Maintenir également l'activité arboricole en plaine, aujourd'hui en déclin.
Concernant le grand paysage	
	Préserver les rivières et leur ripisylve, éléments forts du paysage qui détiennent un patrimoine naturel important. = limiter les activités et les exploitations de gravières.
	Préserver la qualité des perspectives visuelles sur les sites de cluses et depuis Lagrand sur la vallée du Buëch.

- Sources : Atlas des paysages des Hautes-Alpes -

■ Patrimoine

→ Sites inscrits, sites classés, monuments historiques, ZPPAUP

La commune ne compte à ce jour ni monument, ni site classé ou inscrit à l'inventaire des monuments historiques et des sites.

Parmi le patrimoine remarquable de la commune de Trescléoux, on peut mentionner :

- les six fontaines dans le village
- le canal de Grand Arrosage avec des tunnels en pierre
- la pierre druidique (au pied de l'archange)
- les cèdres à la Garenne

■ Constructions et aménagements

Sur le territoire communal, les constructions bénéficient d'une manière générale d'une assez bonne exposition.

Le Village est orienté vers le Sud et l'Est.

Les constructions en plaine se sont développées dans un milieu ouvert bien exposé.

Ces choix d'implantations sont favorables en termes d'économie d'énergie.

■ Déplacements

Il n'y a pas de sentier répertorié au PDIPR sur la commune.

4. Les nuisances et pollutions

■ Eaux

→ Assainissement collectif

Un Schéma Directeur d'Assainissement a été réalisé en 2008.

Il existe une station d'épuration (STEP) de 600 Equivalent-Habitant (les STEP du Pont des Gravières de 300 EH et de la Tuilière de 150 EH ont été regroupées en une seule).

Les zones d'assainissement collectif de la commune de Trescléoux sont celles actuellement desservies par le réseau de collecte des eaux usées. Il s'agit d'une grande partie des zones du centre village et des zones périphériques situées à l'Est du centre village.

→ Assainissement non collectif

Les zones en assainissement non collectif correspondent aux habitations et hameaux isolés, notamment situés à l'Est de la commune.

Il existe un SPANC, relevant d'une compétence intercommunautaire, qui a été délégué à Véolia.

→ Eaux pluviales

Il n'y a pas de réseau pluvial sur la commune de Trescléoux. Aucun aménagement de réseau pluvial n'est prévu actuellement.

→ SAGE

La commune de Trescléoux n'est pas concernée par un SAGE.

→ SDAGE

La commune de Trescléoux est concernée par un SDAGE.

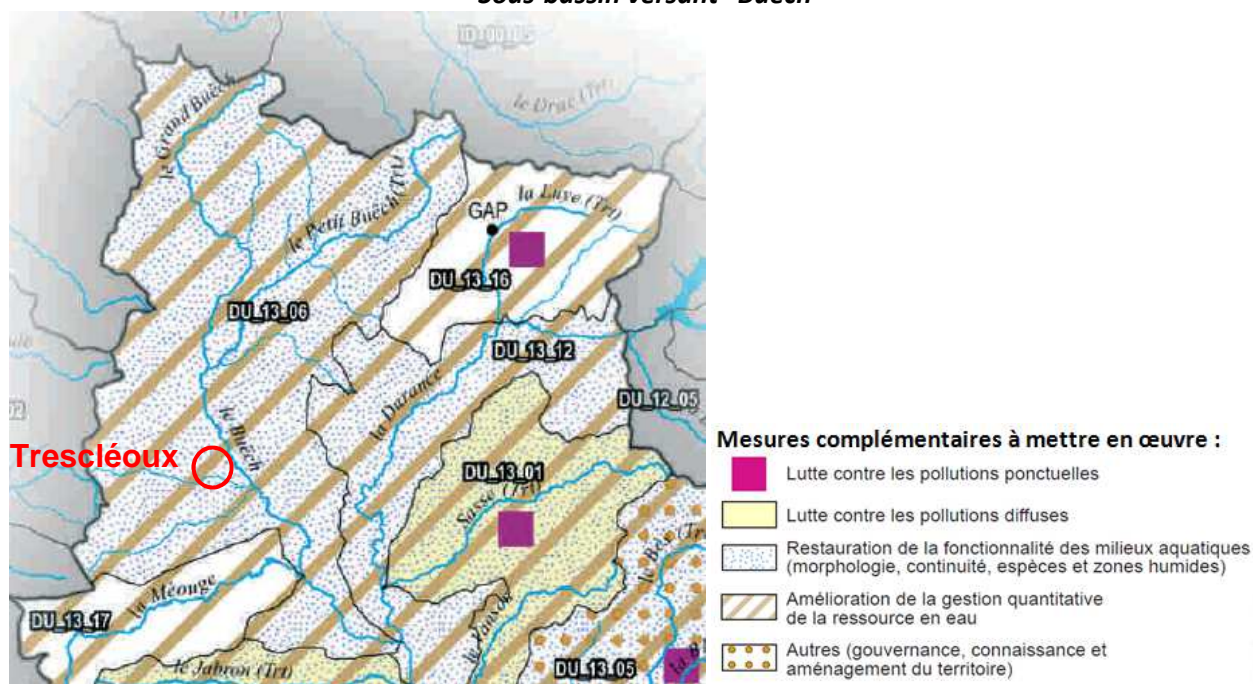
Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône Méditerranée 2010-2015 est un document de planification approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin du 20 Novembre 2009, publié au journal officiel du 17 Décembre 2009. Il a été élaboré par le Comité de bassin en application de la directive cadre sur l'eau du 23 Octobre 2000.

Au cas particulier, la commune de Trescléoux fait partie du territoire "Durance Crau et Camargue" et est concernée par le sous bassin versant "Buëch".

Les cours d'eau concernés par ce sous bassin versant sur la commune de Trescléoux sont :

- "Le Buëch du barrage de Saint-Sauveur à Sisteron" (A noter que le barrage de Saint-Sauveur est situé sur les communes de Méreuil et du Bersac)
- "La Blaisance"

Sous-bassin versant "Buëch"



-Sources : Programme de mesures – 2010-2015 –bassin Rhône méditerranée -

Les dispositions du SDAGE relatives à l'adaptation de la stratégie d'assainissement sont complétées par les dispositions de l'article L 2224-10 du code général des collectivités territoriales.

■ Déchets

La collecte des déchets et le tri sélectif sont assurés par la Communauté de Communes des Baronnie.

■ Pollutions

→ Pollution des sols

Le BRGM a dressé un inventaire historique de sites industriels et activités de service.

Sept sites sont recensés sur la commune de Trescléoux:

- Une carrière de sable et argile, au lieu-dit Le Vierard (activité terminée)
- Une carrière de sable et argile, au lieu-dit Serre du Deves (activité terminée)
- Une décharge d'ordures ménagères (activité terminée)
- Une décharge d'ordures ménagères, au lieu-dit Serre du Deves (activité terminée)
- Une carrière communale (activité terminée)
- Une décharge d'ordures ménagères (activité terminée)
- Une décharge d'ordures ménagères au lieu-dit Rebouissis (activité terminée)

Il y a des nuisances sur la commune liées à la pollution agricole.

■ Bruit

Des nuisances ont été signalées par rapport aux passages des avions de l'armée.

■ Air

La commune de Trescléoux est située dans un milieu ouvert et présente globalement une très faible densité d'habitations. La qualité de l'air ne pose donc pas de problème.

■ Risques technologiques

Il n'y a pas de risque technologique sur la commune de Trescléoux.

■ Activité d'élevage (article L111-3 du Code Rural)

L'organisation de l'espace par zone d'activité doit prendre en compte les exigences posées par le Règlement Sanitaire Départemental relatives aux règles d'éloignement mutuel des établissements d'élevage, ne relevant pas de la législation des installations classées, et des habitations occupées par des tiers, ce afin d'éviter que ne se posent en limite des zones des difficultés liées aux distances mutuelles.

Ces exigences sont contenues dans l'**article 153.4 du Règlement Sanitaire Départemental** qui prévoit :

- **une distance de 100 mètres minimum** entre les élevages porcins à lisier, et les immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public;
- **une distance de 50 mètres minimum** pour les autres élevages, à l'exception des élevages de type familial et de ceux de volailles et de lapins. Les élevages de volailles et de lapins ne pourront être implantés à une distance inférieure à 25 m pour les élevages renfermant plus de 50 animaux de plus de 30 jours, et à 50 m pour les élevages renfermant plus de 500 animaux de plus de 30 jours, des immeubles habités ou habituellement occupés par des tiers, des zones de loisirs et de tout établissement recevant du public.

Conformément à l'art. L 111-3 du Code Rural, la règle dite de "réciprocité" impose les mêmes contraintes d'implantation aux maisons d'habitations de tiers par rapport aux bâtiments agricoles.

■ Les aspects sanitaires

A l'attention du constructeur, plusieurs précautions voire obligations sanitaires doivent être prises en compte (cf. ARS). Elles concernent notamment :

- **le radon**,
- **l'amiante** (décret n°96.97 du 7 Février 1996 modifié par le décret n°97.855 du 12 Septembre 1997, décret n°2001-840 du 13 Septembre 2001),
- **la prévention de la contamination par Legionella** dans les bâtiments recevant du public et les installations à risque (circulaire du 24 Avril 1997 relative à la surveillance et à la prévention de la légionellose),

Analyse de la consommation d'espaces

2

Voir également le dossier CDCEA en annexe du présent rapport.

Le territoire communal de Trescléoux en 1978



- Sources : IGN -

Le territoire communal de Trescléoux en 2009



- Sources : geoportail -

Secteur centre de la commune en 1978



- Sources : IGN

Secteur centre de la commune en 2009



- Sources : geoportail -

Entre 1978 et 2009, la comparaison des photographies aériennes montre certaines évolutions du territoire communal. A une trentaine d'années environ d'intervalle, on constate :

● **Concernant les bois et les ripisylves :**

- Un maintien des bois dans le secteur Sud de la commune marqué par le relief
- Le développement de bois dans des secteurs ciblés par exemple du Nord-Ouest, du Nord et de l'Est (Serre du Devès) de la commune. Les surfaces concernées sont restreintes ou modérées.

- Un peu de "dé-densification" de bois au Serre du Devès
- Le maintien voire le développement de ripisylves
- Des mutations de la ripisylve du Buëch dans certains secteurs (diminution ou extension de bois)

A noter que l'évolution des bois a un impact minime sur les surfaces agricoles.

● **Concernant les terres agricoles :**

- Le développement de constructions, souvent au détriment de terres agricoles :
 - Des constructions disséminées dans la plaine agricole le long de la RD 949
 - Le développement de constructions dans le secteur de La Flachière (desservi par la RD 50)

En résumé :

Entre 1978 et 2009, les grands ensembles du territoire communal demeurent. Toutefois, on relève un développement des constructions qui s'est fait au détriment de surfaces agricoles (essentiellement habitats disséminés et constructions dans le secteur de La Flachière). En revanche, l'évolution des bois a eu des influences négligeables sur les terres agricoles. A noter des mutations de la ripisylve du Buëch qui est un secteur à enjeu écologique ; toutefois, le lit d'un cours d'eau tel que le Buëch connaît des évolutions naturelles normales au cours du temps.

Les objectifs de modération

3

Les objectifs de modération de la consommation d'espaces figurent au PADD.

- Ne pas dépasser une surface moyenne de 1.000 m² par logement
- Renforcer le village
- Densifier les secteurs bâtis proches du village
- Ne pas urbaniser en dessous de la RD 50
- Se doter d'une politique foncière communale
- Protéger les terres agricoles de bonne qualité

avec les moyens suivants :

- Le zonage
- Le règlement
- Les orientations d'aménagement et de Programmation
- La majoration des taxes sur le foncier (constructible non construit, plus-values,...)
- Le Droit de Prémption Urbain (DPU)

L'objectif général est de consacrer environ 4,5 à 5,2 ha à l'habitat ("dents creuses" et extensions d'urbanisation).

1. Les objectifs prévus au PLU au regard des objectifs fixés dans le SCOT

La commune de Trescléoux ne fait pas partie d'un SCOT.

2. Les objectifs au regard des dynamiques économiques et démographiques

Ces objectifs ont été déterminés pour répondre de façon la plus vertueuse possible aux objectifs de développement de la Commune.

Ainsi, de la fin de la guerre à maintenant, la population a diminué de 50 habitants alors que l'urbanisation s'est poursuivie. Le PLU prévoit une augmentation de 110 habitants en consommant au maximum 5,2 hectares, ce qui représente une consommation d'un hectare pour 21 habitants.

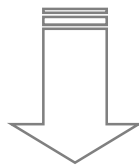
Points clés

POINTS FORTS ATOUS

- La diversité (paysages, écologie, deux cours d'eau)
- La qualité des paysages (plateau de la Garenne)
- Un potentiel à exploiter

POINTS FAIBLES CONTRAINTES

- Les risques



ENJEUX

- Le maintien de la qualité des paysages et des richesses écologiques
- L'exploitation des richesses environnementales
- L'intégration des risques

ENVIRONNEMENT

EXPLICATION DES CHOIX

Les bases des choix

1

Les choix ont deux origines :

1. Le diagnostic communal

Le diagnostic communal a permis de mettre en valeur les points forts et les points faibles, les atouts et les contraintes de la commune de **Trescléoux**. Combattre les faiblesses et valoriser les points forts sont donc l'une des bases principales des orientations.

Trescléoux est une commune possédant un riche patrimoine agricole et naturel. L'urbanisation est développée principalement autour du vieux village. Au cours du temps, l'urbanisation s'est développée le long des axes routiers que sont la RD50 et la RD949 sans réelle réflexion d'aménagement au gré des propriétés foncières. Les terrains ainsi urbanisés sont de grande taille.

Sa population n'a cessé de décroître depuis le début du vingtième siècle, avec le léger ressaut après-guerre, jusqu'en 1975, période d'inversement de la tendance.

L'enjeu pour l'avenir va consister à continuer un développement dynamique (démographique et économique) et respectueux de l'identité locale tout en préservant les atouts de la commune qui sont son espace agricole et naturel.

2. Le contexte réglementaire

Ont aussi contribué à motiver les choix communaux les orientations générales du Code de l'Urbanisme et leur application, à travers les lois "Montagne", "Paysages", UH, DTR, Boutin,... et plus particulièrement les lois ENE (Grenelle II), MAP de Juillet 2010 et dernièrement ALUR de Mars 2014.

Ces dernières évolutions réglementaires apparues au cours du travail sur le PLU ont amené la Commune à pousser sa réflexion sur les outils de protection et de développement.

Enfin il faut souligner que ces choix ne sont pas seulement le résultat mécanique du diagnostic, de la concertation et des règlements mais qu'ils expriment avant tout une volonté politique affirmée par le Conseil Municipal dont c'est l'une des responsabilités majeures.

Objectifs du PADD et motivations des choix

2

Les choix du PADD, outre la volonté municipale, ont les origines suivantes (cf. le diagnostic) :

1. Objectif n°1

Favoriser un développement dynamique et respectueux de l'identité locale

<i>Objectifs secondaires</i>	<i>Origine du choix</i>
Attirer des nouvelles familles avec enfants	Diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> La sous-représentation des jeunes Une population vieillissante
Favoriser l'installation d'artisans	Diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> Seulement quelques artisans sur la commune Une population active majoritairement tournée vers d'autres communes Peu de potentiel économique
Conforter voire développer les services (La Poste, l'école, les soins, les transports, les services pour personnes âgées)	Diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> Peu de services sur la commune Des problèmes de transport pour les jeunes et les personnes âgées
Accroître l'attractivité de la Commune	Diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> Le manque pour les jeunes de logements et de possibilité de construire Peu de potentiel économique Des problèmes d'infrastructure (communications numériques) Du potentiel d'accueil touristique
Conforter le lien social	Diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> Des personnes bien enracinées Des personnes âgées actives et dynamiques Des relations intergénérationnelles Une vie sociale et associative très riche La question de la relève concernant la vie associative

2. Objectif n°2

Préserver les atouts de la Commune

Objectifs secondaires	Origine du choix
Préserver le foncier agricole	Diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'agriculture : une activité importante sur la commune ▪ Une légère diminution de la Surface Agricole Utilisée depuis 2000 ▪ Un développement des constructions au cours de ces trente dernières années au détriment parfois de surfaces agricoles
Préserver les exploitations agricoles	Diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'importance de l'activité agricole sur la commune ▪ Une diminution du nombre d'exploitations ▪ Une baisse de la population active agricole ▪ Une légère diminution de la Surface Agricole Utilisée
Mettre en valeur les espaces naturels (sentiers, ...)	Diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des paysages de qualité ▪ Des richesses écologiques ▪ Du potentiel environnemental à exploiter
Favoriser les énergies renouvelables	Diagnostic : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Des expositions des constructions favorables aux énergies renouvelables ▪ Des potentialités pour un parc photovoltaïque

Choix du zonage et du règlement

3

1. Approche générale

Les choix du zonage et du règlement consistent, dans le respect des contraintes réglementaires, à répondre de la façon suivante aux objectifs du PADD.

(cf. aussi le dossier 30 - Orientations d'aménagement et de programmation)

■ Le développement

La partie actuellement urbanisée de la Commune, souvent peu dense ou avec des "dents creuses", reçoit la totalité du développement.

Elle est entièrement desservie par l'assainissement collectif.

Le zonage a été établi en tenant compte des objectifs démographiques retenus pour la Commune. La totalité des besoins peut être satisfaite avec ce zonage sans étalement urbain.

Les limites extérieures d'urbanisations (secteurs urbains ou à urbaniser) sont celles atteintes aujourd'hui, à savoir les parcelles construites ou limitrophes de parcelles construites. L'urbanisation est pour l'essentiel continue le long de la RD 949. Pour le reste, elle reprend les poches d'urbanisation existantes sans chercher à les joindre.

Le seul secteur homogène non encore bâti de dimension suffisante (La Flachière, entre les deux RD et bordé de constructions) fait l'objet d'un schéma d'aménagement et sera réalisé par opération d'aménagement d'ensemble.

En matière économique, les zones urbaines peuvent accueillir des activités économiques, un secteur occupé par un ancien bâtiment agricole y est consacré et les activités économiques et touristiques historiquement présentes dans le secteur agricole sont confortées.

En matière de confortement du village et de ses services, le règlement facilite les évolutions tout en imposant le respect de la forte identité de sa partie ancienne. Un emplacement réservé pour création de parking et un tracé de principe d'une voie de sécurisation viennent compléter ces dispositions.

■ La préservation des atouts

Outre la préservation de l'identité du vieux village, elle concerne les espaces agricoles et naturels et les énergies renouvelables.

L'espace agricole actuel et l'espace naturel sont protégés et globalement inconstructibles, à quelques exceptions près. En effet, la présence historique d'assez nombreuses constructions en zone agricole nécessite un traitement particulier. Outre celles ayant une vocation agricole réelle aujourd'hui, ces constructions sont soit habitées soit utilisées pour des activités économiques soit disponibles pour une évolution, l'abandon de leur usage agricole étant irrémédiable.

En matière agricole, pour éviter la dispersion des bâtiments, (avec un impact paysager négatif et parfois une tentation de détournement de leur usage), et des frais de desserte trop importants pour la Commune, des zones de constructibilité pour les bâtiments agricoles ont été déterminées avec la profession.

Par ailleurs, le régime des constructions en milieu agricole, naturel ou forestier ayant été remanié et précisé par la loi ALUR, leur situation est désormais la suivante :

- Les constructions et installations nécessaires aux services publics et d'intérêt collectif (CINASPIC) y sont globalement autorisées,
- Au titre des secteurs de taille et de capacité d'accueil limités (STECAL) :
 - Les activités économiques isolées sont classées en Ne,
 - Les activités d'accueil touristique ou de loisirs isolées sont classées en Nt ou en NI
- Les constructions présentant un intérêt architectural ou patrimonial peuvent être désignées, ce qui leur permet un changement de destination et, si elles sont situées en zone agricole, une extension limitée.

La notion de bâtiment présentant un intérêt architectural ou patrimonial n'est pas précisée dans le Code de l'Urbanisme. Cependant deux réponses autorisées émanant du Ministère de l'Équipement (Sénateur Bernard Pierras – 29/07/2004 et Sénateur Charles Revet -01/09/2005) permettent de mieux cerner cette qualification.

"Il ressort clairement des débats parlementaires que la notion d'intérêt architectural et patrimonial doit être interprétée de manière souple. Il s'agit d'éviter la restauration d'un bâtiment qui défigurerait le paysage ou d'un simple hangar en tôle ondulée, non d'identifier comme une construction "remarquable". C'est donc à la Collectivité de définir avec une grande marge d'appréciation, dans le Plan Local d'Urbanisme, les critères qu'elle retient pour l'application de cette notion".

"Le rapport de présentation devra préciser les critères qui ont été retenus pour établir la liste. La notion d'un intérêt patrimonial peut parfois prêter à confusion. Dans ce texte elle vise exclusivement la valeur du bâtiment dans le patrimoine familial. Il s'agit du patrimoine au sens civil et non du patrimoine historique".

A noter qu'il s'agissait, à l'époque, de l'introduction de cette notion "d'intérêt architectural ou patrimonial" dans le Code de l'Urbanisme et que la Loi ALUR n'a, nulle part, précisé une modification du sens de ces termes. Elle a seulement étendu cette désignation aux bâtiments situés en zone naturelle et permis une extension limitée en zone agricole, ce qui n'était pas le cas auparavant.

La Commune retient donc les éléments d'appréciation fournis par cette réponse ministérielle.

Les critères pour la désignation des bâtiments concernés sont les suivants :

- Bâtiment "remarquable" (anciennement désigné Np dans le PLU initial). Il s'agit exclusivement des bâtiments anciens, initialement à usage agricole, et présentant des caractéristiques architecturales qui permettent de le classer au titre du patrimoine "culturel" témoin d'un mode de construire et de vivre ancien. Ces bâtiments sont classés quel que soit leur usage actuel.
Ces constructions sont protégées au titre de l'article L. 123-1-5-III-2° du Code de l'Urbanisme (cf. page 83).
- Les bâtiments présentant un intérêt patrimonial au sens du patrimoine familial doivent présenter les caractéristiques suivantes :
 - assurer une fonction d'habitation,
 - n'être ni démontable, ni transportable
 - présenter une surface de plancher d'au moins 50 m².
 - être desservi par les réseauxCes constructions ne sont pas protégées au titre de l'article L. 123-1-5-III-2° du Code de l'Urbanisme,

A noter que la loi "d'avenir pour l'agriculture, de l'alimentation et de la forêt", promulguée le 13 Octobre 2014, modifie encore la réglementation de ces constructions isolées. Elle permettrait la désignation, en



zones agricoles ou naturelles, de bâtiments pouvant changer de destination sans notion d'intérêt architectural ou patrimonial. Une extension de ces constructions n'est pas évoquée. Par ailleurs, les habitations peuvent, dans ces deux types de zones, faire l'objet d'une extension. Le règlement est donc rédigé de façon à pouvoir s'appliquer tant à la version actuelle du code de l'urbanisme qu'à sa version future, en ne mentionnant pas "l'intérêt architectural ou patrimonial" mais la seule référence à l'article L.123-1-5-II 6°.



Concernant les énergies renouvelables, un projet de parc photovoltaïque à la Garenne avait été étudié. La complexité des enjeux du dossier (terres agricoles, ZNIEFF) ont fait abandonner le projet. Aucune zone photovoltaïque n'est actuellement délimitée au PLU mais l'objectif de développement des énergies renouvelables demeure. Un projet viable pourra faire, le moment venu, l'objet d'une évolution du PLU par le biais d'une déclaration de projet ou de toute autre procédure adaptée.

2. Approche par type de zone

■ Les zones urbaines "U"

Ua

La zone Ua correspond au vieux village. Il s'agit d'un secteur dense. Les usages habituels du village sont autorisés (habitat, activités non nuisantes, équipements publics et d'intérêt général ...). Les autres règles (distances aux voiries et limites, hauteurs, aspect architectural,...) ont pour but de préserver sa structure bâtie et son identité architecturale.

Ub

Il s'agit de secteurs de développement plutôt récent de l'urbanisation, tous situés le long des axes routiers de la RD949 et RD50.

On distingue 7 zones. Ces zones sont soit issues d'un ancien classement au POS en UB soit en NB. Globalement la zone Ub du PLU est plus restreinte que les zones UB et NB du POS. Le zonage tient aussi compte de la présence de risques sur certains secteurs.

Y sont autorisés toutes les constructions usuelles d'un centre de village, y compris les activités économiques n'apportant pas de nuisances.

Par ailleurs, aucune construction à usage agricole n'est autorisée pour éviter les problèmes de cohabitation avec les quartiers résidentiels.

Le retrait par rapport à l'alignement est de règle mais les constructions peuvent être mitoyennes le long des limites séparatives, de façon à faciliter les implantations et à optimiser l'usage des terrains.

Les règles architecturales visent à donner un aspect général homogène, sans uniformité.

L'usage du bois n'est utilisé que pour les charpentes, les éléments de menuiserie et d' huisserie de façon à ne pas avoir d'architecture étrangère à la région (rien n'interdit d'avoir un support bois enduit).

Uc

Il s'agit d'une seule zone réservée aux activités économiques située à La Tuilière. Il s'agit d'un ancien hangar agricole ayant perdu sa vocation et transformé en hangar pour le stockage d'engins et de matériels. La réutilisation de ce bâtiment et son amélioration participerait à la restructuration d'un secteur largement urbanisé.

Y sont admises les activités à caractère industriel, artisanal, commercial, d'entrepôts, de bureaux.

Les locaux de gardiennage sont admis. Ils sont toutefois limités à un par unité foncière avec moins de 20 m² de surface de plancher.

■ Les zones à urbaniser "AU"

AUba

Cette zone à urbaniser (La Flachière) est située à la sortie du village, au carrefour de la RD 949 et de la RD 50. Cette zone vient s'intercaler entre deux zones déjà urbanisées et classées en Ub.

Pour éviter un gaspillage de terrain et pour permettre une meilleure organisation de l'urbanisation, il est imposé la réalisation par une opération d'aménagement d'ensemble compatible avec le schéma d'organisation figurant dans le dossier 3 - Orientations d'Aménagement et de Programmation.

Cette opération d'ensemble (ZAC, lotissement, AFU, permis groupé,...) doit porter sur la totalité du secteur. De plus cette zone doit comporter entre 7 et 9 logements.

Tant que l'opération d'ensemble n'est pas autorisée, aucune construction n'est possible, sauf pour les équipements publics.

Les autres règles sont identiques à celles de la zone Ub.

Ces zones ont été délimitées dans la limite des besoins correspondant aux objectifs communaux de développement démographique (Cf. PADD) et en tenant compte des contraintes (terres agricoles, risques, pentes,...).

■ Les zones agricoles "A"

Le traitement des constructions isolées non conformes à la vocation de la zone est précisé page 78.

A

La zone A correspond à une zone à protéger en raison de la capacité agricole des terres. Elle a été délimitée à partir des photos aériennes, complétées par les observations de la profession.

Comme l'indique le Code de l'Urbanisme, seuls peuvent y être autorisés les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, et à des équipements collectifs ou à des services publics dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière. (Article L 123-7 du Code de l'Urbanisme).

De ce fait, les seuls logements autorisés sont les logements de fonction directement liés à l'exploitation agricole.

La zone A est divisée en deux secteurs :

- secteur **Aa** : pour des raisons de protection des bonnes terres agricoles, d'impact paysager, de lutte contre le mitage et de desserte par les réseaux (en particulier la desserte électrique étant à la charge de la Commune), cette zone est inconstructible, sauf pour les équipements publics indispensables, à condition qu'ils ne gênent pas l'activité agricole et pour les installations agricoles sans construction (par ex. : station de pompage, réserve d'eau,...).
- secteur **Ac** (20 secteurs Ac pour 21 ha) : en plus de ce qui est autorisé en Aa, l'ensemble des constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole. et les logements de fonction directement liés et nécessaires à celle-ci. Les logements n'y sont autorisés que comme logements de fonction dans la mesure de leur nécessité pour l'exploitation. Y est également autorisé un petit complément d'accueil touristique dans la limite de 200 m² de surface de plancher et dans des conditions strictes d'implantation, de même que le camping à la ferme. Cette possibilité est fortement encadrée de façon à ne représenter qu'un accessoire de l'activité agricole. En termes d'aspect extérieur, les habitations et les locaux de vente à la ferme sont soumis aux prescriptions d'aspect s'appliquant au secteur Ub. Pour les autres constructions à usage agricole proches de celles de la zone Uc, quelques règles simples permettent de limiter l'impact paysager.

Ces délimitations ont été effectuées en concertation avec la profession en tenant compte des situations actuelles et des projets de développement et d'évolution connus à ce jour.

La commune a souhaité instaurer un sous-zonage agricole pour plusieurs raisons. Le sous-zonage Aa (agricole strict) interdit toute construction y compris à usage agricole. Cela permet de préserver les terres ayant une bonne valeur agronomique (toute la plaine de la Blaisance et du Büech).

Le fait de créer un sous-zonage évite le mitage y compris pour les activités agricoles et participe au maintien de la qualité paysagère des espaces. Il est bien reconnu que les terres agricoles participent à la qualité des paysages. De plus, sur la commune les agriculteurs sont jeunes et dynamiques et ont besoin de l'ensemble du foncier pour poursuivre leur exploitation. Le fait de permettre des constructions agricoles sur l'ensemble de la zone agricole peut soustraire des terres à des agriculteurs déjà en place fragilisant ainsi leur exploitation.

La troisième raison concerne les équipements. L'installation d'un bâtiment dans une zone agricole éloignée des réseaux peut mettre financièrement en difficulté la commune s'il elle se retrouve dans l'obligation d'amener des réseaux.

Le sous-zonage Ac est ainsi réalisé afin de préserver la commune sur le plan paysager, financier, et économie d'espace.

Il est rappelé que ce zonage peut évoluer par une modification qui permet d'intégrer l'ensemble des contraintes d'urbanisme avant d'autoriser un projet dans un secteur qui n'aurait pas été déjà repéré.

La carte en annexe 55 localise les exploitations et indique les périmètres d'éloignement des habitations et des locaux habituellement occupés par des tiers.

■ Les zones naturelles "N"

Nn

Le traitement des constructions isolées non conformes à la vocation de la zone est précisé page 78.

La zone Nn correspond aux grands espaces naturels du territoire communal (montagne, forêt, rypisylves, ravins, etc,...). C'est une zone de protection forte. Toute construction ou installation y est interdite à l'exception :

- de celles directement liées à l'activité forestière ou pastorale,
- des équipements publics d'intérêt général,

Les règles concernant la construction visent à préserver le caractère naturel de la zone et à rendre l'implantation la plus discrète possible.

Les règles concernant l'aspect extérieur sont les mêmes que celles de la zone Ub ou adaptées de la zone Uc pour renforcer la discrétion des constructions.

Ne

Conformément au principe de cessation du mitage, les constructions isolées n'ont pas vocation à se développer et devraient normalement être totalement gelées pour répondre à la vocation de la zone où elles sont implantées. Cependant pour tenir compte que certaines constructions isolées sont utilisées pour une activité économique, il est autorisé dans ces zones une évolution limitée des bâtiments existants.

Une extension limitée en fonction de la surface initiale est également autorisée.

Cela concerne deux zones : celle des Bellons et celle du Lourou.

L'extension des bâtiments à vocation d'activités est autorisée dans la limite de 50% par rapport aux surfaces existantes. Il n'y a pas création de logement supplémentaire. Une extension mesurée des logements existants est autorisée avec un maximum de 25 m² de surface de plancher. La construction d'une annexe de 25 m² de surface de plancher est autorisée.

Nt

Cette zone correspond à un secteur d'accueil touristique avec hébergement collectif, le Gîte de Mont Garde.

Y sont autorisées les constructions liées à l'hébergement collectif sous gestion hôtelière et les activités annexes liées à l'activité principale (y compris restauration).

Les règles architecturales correspondent à celles de la zone Ub avec en premier lieu le respect de l'architecture traditionnelle. S'agissant d'une zone naturelle, il convient d'encadrer les capacités d'évolution. Celles-ci sont donc limitées à 50 % des surfaces existantes au moment de l'approbation du PLU.

Cette zone est toutefois soumise à des risques de chutes de blocs avérés. Cependant, des dispositifs (merlons) ont été créés pour limiter le risque.

Nl

Cette zone correspond à un secteur de loisirs (activités sportives, touristiques et de loisirs essentiellement de plein air [randonnées,...]) Il correspond au stade actuel.

Y sont autorisées les installations, ouvrages techniques et constructions nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, liés au fonctionnement de la zone ou réclamant une localisation dans cette zone ainsi que les installations et constructions nécessaires aux activités sportives, touristiques et de loisirs.

La construction est encadrée et est fixée à 100 m² de surface de plancher.

■ Les emplacements réservés

Un seul emplacement réservé est prévu pour la création de places de stationnement au village. (cf. détails dans l'annexe 52 - Liste des emplacements réservés).

Les terrains réservés ne peuvent avoir d'autre usage sauf renonciation par les Collectivités bénéficiaires puis modification du PLU.

■ Les tracés de principe

Un tracé de principe est indiqué à l'Ouest du village. Il s'agit de sécuriser l'accès aux constructions de ce secteur en amont de la RD 949 à la sortie du village ancien. En l'absence d'études techniques, il n'est pas possible de délimiter précisément un tracé de voirie et donc de créer un emplacement réservé.

■ Prise en compte des risques

(cf. cartes dans l'annexe 54)

La prise en compte des risques a été effectuée à partir de la carte CIPTM fournie par la DDT.

Ces documents sont annexés (Annexe 54) et ils sont consultables en Mairie ou en Préfecture.

Cette carte et les dispositions annexées sont intégrées de la façon suivante dans le PLU : Les documents graphiques 42 et 43 indiquent les secteurs de la commune soumis à l'un des risques répertoriés, classés en deux niveaux (orange pour risque "avéré" (en principe inconstructible) et bleu pour risque "présumé" nécessitant des précautions particulières).

Si le projet porte sur un terrain situé dans une zone à risque, il convient de se reporter à l'annexe 54 dont la carte précise la nature du ou des risques concernés et leur niveau.

Il convient ensuite de se référer aux prescriptions et aux autres dispositions (annexe 54) correspondant à ces risques pour établir une demande d'autorisation d'urbanisme conforme.

La prévention des incendies de forêt a fait l'objet d'un arrêté préfectoral en date du 9 Juin 2004, disponible sur le site internet de la préfecture.

■ Secteurs soumis à prescriptions particulières et divers

→ Secteurs soumis à l'Article L 123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.

Cette mesure s'applique soit à des espaces bâtis (ensembles de bâtiments ou constructions isolées) soit à des espaces naturels à protéger, mettre en valeur ou requalifier. Elle figure, avec des graphismes différenciés (espaces bâtis, espaces naturels), sur les documents graphiques.

De même des prescriptions différenciées s'y appliquent. Elles peuvent être complétées par des dispositions particulières figurant dans le règlement de certaines zones.

1. Concernant les **espaces bâtis** et les constructions isolées présentant un intérêt culturel, historique ou architectural, les prescriptions suivantes s'appliquent :
 - tous les travaux effectués sur un bâtiment ou ensemble de bâtiments repérés doivent être conçus en évitant toute dénaturation des caractéristiques conférant leur intérêt. La préservation de l'architecture traditionnelle et de l'identité du bâti sont requis.
 - en application de l'article R 421-28 du Code de l'Urbanisme, la démolition totale ou partielle d'un bâtiment ou ensemble de bâtiments repéré doit faire l'objet d'une autorisation préalable. De même, en application de l'article R 421-12, doit être précédée d'une déclaration préalable l'édification d'une clôture
 - il est dérogé à l'article L.111-6-2 du Code de l'Urbanisme
2. Concernant les **espaces naturels**, les prescriptions suivantes s'appliquent :
 - tous les travaux portant sur des espaces naturels et boisés doivent être réalisés en respectant les aspects paysagers et écologiques de ces espaces
 - pour préserver les continuités écologiques, toute construction y est interdite
 - dans les zones humides repérées sur les documents graphiques, sont en plus interdits les remblais, les déblais et les drainages, hors travaux de sécurisation.

→ Constructions en zones agricoles, naturelles ou forestières

Cf. page 78

Récapitulatif des surfaces

POS		PLU	
Zones urbaines		Zones urbaines	
UA	6,38 ha	Ua	5,05 ha
UB	13,17 ha	Ub	19,14 ha
		Uc	0,45 ha
Total	19,55 ha	Total	24,65 ha 1,32%
Z. nat. non protégées		Zones A Urbaniser	
INA	3,14 ha	AUba	0,68 ha
NB	10,22 ha		
Total	13,36 ha	Total	0,68 ha 0,04%
Z. de richesses agricoles		Zones agricoles	
NC	1829,37 ha	Aa	605,21 ha
NCc	5,72 ha	Ac	19,88 ha
Total	1 835,09	Total	625,09 ha 33,46%
Z. naturelles protégées		Zones naturelles	
ND	0,00 ha	Nl	1,16 ha
		Ne	0,98 ha
		Nt	0,43 ha
		Nn	1215,02 ha
Total	0,00 ha	Total	1217,59 ha 65,18%
Total Commune	1868,00 ha	Total Commune	1868,00 ha

Approche fonctionnelle

Zones	POS	PLU	Différence
Zones d'habitat			
Urbanisation existante	19,55 ha	24,20 ha	4,65 ha
Urbanisation future	3,14 ha	0,68 ha	-2,46
Habitat diffus	10,22 ha		-10,22
Total zones d'habitat	32,91 ha	24,87 ha	-8,04
Zones économiques			
Activités économiques	0,98 ha	1,43 ha	0,45 ha
Activités économiques futures	0,00 ha	0,00 ha	0,00 ha
Activités touristiques ou de loisirs	1,59 ha	1,59 ha	0,00 ha
Total zones économiques	2,57 ha	3,02 ha	0,45 ha
Zones agricoles			
Hors habitat et activités diffuses	1832,52 ha	625,09 ha	-1207,43
Total zones agricoles	1832,52 ha	625,09 ha	-1207,43
Zones naturelles			
Hors habitat et activités diffuses	0,00 ha	1215,02 ha	1215,02 ha
Total zones naturelles	0,00 ha	1215,02 ha	1215,02 ha
TOTAL GENERAL	1868,00 ha	1868,00 ha	0,00 ha

■ Analyse de la capacité de densification et de mutation des espaces bâtis

La densité dans le PLU est considérablement améliorée par rapport au POS.

Cette analyse est réalisée manuellement et à jour au moment de l'arrêt du PLU (prise en compte des nouveaux permis de construire), tient compte des surfaces construites, de l'usage du sol (surfaces anthropisées) autour de la construction (jardin, piscine,...), du relief, des emplacements réservés, des équipements publics et aménagements (places publiques,...).

Les surfaces concernées par des risques avérés ont été déduites ainsi que les surfaces grevées par la servitude de la canalisation sous pression pour laquelle une distance de 3 m de part et d'autre de la canalisation est inconstructible.

Le résultat de cette analyse fait état d'une surface réellement disponible et constructible de 4,92 ha. Au regard des objectifs fixés par la commune, cela correspond à une densité de 11 logements à l'hectare.

La densité actuelle au POS en zones constructibles hors centre de village est de 2,25 logt/ha et se résume de la façon suivante :

Densité des zones U			Surface	Nb logts	Moyenne/logt	Densité
	Sortie Village	22 436	7 572	8	947	10,57
	Haut du Village	25 833	12 482	4	3 121	3,20
	La condamine	84 733	46 260	23	2 011	4,97
Densité moyenne en zone U		133 002	66 314	35	1 895	5,28

Densité des zones NA			Surface	Nb logts	Moyenne/logt	Densité
	Le Monestier	31 416	9 447	3	3 149	3,18
Densité moyenne en zone NA		31 416	9 447	3	3 149	3,18

Densité des zones NB			Surface	Nb logts	Moyenne/logt	Densité
	La Flachière	102 218	54 398	22	2 473	4,04
Densité moyenne en zone NB		102 218	54 398	22	2 473	4,04

Moyenne sur l'ensemble des zones constructibles		266 636	130 159	60	2 169	4,61
--	--	---------	---------	----	-------	------

Ces dernières années, on assiste à une densification "naturelle" des terrains. Trescléoux hérite d'une situation où les terrains à construire étaient particulièrement grands (Cf. Tableau précédent). Des parcelles ont été récemment divisées et correspondent à des terrains d'environ 750 à 800 m².

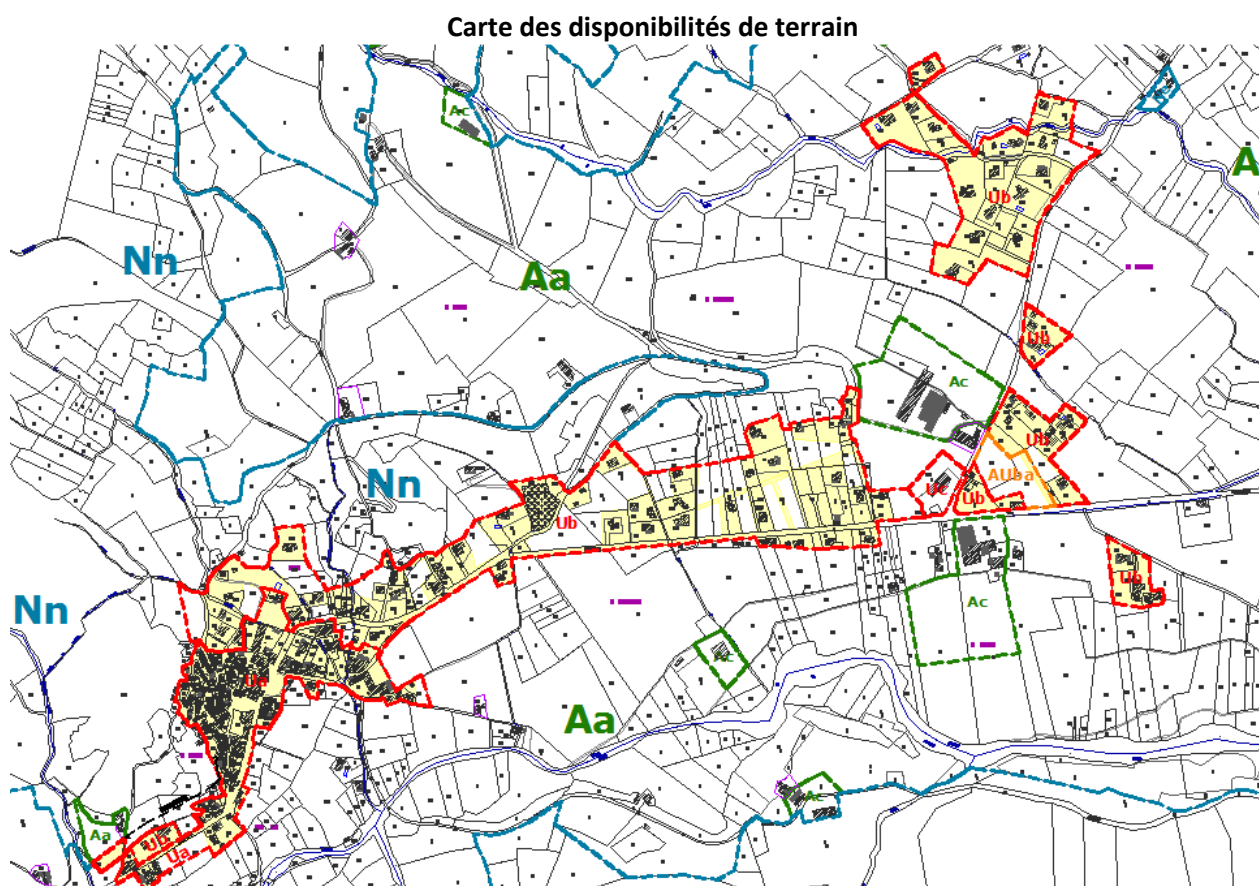
Il n'y a pas d'espace en mutation.

	Surface totale (ha)	Surface disponible (ha)	Surface disponible (répartition en %)	Nb de logements possibles
Ua	5,05	0,27	6%	3
Ub	19,04	4,05	82%	41
AUba	0,68	0,60	12%	6
Total	24,87	4,92	100 %	49

L'essentiel des surfaces disponibles se situe dans la zone urbanisée (Ub).

La densité dans le PLU est considérablement améliorée par rapport au POS. Les objectifs affichés étaient évalués à une surface disponible entre 4,5 et 5,2 ha pour une augmentation de 110 personnes, représentant 60 logements (55 résidences permanentes + 5 logements touristiques - 8 en réhabilitation = 52 logements).

Les surfaces disponibles pour le logement représentent 4,66 ha (zones U et AU) sur les 24,67 de zones urbanisées ou urbanisables. Cela représente une densité de 11 logements hectares.



En jaune, surfaces construites, anthropisées ou non disponibles pour la construction (risques, servitude de passage de la canalisation d'eau haute pression [3 m de part et d'autre], relief,...).

Plus de 98% du territoire communal est agricole ou naturel.

■ Inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, véhicules hybrides et électriques et de vélos

Secteurs	Capacités de stationnement (Nombre de places)
Haut du Village	4 places
Village	10 places
Devant le bar	5 places
Villa thérapeutique	6 places
Pavé	10 places
Devant le temple	8 places
Parking campings-cars	10 places
Derrière la Mairie	3 places
Sous la place devant toilettes publiques	2 places
A côté des garages	3 places
Sous la place (ER en prévu)	50 places

Les places aménagées pour du stationnement sont de l'ordre de 120 sur l'ensemble de la commune. Ces places sont des places de stationnement de véhicules motorisés.

■ Analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix dernières années.

Une méthodologie est proposée pour l'analyse de la consommation de l'espace sur les 10 dernières années :

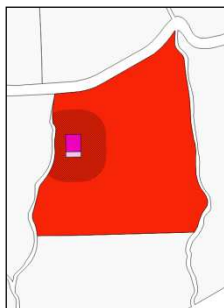
La méthode d'analyse de la consommation des espaces prend en compte deux conditions :

- Une zone tampon de 20 m (Cf. définition de la tâche urbaine - INSEE) autour de chaque nouvelle construction est alors appliquée pour coller davantage à la réalité
- La surface résiduelle de la parcelle.



Si la zone tampon, dépasse la parcelle, on considère que la parcelle est entièrement anthropisée.

Ici, cas en zone Urbaine (U).

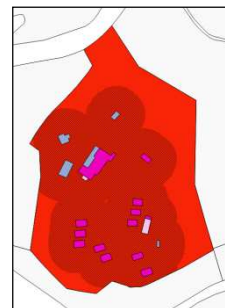


Si la zone tampon générée est inférieure à 60% de la parcelle, alors la surface comptabilisée est celle de la zone tampon, en se calant sur la limite extérieure de la parcelle.

Ici, cas en zone Agricole (A).

Si la surface résiduelle de la parcelle est inférieure à la moyenne de toutes les surfaces étudiées, alors la surface comptabilisée est la surface totale de la parcelle.

Dans le cas contraire, la surface comptabilisée est la surface de la zone tampon.



Si la zone tampon générée est supérieure, à 60% de la parcelle, alors la surface comptabilisée est l'ensemble de la parcelle.

Ici, cas en zone Naturelle Ncc

Selon des données fournies par la DDT, 15 permis pour des habitations ont été délivrés depuis 2005 dont un agricole sur une surface particulièrement importante. Les parcelles impactées représentent une surface de 56.756 m² (3.784 m² par construction) en tenant compte du permis agricole, et 28.812 m² uniquement pour de l'habitat. Cela représente une en moyenne une surface consommée de 2.058 m² par construction, soit une densité de 4,85 constructions par hectare.

Le PLU est donc conforme aux objectifs de densification et d'économie d'espace agricole et naturel exigés par la loi.

INCIDENCES SUR L'ENVIRONNEMENT, PRESERVATION ET MISE EN VALEUR

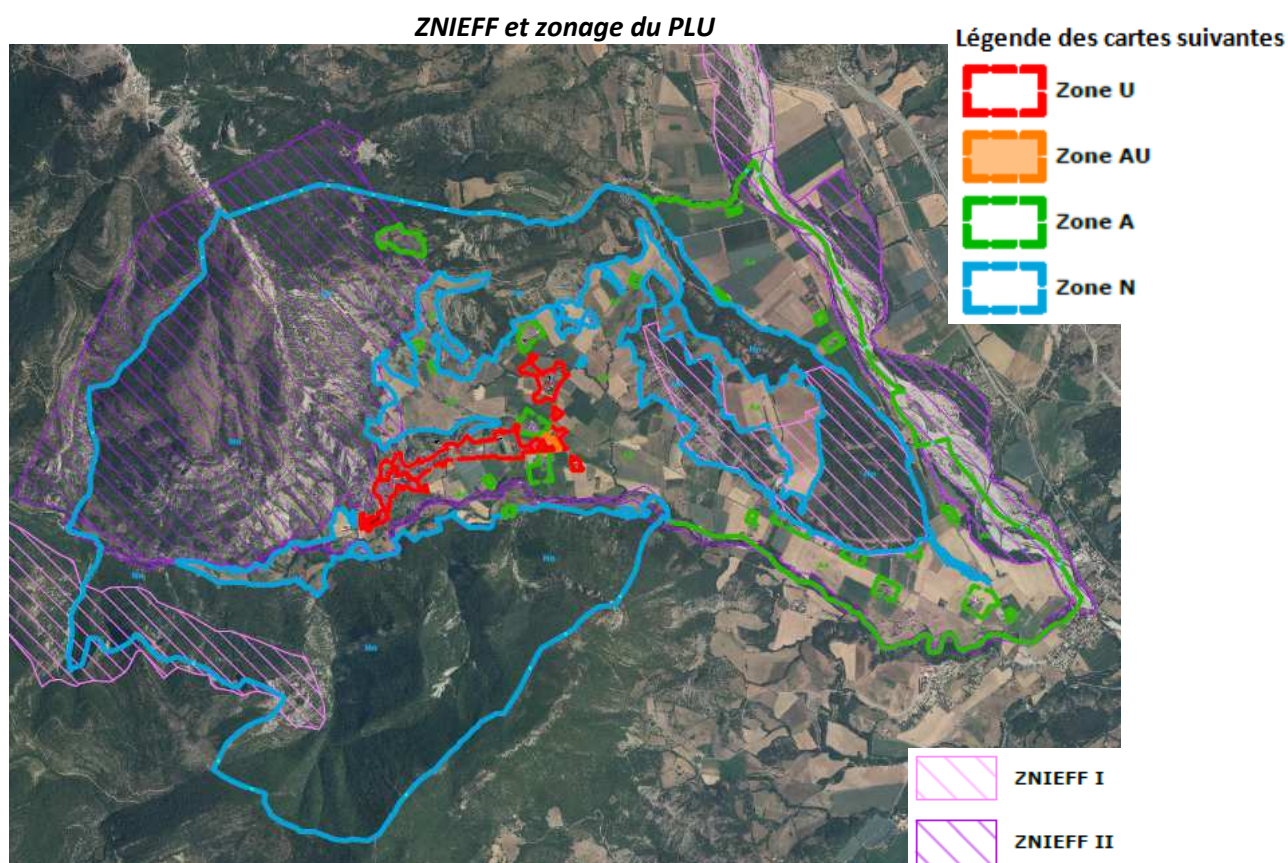
La nature

1

1. Incidences sur la nature

■ Biodiversité

→ Les ZNIEFF : Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique



-Sources : D'après le zonage du PLU –

Aucune zone Urbaine (U), ni A Urbaniser (AU) n'est concernée par une ZNIEFF.

A noter la proximité de la ZNIEFF de Type II "Rocher de Beaumont - crêtes de l'Eyglière et d'Aumage" située au Nord-Ouest du territoire communal. Elle vient s'appuyer en limite de :

- La zone Urbaine Ua de l'ancien village
- La zone Urbaine Ub

La ZNIEFF (milieu naturel) correspond à un milieu de nature différente avec le Village (milieu urbanisé), ce qui limite les interactions.

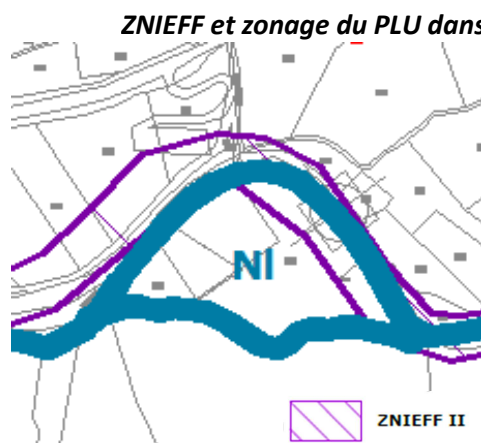
La ZNIEFF "Rocher de Beaumont - crêtes de l'Eyglière et d'Aumage" est quasi intégralement classée en zone Naturelle à protéger (Nn) ; une surface très limitée de la ZNIEFF est classée en zone Agricole stricte (Aa). Ces classements permettent d'apporter une protection à la ZNIEFF.

A noter également la proximité de la ZNIEFF de Type II "Le Grand Buëch et le Petit Buëch à l'aval de Veynes jusqu'à la confluence avec la Durance et leurs principaux affluents : le Céans, la Blème et la Blaisance" avec:

- La zone Urbaine Ua de l'ancien village ; toutefois, cette zone est déjà urbanisée.
- La zone Urbaine Ub en partie déjà urbanisée. La ZNIEFF correspond à un milieu de nature différente (milieu naturel de cours d'eau). De plus, il existe un espace agricole entre les zones Urbaines et la ZNIEFF. Ces caractéristiques limitent donc les interactions entre les zones Urbaines et la ZNIEFF.

La ZNIEFF de Type II "Le Grand Buëch et le Petit Buëch à l'aval de Veynes jusqu'à la confluence avec la Durance et leurs principaux affluents : le Céans, la Blème et la Blaisance" est classée en zones Naturelle (N) et Agricole stricte (Aa). Ces classements contribuent à la protection de la ZNIEFF. De plus, les cours d'eau de La Blaisance et du Buëch bénéficient d'une servitude de protection selon l'article L 123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.

A préciser que, d'après les plans de zonage, la ZNIEFF "Le Grand Buëch et le Petit Buëch à l'aval de Veynes jusqu'à la confluence avec la Durance et leurs principaux affluents : le Céans, la Blème et la Blaisance" empiète légèrement sur la zone Naturelle à vocation de Loisirs (NI). Toutefois, la ZNIEFF ne concerne pas la zone Naturelle de loisirs mais uniquement le cours d'eau de la Blaisance et sa ripisylve. L'empiètement constaté sur le plan ne correspond donc pas à la réalité du terrain mais résulte d'un problème de calage. La délimitation de la zone NI n'a donc pas d'incidence sur la ZNIEFF.



-Sources : D'après le zonage du PLU -

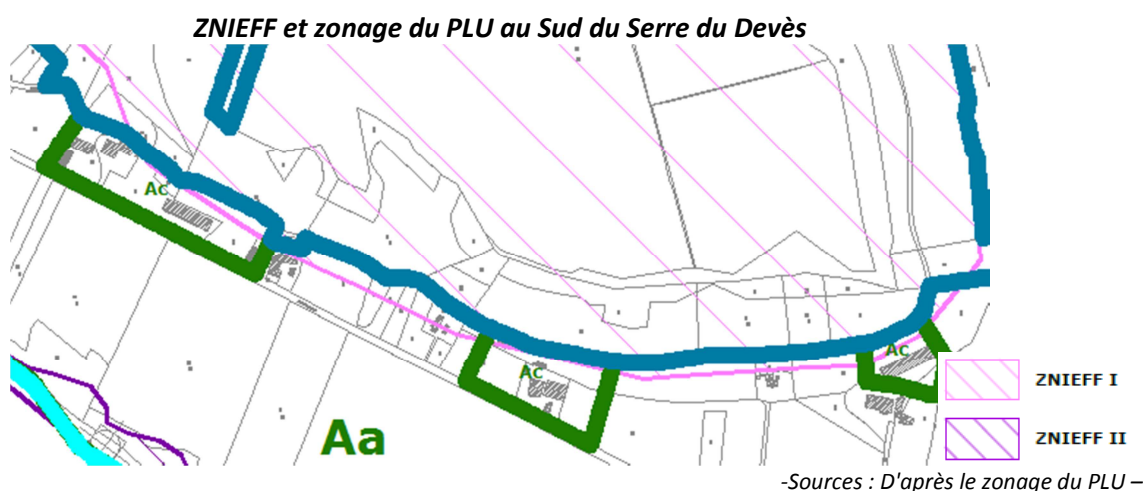


-Sources : geoportail -

La ZNIEFF de Type I "Rochers du Passé - Manrouge - Rochers de la Fubie" au Sud-Ouest de la commune est trop éloignée des zones Urbaines et A Urbaniser (environ 1 km) pour qu'il y ait des interactions significatives. Cette ZNIEFF est classée en zone Naturelle à protéger (Nn), ce qui lui apporte une protection forte.

La ZNIEFF de Type I "Plateau et pentes du serre du Dèvès - bois de la Garenne" est trop éloignée des zones Urbaines et A Urbaniser (environ 600 m) pour qu'il y ait des interactions significatives. Cette ZNIEFF est classée en zone Naturelle à protéger (Nn) et en zone Agricole stricte (Aa) ; ces classements contribuent à la préservation de la ZNIEFF.

A préciser toutefois que, d'après le plan de zonage, la ZNIEFF "Plateau et pentes du serre du Dèvès - bois de la Garenne" grignote quelques zones Agricoles constructibles très réduites. Toutefois, la ZNIEFF concerne uniquement le plateau et les pentes du Serre du Dèvès et ne s'étend pas dans la partie agricole. L'empiètement de la ZNIEFF sur les zones Ac visible sur le plan ne correspond donc pas à la réalité du terrain mais résulte d'un problème de calage. La délimitation des zones Ac n'a donc pas d'incidence sur la ZNIEFF.



-Sources : geoportail -

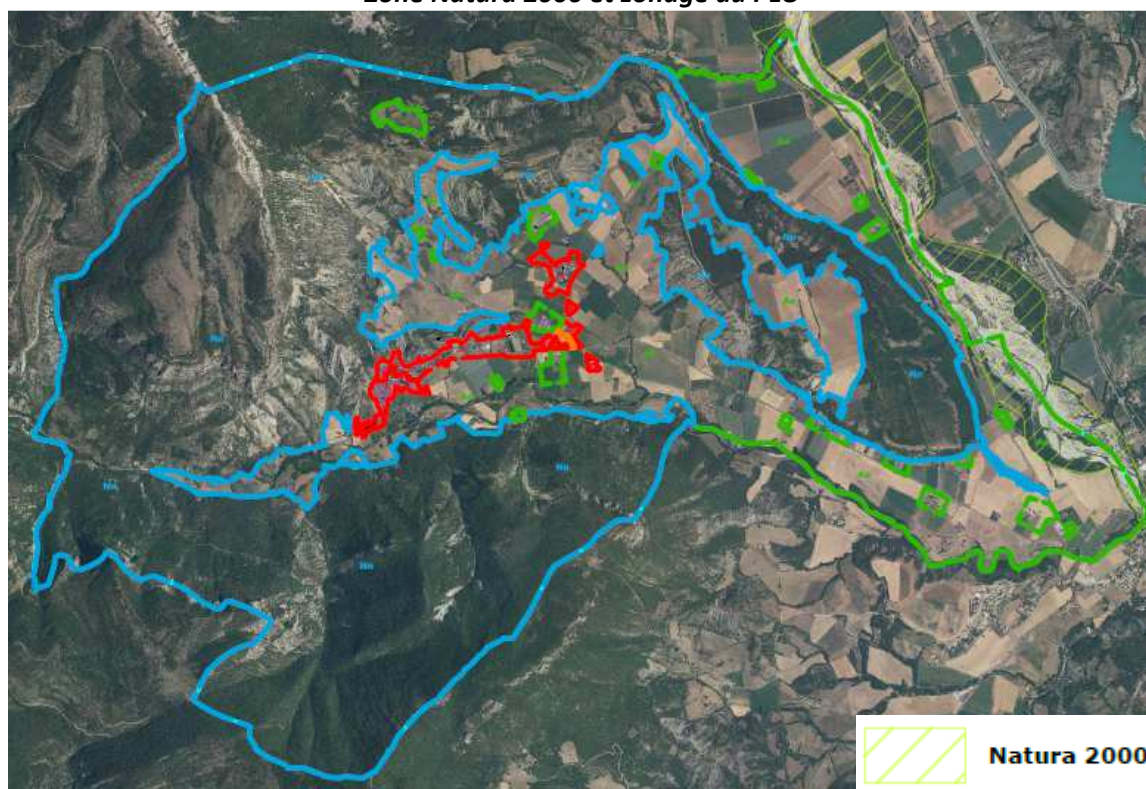
La ZNIEFF de Type I "Le Grand Buëch, ses iscles et ses ripisylves de l'aval du barrage de Saint-Sauveur à Eyguians" située sur la limite Est de la commune est très éloignée des zones Urbaines au centre de la commune. Cette ZNIEFF est classée en zone Agricole stricte (Aa), ce qui contribue à sa protection. De plus, le cours d'eau du Buëch bénéficie d'une servitude de protection selon l'article L 123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.

La ZNIEFF de Type "l'Adrech et falaises d'Orpierre - le Suillet" à l'extrême Sud de la commune (affleurant la limite communale de Trescléoux) est très éloignée des zones Urbaines au centre de la commune.

Les choix de zonage n'ont donc pas d'incidence significative sur les ZNIEFF.

→ Le réseau Natura 2000

Zone Natura 2000 et zonage du PLU



-Sources : D'après le zonage du PLU –

Aucune zone Urbaine (U), ni A Urbaniser (AU) n'est concernée par la Zone Spéciale de Conservation (ZSC) "Le Buëch", seule zone Natura 2000 du territoire communal.

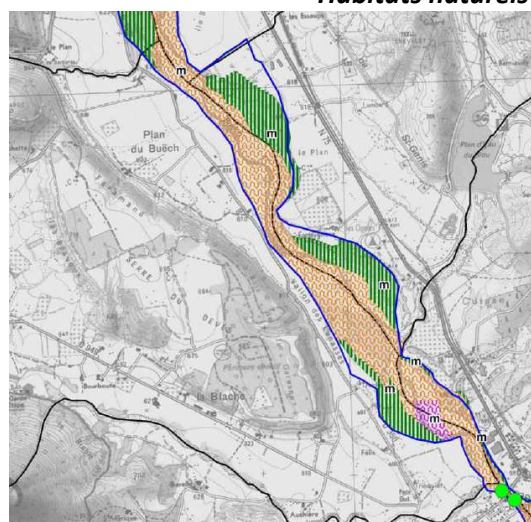
La ZSC "Le Buëch" située sur la limite Est de la commune est très éloignée des zones U et AU regroupées au centre de la commune : environ 1,8 km au plus près. Cette distance est donc trop importante pour qu'il y ait des interactions entre les zones U et AU et le site Natura 2000.

La ZSC "Le Buëch" qui comprend le Buëch et ses rives est classée en zone Agricole stricte (Aa), ce qui contribue à sa protection. De plus, le cours d'eau du Buëch (zone humide) bénéficie d'une servitude de protection selon l'article L 123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.

Cartes du DOCOB "Le Buëch"

 Périmètre du site Natura 2000 FR9301519 "Le Buëch"

Habitats naturels d'intérêt communautaire majoritaire



Habitats naturels d'intérêt communautaire

- 3220 - Rivières alpines avec végétation ripicole herbacée
- 3240 - Riv. alpines avec végétation ripicole ligneuse à *Salix elaeagnos*
- 3250 - Riv. permanentes méditerranéennes à *Glaucium flavum*
- 3260 - Riv. du *Ranunculus fluitans* et du *Callitriche-Batrachion*
- 3270 - Riv. avec berges vaseuses du *Chenopodium rubrip.* et *Bidens* p.p.
- 3280 - Riv. permanentes méd. du *Paspalo-Agrostidion* avec *Salix* et *Populus alba*
- 6210 - Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires
- 6420 - Prairies humides méd. à grandes herbes du *Molinion-Holcschoenion*
- 6430 - Mégaphorbiaies eutrophes des eaux douces
- 6510 - Pelouses maigres de fauche de basse altitude
- 91E0* - Forêts alluviales à *Alnus glutinosa* et *Fraxinus excelsior*
- 92A0 - Forêts-galeries *Salix alba* et *Populus alba*
- 3230 - Rivières alpines avec végétation ripicole ligneuse à *Myricaria germanica*
- 7230 - Tourbières basses alcalines
- 7240* - Formations pionnières alpines *Caricion bicoloris-atrofuscae*

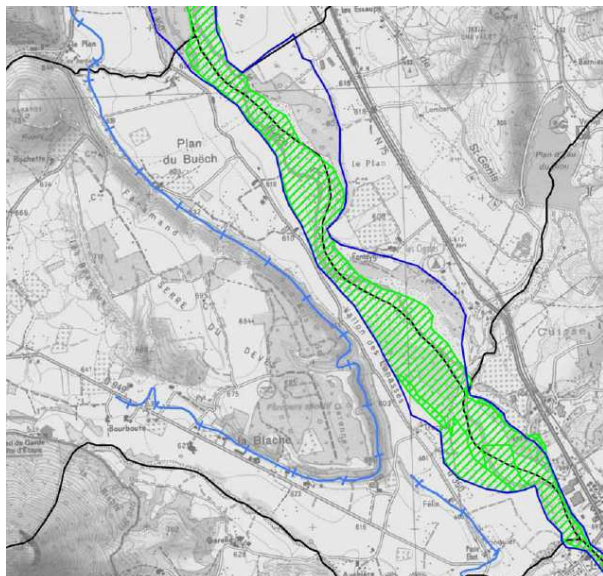
m mosaïque d'habitats naturels

-Sources : DOCOB "Le Buëch" -

A noter qu'il n'y a pas d'habitat d'intérêt prioritaire dans la zone Natura 2000 du Buëch sur le territoire de Trescléoux.

Insectes d'intérêt communautaire

Espèces liées aux milieux humides



Espèces d'intérêt communautaire liées aux milieux humides

★ 1059 - Azuré de la Sanguisorbe (*Maculinea teleius*)

★ 1044 - Agrion de mercure (*Coenagrion mercuriale*)

Zone de distribution avérée

■ Azuré de la Sanguisorbe

■ Agrion de mercure

Zone de distribution théorique

■ Azuré de la Sanguisorbe : Habitats 6420, 6510, 7230

■ Agrion de mercure : Habitats 3130, 3250, 3280

— Agrion de mercure : adoux

— Agrion de mercure : canaux d'irrigation, chenaux

Espèces liées aux milieux secs et espèces xylophages



Espèces d'intérêt communautaire liées aux milieux secs

● 1074 - Laineuse du Frunellier (*Eriogaster catax*)

● 1065 - Damier de la succise (*Euphydryas aurinia provincialis*)

● 1078 - Ecaille chinée (*Euplagia quadripunctaria*)

Espèces xylophages d'intérêt communautaire

▲ 1083 - Lucane cerf-volant (*Lucanus cervus*)

▲ 1087 - Rosalie des Alpes (*Rosalia alpina*)

▲ 1088 - Grand capricorne (*Cerambyx cerdo*)

Zone de distribution théorique liée au Buëch

■ Forêt de feuillus en bordure de cours d'eau

Ces espèces xylophages sont liées à la présence de chênes (*Lucane cerf-volant* et *Grand capricorne*) ou de Hêtre (*Rosalie des Alpes*). Très présents en milieux forestiers, seuls les habitats présents en bord de cours d'eau ont été représentés graphiquement.

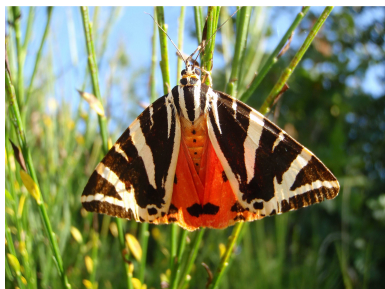
-Sources : DOCOB "Le Buëch"

L'Agrion de Mercure



-Sources : wikipedia -

L'Ecaille chinée



-Sources : Partage-image.net -

La Lucarne Cerf-volant



-Sources : <http://www.fne.asso.fr> -

Concernant les insectes d'intérêt communautaire liés aux milieux humides, la ZCS "Le Buëch", le canal du Grand arrosage et le canal à l'extrême Sud-Est de la commune sont des zones de distribution théorique de l'Agrion de mercure. Toutefois, aucune espèce n'a été pointée par le DOCOB sur la commune.

Concernant les insectes d'intérêt communautaire liés aux milieux secs et les xylophages, il a été repéré l'Ecaïlle chinée et la Lucarne Cerf-volant à l'Ouest de l'ancien village. La délimitation de la zone Urbaine (Ua) de l'ancien village s'est faite en se limitant à l'habitat existant ; il n'y a pas d'extension d'urbanisation de prévue à l'Ouest du Village. D'après le DOCOB, la Lucarne Cerf-volant est liée à la présence de chênes (cf. carte ci-dessus) qui est donc un milieu différent de l'ancien village (milieu urbanisé). L'espace naturel à l'Ouest de l'ancien Village est classé en zone Naturelle à protéger (Nn).

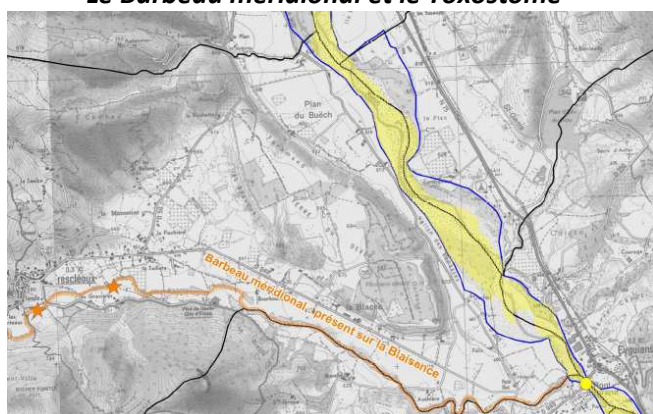
Des dispositions sont précisées dans le règlement par rapport à la présence de ces insectes d'intérêt communautaire (cf. Règlement).

D'après le DOCOB, Il n'y a pas **d'Amphibien d'intérêt communautaire et patrimonial** sur la commune de Trescléoux.

Poissons d'intérêt communautaire

D'après le DOCOB, le Buëch est une zone de distribution potentielle de l'**Apron du Rhône**. Aucune espèce n'a été pointée sur la commune.

Le Barbeau méridional et le Toxostome



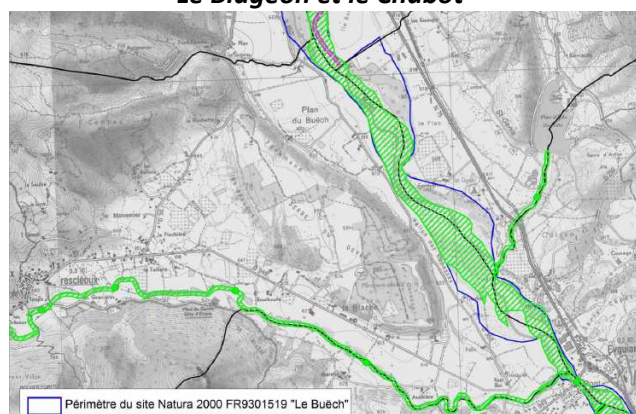
Espèces d'intérêt communautaire

- ★ 1138 - Barbeau méridional (*Barbus meridionalis*)
- 1126 - Toxostome (*Chondrostoma toxostoma*)

Zone de distribution potentielle

- 1138 - Barbeau méridional (*Barbus meridionalis*)
- 1126 - Toxostome (*Chondrostoma toxostoma*)

Le Blageon et le Chabot



Espèces d'intérêt communautaire

- ★ 1163 - Chabot (*Cottus gobio*)
- 1131 - Blageon (*Telestes souffia*)

Zone de distribution potentielle

- 1163 - Chabot (*Cottus gobio*)
- 1131 - Blageon (*Telestes souffia*)

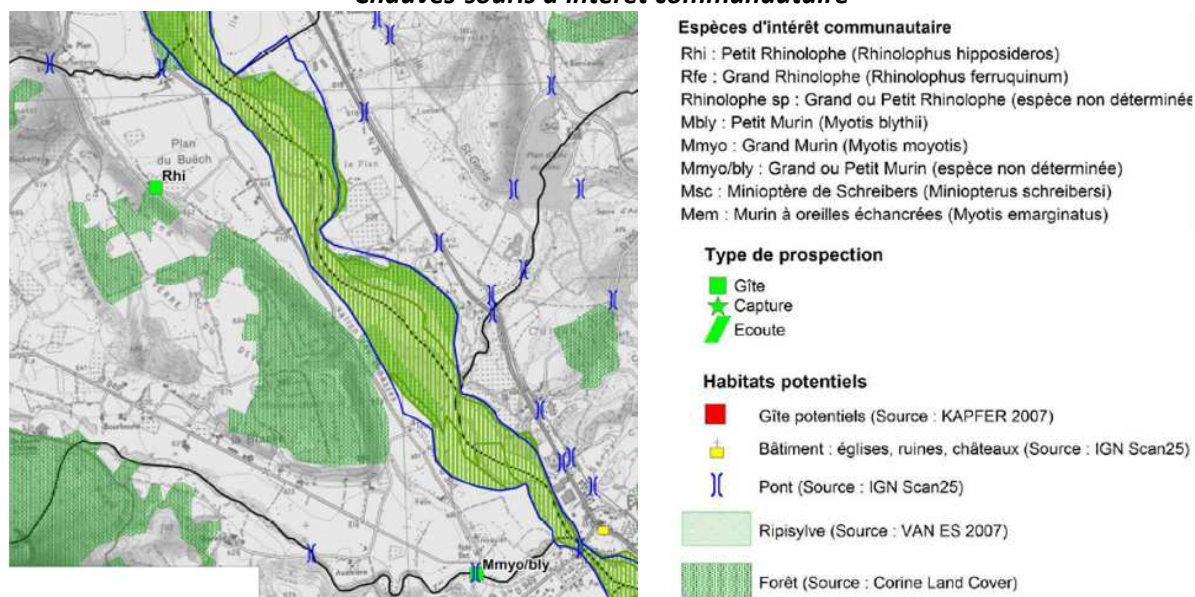
-Sources : DOCOB "Le Buëch" -

D'après le DOCOB, le Buëch est une zone de distribution potentielle de Toxostome ; aucune espèce n'a été repérée sur la commune.

La Blaisance est une zone de distribution potentielle de Barbeau méridional ; des espèces ont été pointées sur la commune. La Blaisance bénéficie d'un classement appropriée en zone Agricole stricte (Aa) et Naturelle, ce qui contribue à sa protection. Aucune intervention (aménagement) n'est prévue sur la Blaisance.

D'après le DOCOB, le Buëch et sa ripisylve sont une zone de distribution potentielle du **Castor d'Europe** (mammifère d'intérêt communautaire). Toutefois, cette espèce n'a pas été repérée à ce jour sur la commune.

Chauves-souris d'intérêt communautaire



-Sources : DOCOB "Le Buëch" -

Concernant les Chauves-souris d'intérêt communautaire, deux gîtes de Petit Rhinolophe ont été repérés sur la commune :

- Un gîte à l'extrême Sud-Est de Trescléoux, au niveau du pont traversant La Blaisance (limitrophe avec la commune de Lagrand). La Blaisance est classée en zone Agricole stricte (Aa) dans ce secteur.
- Un gîte au Nord-Est de Trescléoux, au niveau du lieu-dit du Devinays. Le Petit Rhinolophe se réfugie dans le bâti ancien ; les constructions agricoles du Devinays sont classées en zone Agricoles constructibles (Ac).

Le règlement prévoit des prescriptions concernant la protection des chauves-souris (cf. Règlement).

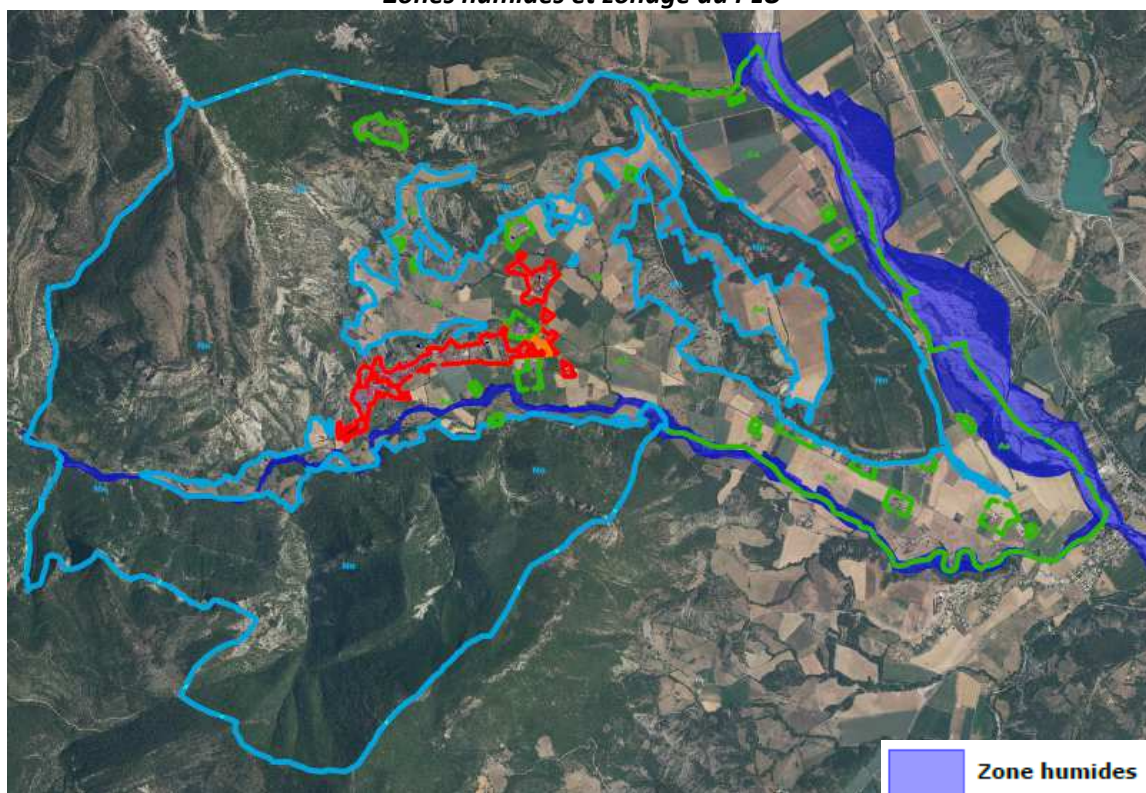
Il n'y a pas d'intervention prévue dans le cadre du PLU sur les cours d'eau de la Blaisance et du Buëch. Les choix de zonage ne portent pas atteinte à ces deux cours d'eau mais, au contraire, contribuent à leur protection.

Deux zones à enjeu ont été repérées sur la commune liées à la présence d'insectes d'intérêt communautaire (Ouest de l'Ancien Village) et de chauves-souris (lieu-dit du Devinays) ; le règlement prévoit des dispositions concernant la protection de ces espèces.

Les choix de zonage n'ont donc pas d'incidence significative sur la zone Natura 2000.

→ Les zones humides

Zones humides et zonage du PLU



-Sources : D'après le zonage du PLU –

Aucune zone Urbaine (U), ni A Urbaniser (AU) n'est concernée par une zone humide.

La zone humide du cours d'eau de La Blaisance est classée en zone Agricole stricte (Aa) et en zone Naturelle à protéger (Nn), ce qui contribue à sa protection.

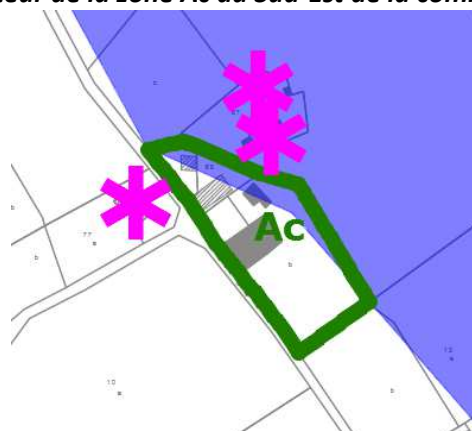
La zone humide du cours du Buëch, de ses ripisylves et de ses iscles est classée en zone Agricole stricte (Aa), ce qui contribue à sa protection.

De plus, les zones humides du Buëch et de La Blaisance bénéficient d'une servitude de protection selon l'article L 123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.

A préciser que la zone humide du Buëch empiète légèrement sur une zone Agricole constructible (Ac) très restreinte ; la zone humide concerne également deux constructions isolées à proximité de cette zone Ac. Toutefois, il s'agit de constructions déjà existantes. La zone humide est liée au Buëch, et correspond éventuellement à une zone de débordement. Concernant les deux constructions isolées, il n'est autorisé qu'une extension mesurée du bâti existant.

La délimitation du zonage n'a donc pas d'incidence significative sur la zone humide.

Zone humide du Buëch et zonage du PLU dans le secteur de la zone Ac au Sud-Est de la commune



Bâtiment présentant un intérêt architectural ou patrimonial (article L123-1-5-II 6° du CU)

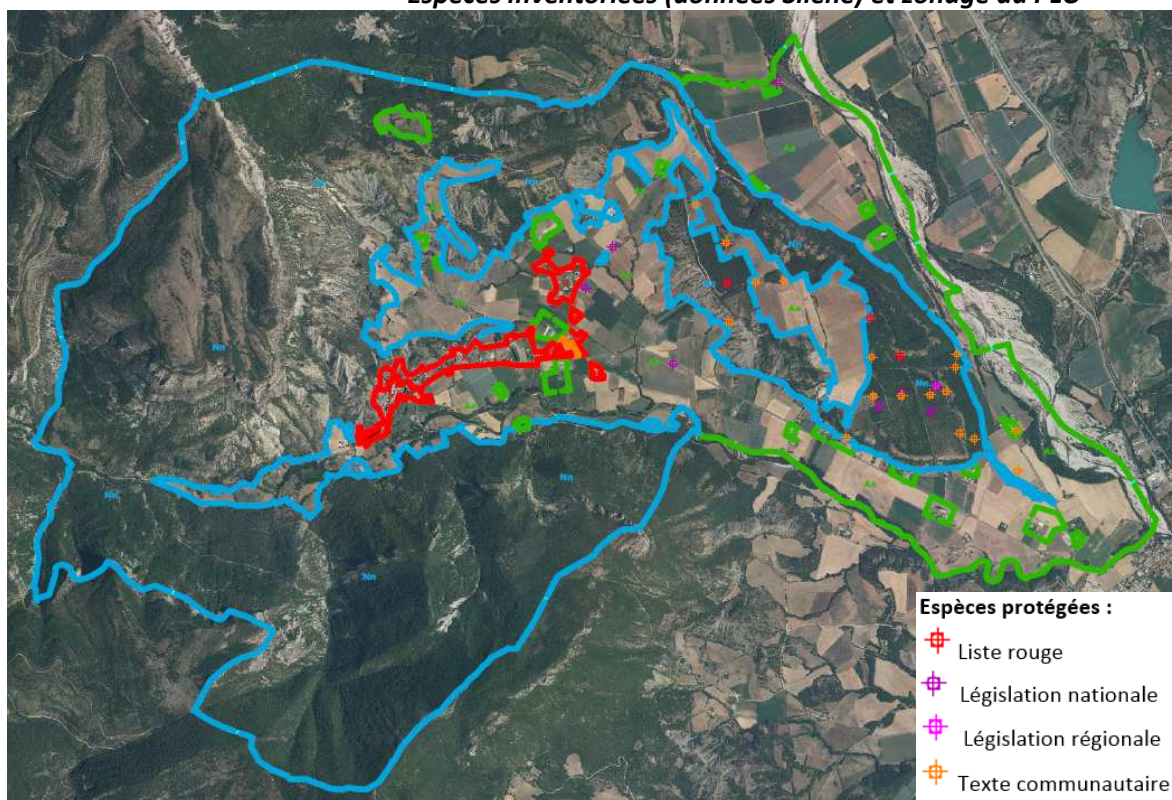


Zones humides

-Sources : D'après le zonage du PLU –

→ Espèces inventoriées

Espèces inventoriées (données Silène) et zonage du PLU



-Sources : D'après le zonage du PLU -

D'après les données Silène, aucune espèce protégée n'a été repérée dans les zones Urbaines (U), ni A Urbaniser (AU).

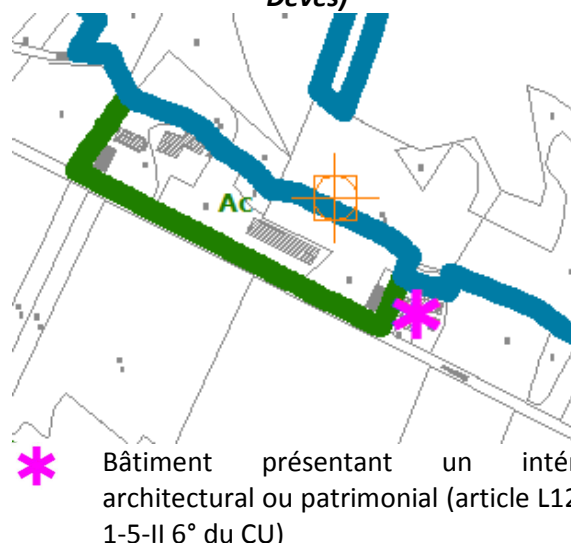
Les espèces protégées ont essentiellement été repérées dans le secteur du Serre du Devès à l'Est de la commune qui est éloigné des zones urbanisées.

A signaler que, d'après les relevés Silène, il a été repéré des espèces protégées au niveau communautaire au lieu-dit de La Blache au Sud du Serre du Devès. Une zone Agricole constructible (Ac) a été délimitée à ce lieu-dit. Les espèces reconnues (texte communautaire) sont :

- Cephalanthera rubra
- Epipactis helleborine
- Limodorum abortivum

Toutefois, la localisation du relevé Silène désigne le lieu-dit de La Blache mais n'indique pas un lieu précis. Les espèces sont liées au milieu "Bois de la Garenne, haut de la chênaie à l'Est de la Blache" ; ce milieu ne correspond donc pas à la zone Ac qui est une zone Agricole avec quelques constructions. De plus, ces trois espèces, qui appartiennent à la famille des orchidées, sont concernées par la convention CITES relative au commerce. Ainsi, il n'y a pas d'enjeu significatif lié à la délimitation de la zone Ac et au repérage des espèces protégées (Silène) dans ce secteur.

Espèces protégées (texte communautaire) et zonage du PLU (zone Ac au Sud du Serre du Devès)



* Bâtiment présentant un intérêt architectural ou patrimonial (article L123-1-5-II 6° du CU)

Espèces protégées :

✚ Texte communautaire

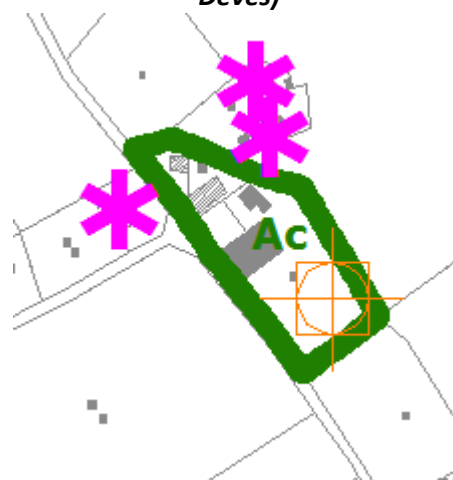
-Sources : D'après le zonage du PLU -

D'après les relevés Silène, il a été repéré des espèces protégées au niveau communautaire au Sud de la ferme Truchet (à l'Est du Serre du Devès). Ces espèces sont :

- Himantoglossum hircinum
- Anacamptis morio
- Orchis simia

Toutefois, ces trois espèces, qui appartiennent à la famille des orchidées, sont concernées par la convention CITES relative au commerce. Il n'y a donc pas d'enjeu significatif par rapport à la délimitation de la zone Ac et à la présence de ces espèces protégées.

Espèces protégées (texte communautaire) et zonage du PLU (zone Ac à l'Est du Serre du Devès)



- * Bâtiment présentant un intérêt architectural ou patrimonial (article L123-1-5-II 6° du CU)

Espèces protégées :

- ⊕ Texte communautaire

-Sources : D'après le zonage du PLU -

→ **Projet de Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales**

Le Parc Naturel Régional des Baronnies, dans lequel la commune de Trescléoux est intégrée, est actuellement en projet. Il devrait voir le jour d'ici à la fin de l'année. Le développement d'urbanisation prévu pour la commune est très limité, ce qui réduit les incidences éventuelles sur la faune et la flore du projet de Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales. La charte du Parc Naturel Régional des Baronnies Provençales parue en 2011 a été prise en compte dans le PLU.

La charte du PNR des Baronnies Provençales est porteuse de trois ambitions principales qui sont déclinées en orientations :

- **Ambition I : Fonder l'évolution des Baronnies Provençales sur la préservation et la valorisation des différents atouts naturels et humains**
 - I.1 Connaître et préserver la biodiversité des Baronnies Provençales
 - I.2 Préserver les patrimoines agricoles et forestiers emblématiques
 - I.3 Préserver et partager durablement la ressource en eau
 - I.4 Donner aux patrimoines culturels toute leur place dans la compréhension et l'aménagement du territoire
- **Ambition II : Relocaliser une économie fondée sur l'identité et la valorisation des ressources territoriales.**
 - II.1 Développer et promouvoir une agriculture de massif diversifiée de qualité
 - II.2 Développer et promouvoir un tourisme durable qui s'inscrit dans le paysage et l'art de vivre le territoire
 - II.3 Référencer les Baronnies Provençales en matière de pratiques et de gestion des sports de nature
 - II.4 Anticiper et innover en mobilisant des ressources territoriales nouvelles

- **Ambition III : Concevoir un aménagement cohérent, solidaire et durable des Baronnies Provençales**
 - III.1 Préparer et accompagner un urbanisme rural durable
 - III.2 Impulser et développer une politique énergétique territorialisée
 - III.3 Rééquilibrer l'offre culturelle pour en favoriser l'accès
 - III.4 Faire reconnaître le Parc comme fédérateur des politiques territoriales

-Sources : Charte du PNR des Baronnies Provençales -

Parmi ces ambitions déclinées, le document de PLU est concerné par :

- **Ambition I : Fonder l'évolution des Baronnies Provençales sur la préservation et la valorisation des différents atouts naturels et humains**
 - I.1 Connaître et préserver la biodiversité des Baronnies Provençales
 - I.1.4 Soutenir une gestion de l'espace favorable à la biodiversité et à la fonctionnalité des milieux
- **Ambition III : Concevoir un aménagement cohérent, solidaire et durable des Baronnies Provençales**
 - III.1 Préparer et accompagner un urbanisme rural durable
 - III.1.1 Accompagner le développement d'un urbanisme rural en maîtrisant la consommation foncière
 - III.1.2 Favoriser des projets d'aménagements cohérents et solidaires
 - III.1.3 Expérimenter une politique du logement source de revitalisation conciliant identité architecturale et éco- construction

C'est à travers cette sélection d'orientations que l'analyse de la compatibilité du présent PLU avec la Charte du Parc Naturel des Baronnies Provençales est faite.

Ambition I : Fonder l'évolution des Baronnies Provençales sur la préservation et la valorisation des différents atouts naturels et humains

- I.1 Connaître et préserver la biodiversité des Baronnies Provençales
 - I.1.4 Soutenir une gestion de l'espace favorable à la biodiversité et à la fonctionnalité des milieux

Objectifs	PLU
Prendre en compte la préservation de la Nature ordinaire et de la biodiversité dans les projets d'aménagements de l'espace, ainsi que dans l'organisation et la pratique des activités.	- Définition de zones Nn.
Préserver, voire améliorer la fonctionnalité des espaces naturels (ordinaires et remarquables), les enjeux écologiques du territoire étant essentiellement liés à la préservation de la SAU, la gestion durable de la forêt et la continuité des milieux associés aux cours d'eau.	- Définition de zones Aa. - Cours d'eau de la Blaisance et du Buëch gelés (zones Aa, Nn et servitude de protection selon l'article L 123-1-5-III 2° du CU). - Respect des trames vertes et bleues.

Contenu de la mesure	PLU
Prise en compte de la Nature ordinaire, de la biodiversité et de la fonctionnalité des milieux (corridors biologiques) : les éléments de mémo présentés ci-dessous font notamment références aux orientations I.1, II.1, II.3, III.1, III.2, III.4 :	
- Lors de la création, la révision ou l'application des documents de planification et des politiques de gestion environnementale.	- Intégration des éléments environnementaux dans le PLU.
- Dans les projets d'aménagements (ex : routes, carrières, zones d'activités, éolien, photovoltaïque, etc.) :	- Pas de projet d'aménagement de ce type dans le cadre du PLU.
. Eviter l'artificialisation des habitats naturels ou semi-naturels.	- Intégration de données écologiques (Silène, DOCOB...).
	- Développement urbain prévu très modéré.
	- Densification des zones urbanisées.
. Lutter contre la fragmentation des milieux, le mitage et l'étalement urbain : maintenir la mosaïque d'habitats naturels, limiter l'imperméabilisation des sols.	- Définition de vastes zones Nn.
	- Définition de zones Aa (frein au mitage).
	- Développement urbain prévu très modéré.
	- Définition des zones U en cohérence avec le bâti existant.
	- Densification : remplissage de "dents creuses" et d'une poche d'urbanisation (zone AU).
. Préserver les éléments structurants du paysage et corridors biologiques (haies, ripisylves, lisières forestières, vergers, murets, etc.) ainsi que les espaces intermédiaires (zones tampons, arbres isolés, etc.) afin de conserver et d'assurer une bonne fonctionnalité écologique des milieux (ex : espaces boisés classés, espaces verts, jardins privés, traitement et entretien de la végétation, etc.).	- Continuités écologiques classées en zones Aa et Nn.
	- Zones humides du Buëch et de La Blaisance : servitude de protection selon l'article L 123-1-5-III 2° du CU

. Préserver les espaces de bon fonctionnement au sens du SDAGE (cours d'eau, eau libre, ripisylves naturelles des cours d'eau).	- Intégration du SDAGE (cf. p. 65 et 124). - Zones humides du Buëch et de La Blaisance : servitude de protection selon l'article L 123-1-5-III 2° du CU
. Préserver les zones à vocation productive : agricoles, forestières, artisanales, etc.	- Définition de zones Aa, Nn, Ne, Uc.
. Eviter l'introduction de plantes à caractère envahissant ou potentiellement envahissant : essences locales à privilégier pour les plantations (haies, vergers, fleurissements, etc.), éviter l'apport de terre provenant d'autres sites.	- Cf. Règlement (article 13 Espaces libres et plantations).
. Eviter les bouleversements de la micro-topographie (éviter la généralisation de remblais, l'apport de terre provenant d'autres sites, les enrochements injustifiés, etc.).	- Cf. Règlement
. Maîtriser la création et l'extension des carrières et remettre en état après chaque phase d'exploitation (mesure III.4.2).	- Pas de carrière à Trescléoux.
. Reconnaître les bordures de routes et les espaces verts comme des milieux ordinaires recelant une biodiversité et nécessitant une gestion adaptée (mesure III.4.2).	- Mesure ne relevant pas du PLU.
. Maîtriser les impacts des nouveaux ouvrages et aménagements.	- Mesure ne relevant pas directement du PLU.
. Améliorer les éclairages publics (diminution des puissances, incitation à l'extinction nocturne), afin de préserver la qualité du ciel nocturne, de réduire la pollution lumineuse impactant la faune nocturne (oiseaux, chiroptères, insectes, etc.) (mesure II.2.1).	- Mesure ne relevant pas du PLU même si le règlement met en garde en cas de travaux sur la préservation des espèces et habitats.
. Veiller à l'intégration paysagère des aménagements.	- Prise en compte de la dimension paysagère (cf. p. 56 et 121). - Cf. Règlement (article 11) - Cf. Orientations d'Aménagement et de Programmation
- Dans l'organisation des sports de nature et la gestion de la circulation des véhicules motorisés dans les espaces naturels (loi de janvier 1991) (mesures II.3.1 et II.3.2).	- Mesure ne relevant pas du PLU.
Développement d'une approche intégrée des risques naturels (2018).	- Prise en compte de la CIPTM (cf. p. 51, p. 110 et Annexes 54 – Risques).
Sensibilisation, dans le cadre d'actions d'éducation à l'environnement et au territoire, de la population locale et notamment des acteurs sociaux-économiques locaux (élus, services communaux, intercommunaux et départementaux, agriculteurs, etc,...) sur l'importance des connectivités écologiques pour le maintien de la biodiversité et la qualité des milieux naturels.	- Mesure ne relevant pas du PLU.

Les communes s'engagent à :	PLU
Mettre leurs orientations et leurs choix d'aménagement du territoire en compatibilité avec les orientations de la présente mesure, dans le cadre de la création ou de la révision de leur document d'urbanisme (carte communale, PLU, etc.), ou pour toute création de nouvelles infrastructures, projets d'extensions urbaines, etc.	- Compatibilité du PLU avec le PNR : objet de la présente partie.

Ambition III : Concevoir un aménagement cohérent, solidaire et durable des Baronnies Provençales

- III.1 Préparer et accompagner un urbanisme rural durable
 - III.1.1 Accompagner le développement d'un urbanisme rural en maîtrisant la consommation foncière

Objectifs	PLU
Doter l'ensemble du territoire de documents de planification et d'urbanisme de qualité, qui déclinent les orientations de la Charte de manière adaptée, en fonction des enjeux respectifs du cœur des Baronnies Provençales et des marches est et ouest du territoire, en privilégiant les approches intercommunales.	- Déclinaison des orientations de la Charte dans le PLU : objet de la présente partie.
Viser une mise en cohérence du territoire pouvant conduire à l'élaboration d'un SCOT	-

Contenu de la mesure	PLU
Accompagner les communes et les intercommunalités dans l'élaboration et la révision de documents de planification et d'urbanisme, afin de les aider à décliner de manière exemplaire sur l'ensemble du territoire les orientations de la Charte en intégrant les principes d'aménagement et les objectifs de qualité suivants :	
- Préservation de la qualité des milieux ordinaires et remarquables ainsi que leurs fonctionnalités (mesures I.1.2, I.1.3 et I.1.4).	- Définition de zones Nn et Aa. - Servitude de protection selon l'article L 123-1-5-III 2° du CU (Buëch et La Blaisance)
- Préservation des surfaces agricoles cultivées (zonage, acquisitions foncières dans le cadre de Zones Agricoles Protégées (mesures II.1.1 et II.4.1)).	- Définition de sous-zonages agricoles (zones Aa et Ac). - ZAP : mesure proposée dans le PLU comme moyen de préservation des terres agricoles (Cf. PADD).
- Prise en compte des risques naturels (feux, inondations, éboulements ...) (mesure I.3.2).	- Prise en compte de la CIPTM (cf. p 51, p. 110 et Annexe 54 - Risques).
- Gestion qualitative et quantitative de l'eau (sources, alimentation en eau potable, nouveaux usages des patrimoines (canaux, sources) et besoins économiques) (orientation I.3, mesures I.4.2 et I.4.3).	- Intégration du SDAGE (cf. p. 65 et 124). - Prise en compte dès le PADD.
- Production territoriale d'énergie renouvelable nécessaire à la satisfaction des besoins en chaleur, individuels et collectifs (mesure III.2.2).	- Installations de productions d'énergie renouvelable autorisées en U, AU, Ac.
- Qualité architecturale et énergétique (objectif niveau énergie zéro) des nouveaux bâtiments publics ou économiques, la sensibilisation et l'appropriation de cette qualité par les particuliers, la réappropriation et la valorisation de l'espace public	- Cf. Règlement (article 11) - Installations de productions d'énergie renouvelable autorisées.
- Limitation de l'artificialisation des sols et la banalisation des paysages (mesures III.4.2 et III.1.3).	- Densification. - Développement de constructions autour du bâti déjà existant.

<p>Adapter les préconisations d'aménagement en fonction des enjeux respectifs du cœur rural de massif et des marches est et ouest du territoire (sur les marches Est et Ouest) :</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser et accompagner les élus et acteurs du territoire confrontés aux enjeux de la périurbanisation et aux menaces d'artificialisation des sols et de banalisation des paysages. 	<ul style="list-style-type: none"> - La démarche de PLU a été l'occasion de sensibiliser les élus à cette approche.
<ul style="list-style-type: none"> - Préserver la vocation agricole des terres cultivées, la gestion de l'eau, la préservation des fonctionnalités écologiques, des patrimoines naturels, culturels et paysagers. L'intégration et la mobilisation des ressources renouvelables sont prises en compte dans l'accompagnement des dynamiques résidentielles, en application des mesures de la Charte. 	<ul style="list-style-type: none"> - Définition de zones Aa et Ac. - Prise en compte des ressources en eau. - Définition de zones Nn. - Trames écologiques en zones Nn et Aa. - Servitude de protection selon l'article L 123-1-5-III 2° du CU (Buëch et La Blaisance).
<ul style="list-style-type: none"> - Maîtriser l'étalement urbain en privilégiant la densification de l'habitat et la mixité des fonctions urbaines. 	<ul style="list-style-type: none"> - Densification : remplissage de "dents creuses" et d'une poche d'urbanisation (zone AU)
<ul style="list-style-type: none"> - Développer un habitat intermédiaire entre l'habitat individuel et collectif. 	<ul style="list-style-type: none"> -
<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'organisation de l'instruction des permis de construire par les collectivités locales, en animant un réseau d'architectes conseil, de paysagistes et d'urbanistes. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mesure ne relevant pas du PLU

Les communes s'engagent à :	PLU
Intégrer les orientations de la Charte lors de la création ou de la révision de tout document de planification ou d'urbanisme, en veillant notamment à :	
- Mettre en œuvre des Zones Agricoles Protégées.	- Mesure proposée dans le PLU comme moyen de préservation des terres agricoles (Cf. PADD).
- Intégrer les dispositions nécessaires à la mixité de l'habitat et à la conception de logements à destination de la population locale.	- 8 logements communaux existants sur la commune.
- Favoriser des formes urbaines permettant des constructions énergétiquement sobres et la mise en œuvre de solutions techniques intégrant les énergies nouvelles.	- Règlement du PLU assez permissif pour permettre ce genre de constructions
- Prendre des dispositions visant à encourager et encadrer le développement des énergies renouvelables.	- Dispositifs d'énergies renouvelables autorisés dans le PLU.
- Bonifier les droits à construire pour les constructions et rénovations à haute performance énergétique et environnementale	- Le COS n'existe plus. Mesure inopérante dans le contexte local
Associer le Parc en amont de leur démarche, et prendre appui sur les analyses, les outils de référence (ex : chartes paysagères) et les porter à connaissance proposés par le Parc.	- Intégration de la charte du PNR : objet de la présente partie.

Ambition III : Concevoir un aménagement cohérent, solidaire et durable des Baronnie Provençales

- III.1 Préparer et accompagner un urbanisme rural durable
 - III.1.2 Favoriser des projets d'aménagements cohérents et solidaires

Objectifs	PLU
Assurer un aménagement équilibré du territoire, en confortant un réseau de bourgs et villages ruraux structurants et attractifs, par la mobilisation de dispositifs d'accompagnement des investissements.	<ul style="list-style-type: none"> - Recentrage de l'urbanisation autour du bâti existant via le PLU. - Pas de dispositions financières assurées par le PLU.

Contenu de la mesure	PLU
Développement et aménagement d'espaces de services (mesures II.4.4 et III.4.3), dans les bourgs centres structurant le cœur des Baronnie Provençales (pôles d'activités et de services).	<ul style="list-style-type: none"> - Trescléoux pas situé au cœur des Baronnie
Amélioration et intégration paysagères et environnementales des bâtiments d'exploitations agricoles et des zones d'activités artisanales et touristiques (mesure I.1.4).	<ul style="list-style-type: none"> - Constructions agricoles en zones Ac ; prescriptions concernant l'aspect extérieur (cf. Règlement – article 11) - Pas de zone d'activités spécialement dédiée

<p>Actions favorisant le maintien dans les villages des derniers commerces du genre.</p> <p>Application de la réglementation de la publicité et mise en place de signalétiques (mesure III.4.2) (2018).</p> <p>Opérations de qualification et d'aménagements des entrées de bourgs, des places de villages, de l'éclairage public (mesures II.2.1, III.2.1 et III.4.2), réhabilitation des patrimoines hydrauliques, canalisation des eaux excédentaires, systèmes innovants d'assainissement (mesure I.3.1).</p> <p>Accompagnement et soutien à la contractualisation de démarches globales exemplaires d'aménagement des bourgs et villages ruraux (pôles d'activités et de services et pôles de proximité) (mesures III.1.1 et III.4.2, orientations I.3 et III.2).</p>	<ul style="list-style-type: none"> - PLU n'allant pas à l'encontre de ces mesures. - Volonté communale existante (ex. développement des services). - Certaines mesures ne relevant pas du PLU.
--	---

Les communes s'engagent à :	PLU
<p>Informier et associer le Parc de leurs projets de développement de zones d'activités.</p> <p>Informier et associer le Parc de leurs projets d'aménagements des entrées de bourgs, des places de villages, de l'éclairage public, de réhabilitation des patrimoines hydrauliques, de canalisation des eaux excédentaires et de projets d'assainissement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de zone d'activités spécialement dédiée. -

Ambition III : Concevoir un aménagement cohérent, solidaire et durable des Baronnie Provençales

- o III.1 Préparer et accompagner un urbanisme rural durable
 - III.1.3 Expérimenter une politique du logement source de revitalisation conciliant identité architecturale et éco- construction

Objectifs	PLU
<p>Répondre aux besoins de la population par le développement de différents types de logements, qualitativement adaptés aux caractères et potentialités des patrimoines et paysages, sociologiquement adaptés aux différents types de ménages présents sur le territoire, financièrement et socialement accessibles, économes en foncier et prenant en compte les enjeux énergétiques.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Compatible

Contenu de la mesure	PLU
Observatoire de l'habitat (terrains disponibles, profil sociologique des acheteurs, besoins des actifs, évolution des formes architecturales, conflit d'usage entre résidences secondaires et résidences principales, etc.) (2015 - 2018).	- Mesure ne relevant pas du PLU.
Actions de formation et de sensibilisation aux enjeux du logement des élus, maîtres d'œuvre, artisans et habitants (conférences, guides de références, outils pédagogiques, transferts d'expériences et visites de réalisations) (2015 - 2018).	- Mesure ne relevant pas du PLU.
Projets architecturaux ou d'éco-quartiers exemplaires et innovants du point de vue de la qualité environnementale (prise en compte prioritaire des problématiques eau et énergie), sociale, paysagère et architecturale (mesure II.4.3).	- Pas de projet architectural ou d'éco-quartier connu. Le PLU ne va pas à l'encontre de tels projets.
Recherche et transfert de nouveaux montages juridiques et financiers afin de faciliter la réalisation et l'accès économique à de nouveaux logements.	- Mesure ne relevant pas du PLU.
Actions de concertation (ABF, CAUE, élus, maîtres d'œuvre) permettant de concilier innovation architecturale et énergétique et préservation des patrimoines.	- Mesure ne relevant pas du PLU.
Actions d'incitation à la location du parc privé dans les centres bourgs et de réflexion sur la mutation en résidence principale des résidences secondaires.	- Mesure ne relevant pas du PLU. - Possibilité d'instaurations de taxes.

Les communes s'engagent à :	PLU
Poursuivre la réhabilitation et la valorisation du patrimoine bâti et le développement d'une offre de logements adaptée, aux différents publics, aux enjeux de maîtrise du foncier, de l'énergie et de la préservation des patrimoines et des paysages.	- 8 logements communaux (soit 5,5% des résidences principales)

Le PLU ne va pas à l'encontre des orientations du projet de PNR des Baronnies Provençales le concernant. Au contraire, les choix du PLU permettent de répondre à certaines orientations de la charte à travers les choix de zonage et de réglementation notamment.

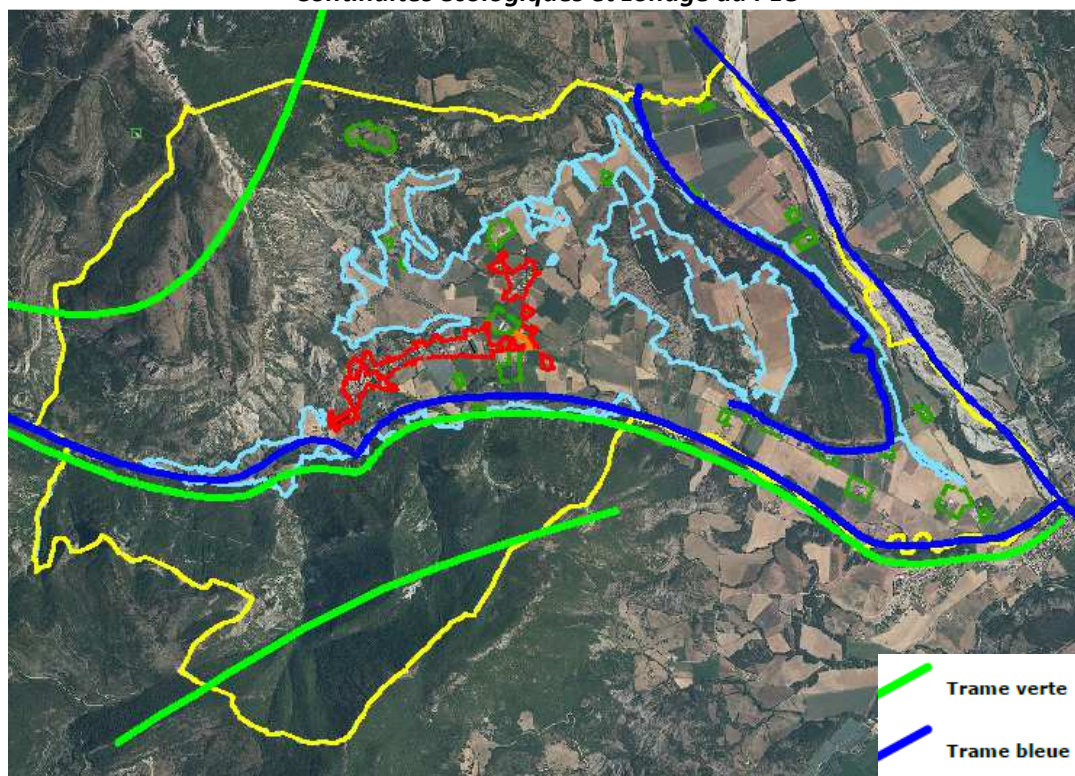
Le PLU est compatible avec le projet de charte du PNR.

→ Espaces Naturels sensibles

L'Espace Naturel Sensible (ENS) "Falaises de Trescléoux-Orpierre" est potentiellement éligible à la politique ENS. Aucun périmètre n'a encore été défini. Il n'y a donc pas d'enjeu par rapport à cet ENS.

→ Les continuités écologiques

Continuités écologiques et zonage du PLU



-Sources : D'après le zonage du PLU –

Aucune zone Urbaine (U), ni A Urbaniser (AU) n'est concernée par les continuités écologiques. Les zones humides du Buëch et de La Blaisance bénéficient de la servitude de protection selon l'article L.123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.

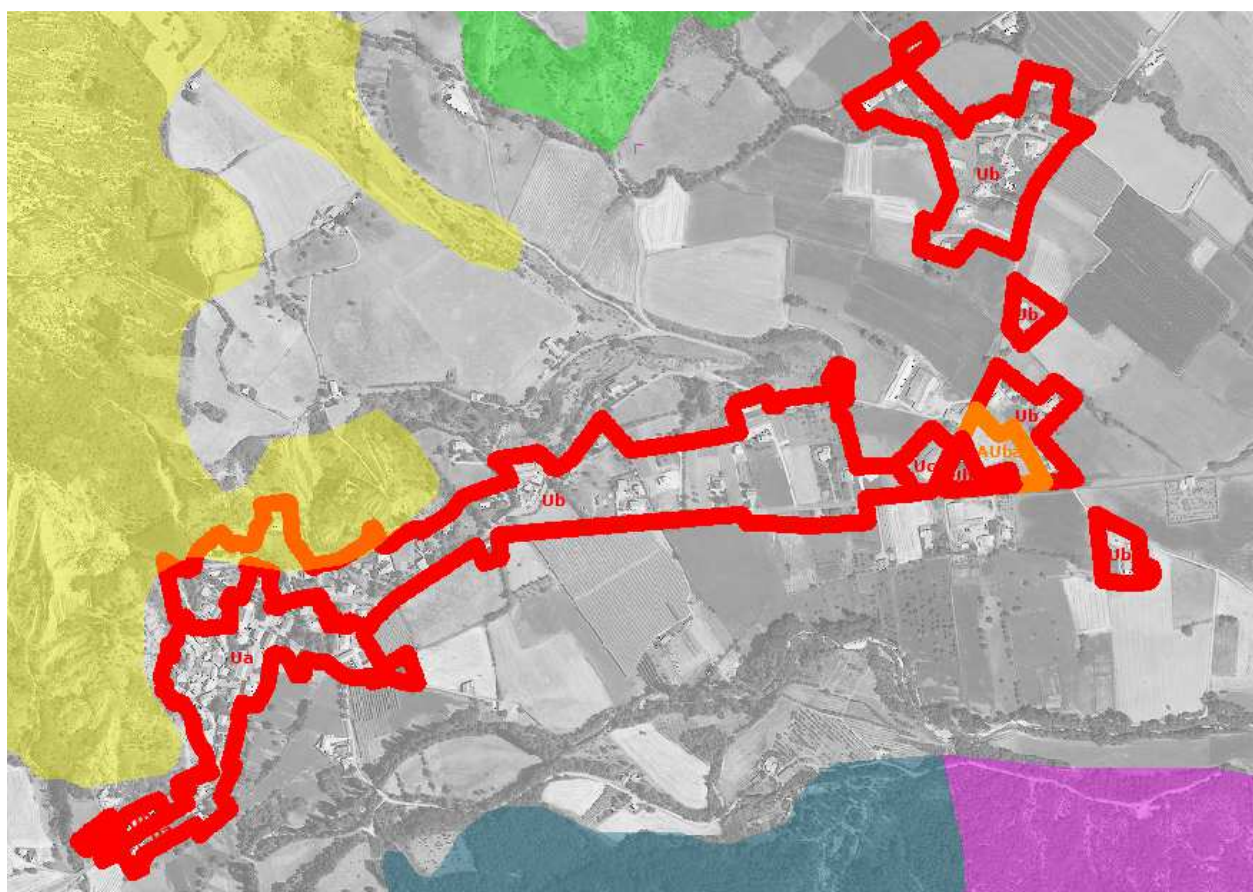
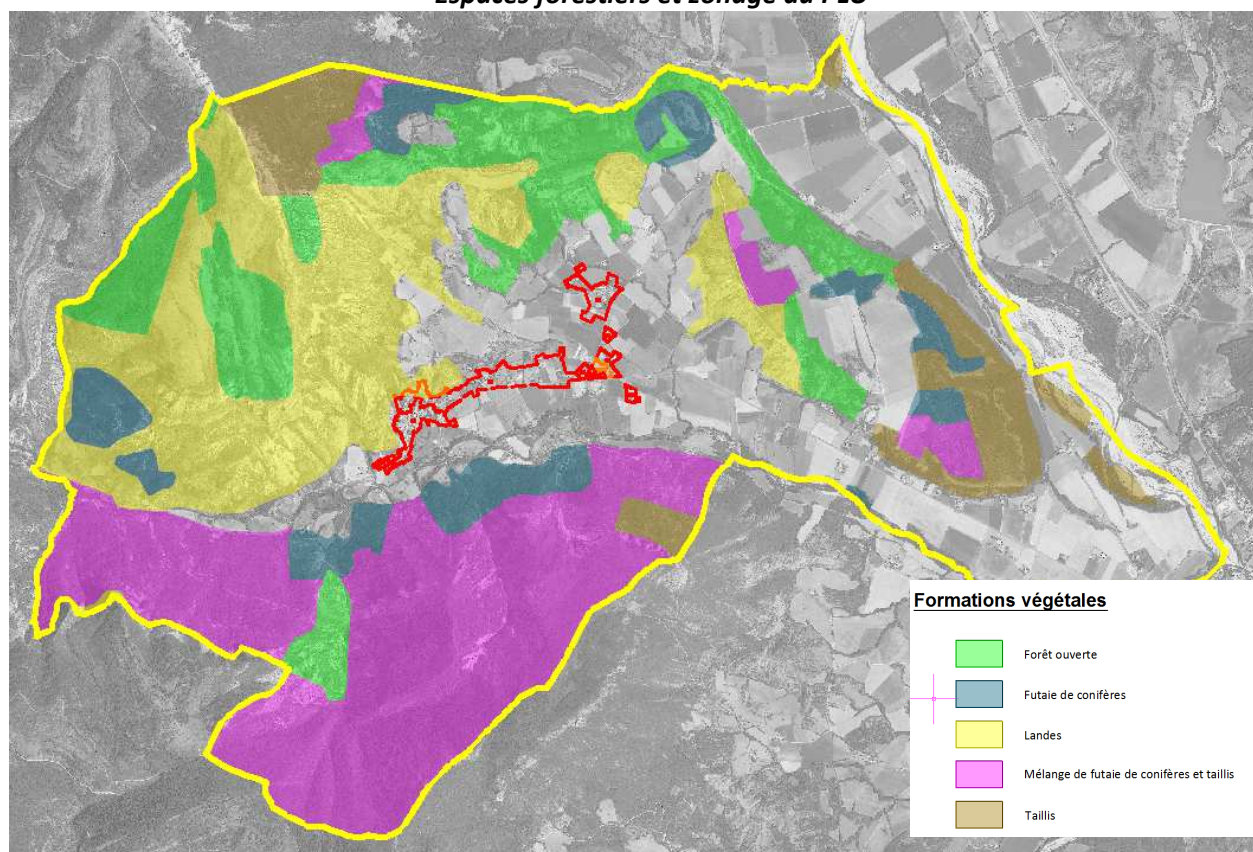
Les choix de zonage n'affectent pas les continuités écologiques.

→ L'espace forestier

La délimitation des zones Urbaines (U) et A Urbaniser (AU) a été réalisée en fonction des constructions existantes. Une partie de la zone Ub du village empiète sur des landes. Pour le reste, les espaces boisés ont été évités.

Aucun espace forestier n'est affecté par les choix de zonage du PLU.

Espaces forestiers et zonage du PLU



■ L'eau libre

Il n'y a pas d'intervention (aménagement) sur les cours d'eau.

Les choix d'urbanisation ne portent pas atteinte au réseau hydrographique de la commune.

■ Le climat

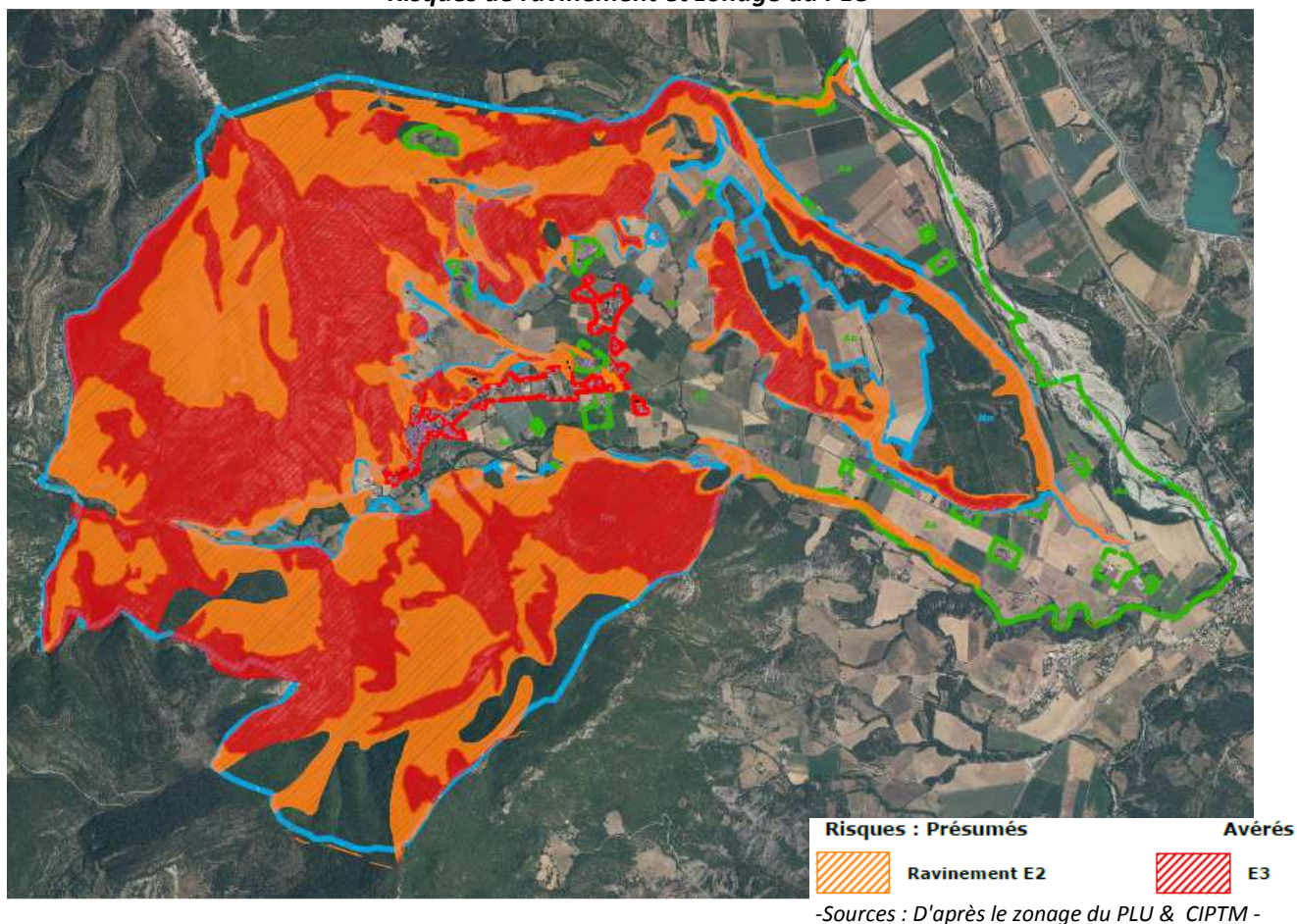
Le complément de constructions ne devrait pas modifier la qualité de l'air vu le nombre restreint de constructions concernées ; à fortiori le climat ne sera pas modifié.

■ Les risques naturels

A noter que certaines constructions peuvent se trouver en secteur de risques avérés ou présumés selon la carte CIPTM ; cela n'interdit pas pour autant toute évolution (cf. Annexe 54 Risques et les dispositions décrites dans le règlement).

→ Mouvement de terrain

Risques de ravinement et zonage du PLU



Construction isolée concernée par le risque de ravinement avéré au Nord du Village

Aucune zone Urbaine (U), ni A Urbaniser (AU), ni Agricole constructible (Ac) n'est concernée par le risque de ravinement avéré.

A noter qu'une construction isolée en zone Naturelle à protéger (Nn) est concernée par le risque de ravinement avéré au Nord du Village. Toutefois, des dispositions particulières ont été dressées pour les constructions concernées par le risque de ravinement avéré : cf. Annexe 54 Risques.

Aucune zone A Urbaniser (AU) n'est concernée par le risque présumé de ravinement.

Certaines zones Urbaines (U) et Agricoles constructibles (Ac) ainsi que la zone Naturelle de loisirs (NI) sont partiellement concernées par le risque présumé de ravinement. Quelques constructions isolées sont également concernées par ce risque présumé. Toutefois, ce risque n'empêche pas les constructions (cf. Annexe 54 Risques).



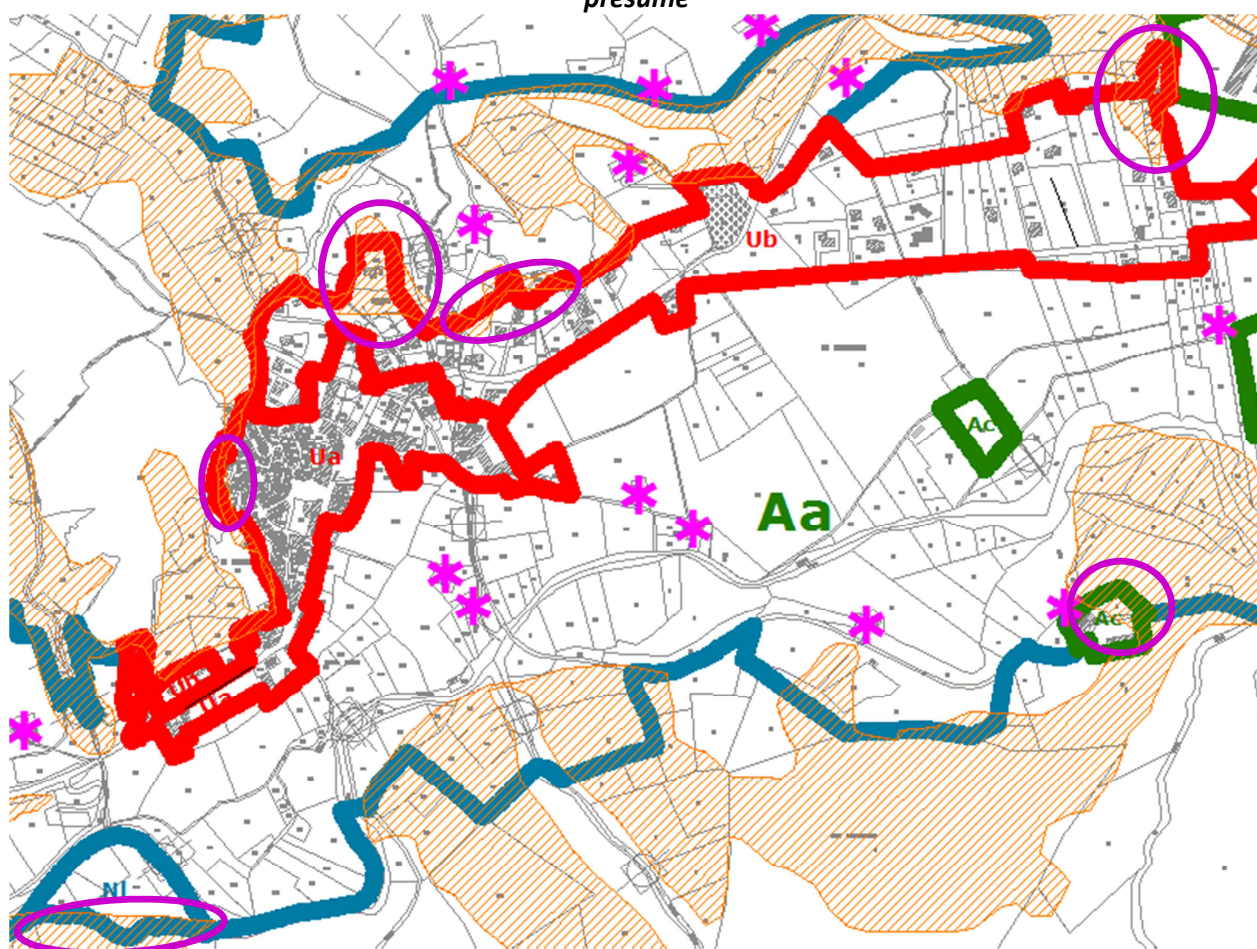
Bâtiment présentant un intérêt architectural ou patrimonial (article L123-1-5-II 6° du CU)



Risque de ravinement avéré

-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -

Zones Urbaines, Agricoles constructibles et Naturelle de loisirs concernées par le risque de ravinement présumé

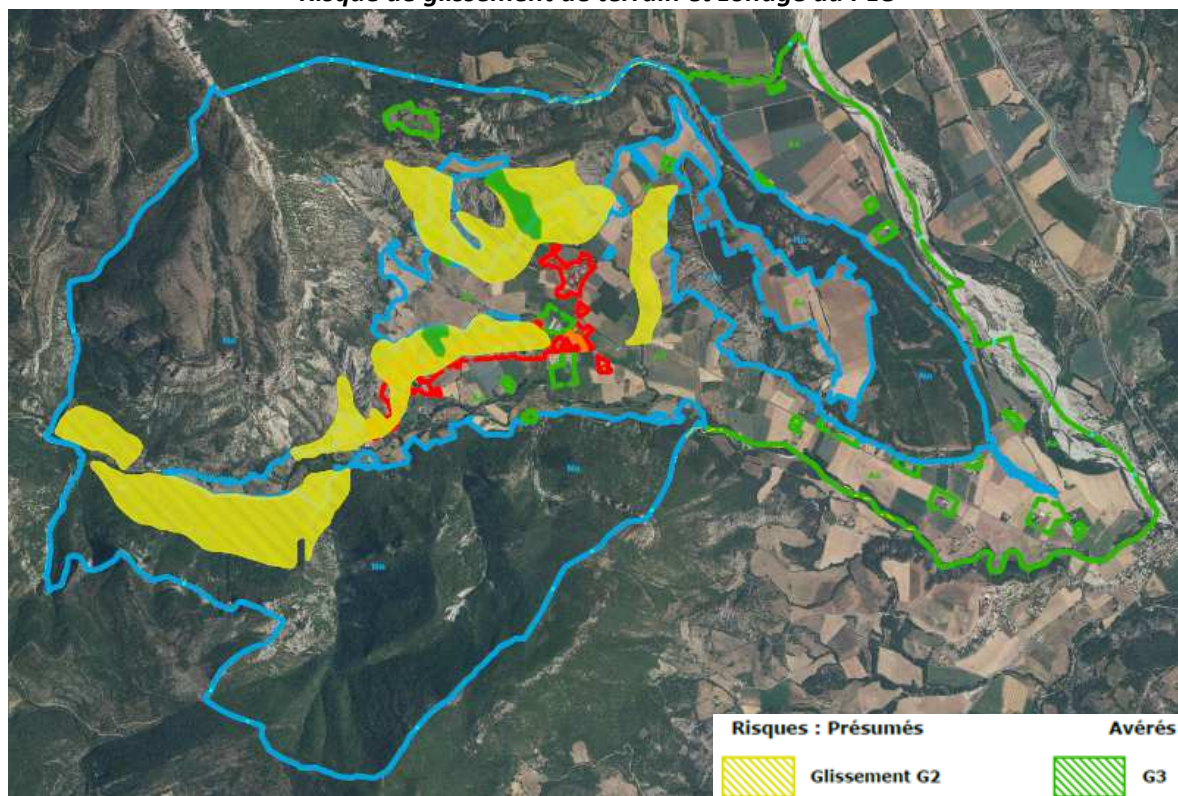


Zones à enjeu liées au risque de ravinement présumé



Risque de ravinement présumé

Risque de glissement de terrain et zonage du PLU

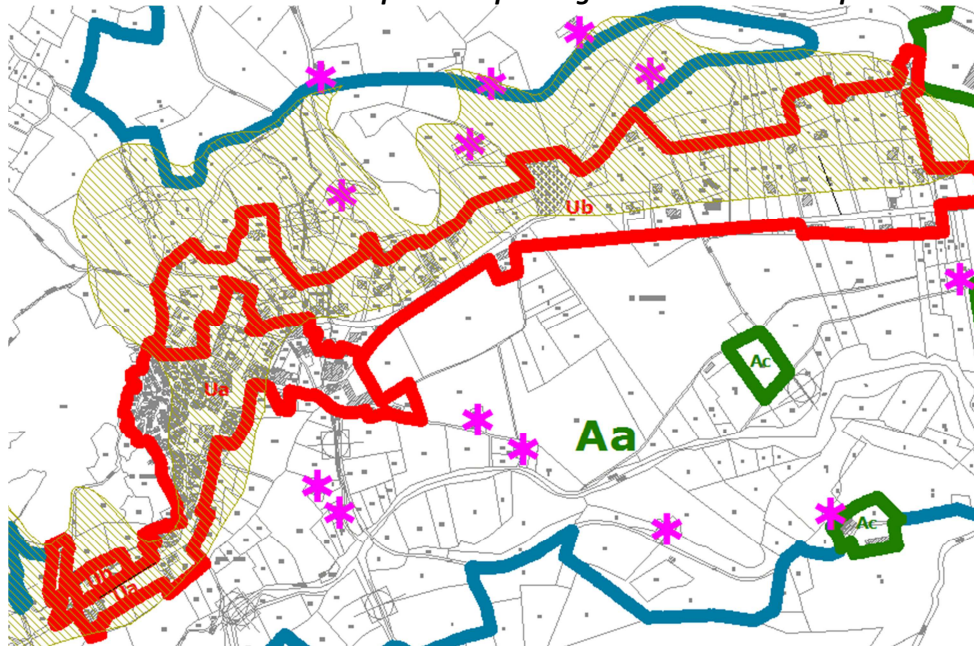


-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -

Aucune zone Urbaine (U), ni A Urbaniser (AU), ni Agricole constructible (Ac), ni construction isolée n'est concernée par le risque avéré de glissement de terrain.

Certaines zones Urbaines (U) et Agricoles constructibles (Ac) sont concernées par le risque présumé de glissement de terrain. Toutefois, cela n'empêche pas la constructibilité (cf. Annexe 54 Risques). Une dizaine de constructions isolées sont également concernées par ce risque présumé.

Zones Urbaines concernées par le risque de glissement de terrain présumé

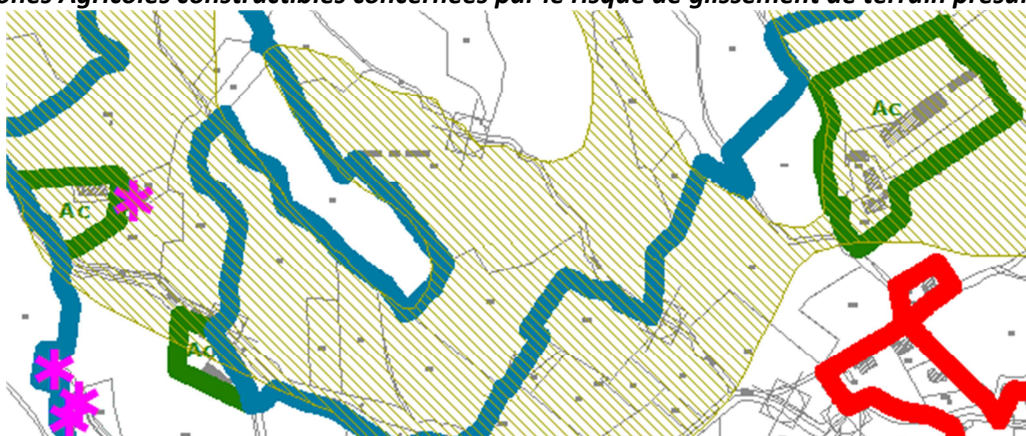


-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -



Risque de glissement de terrain présumé

Zones Agricoles constructibles concernées par le risque de glissement de terrain présumé

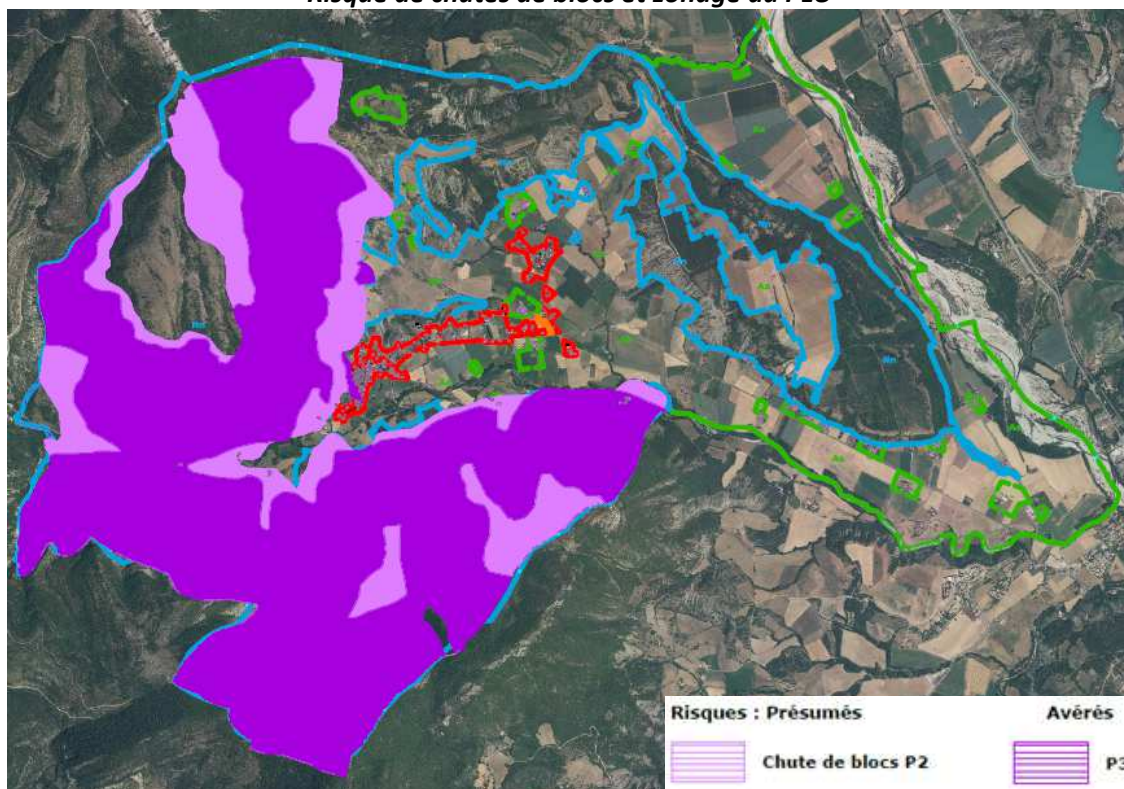


-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -



Risque de glissement de terrain présumé

Risque de chutes de blocs et zonage du PLU



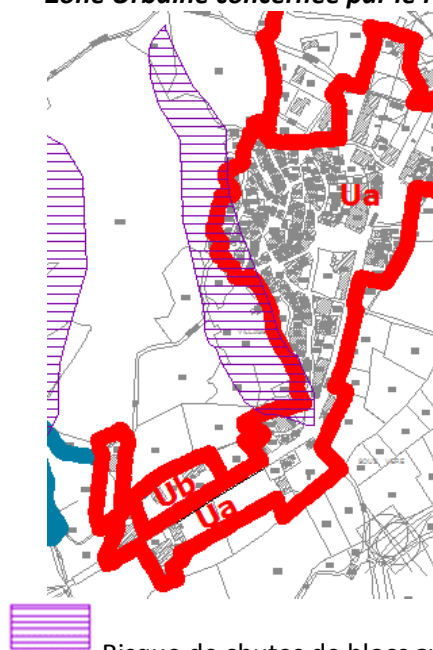
-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -

La seule zone A Urbaniser (AU) définie sur le territoire communal n'est pas concernée par le risque de chute de blocs (ni avéré, ni présumé).

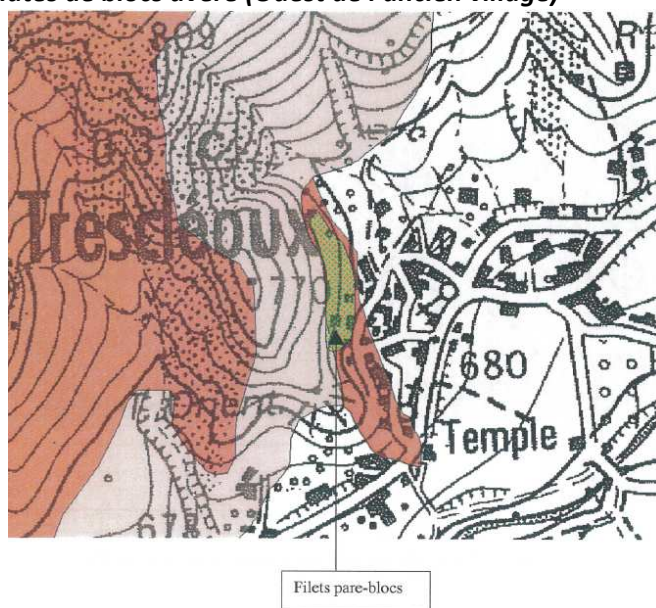
Concernant les zones Urbaines, seule une surface très limitée à l'Ouest de la zone Urbaine du centre ancien (Ua) est concernée par le risque avéré de chutes de blocs. Toutefois, la zone Ua est globalement déjà construite. Les "dents creuses" qui peuvent être concernées par ce risque avéré seront inconstructibles (cf. Annexe 54 Risques).

A préciser qu'un filet pare-blocs a été installé en 2006 en amont de l'ancien village pour protéger des chutes de blocs.

Zone Urbaine concernée par le risque de chutes de blocs avéré (Ouest de l'ancien village)



Risque de chutes de blocs avéré
-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -



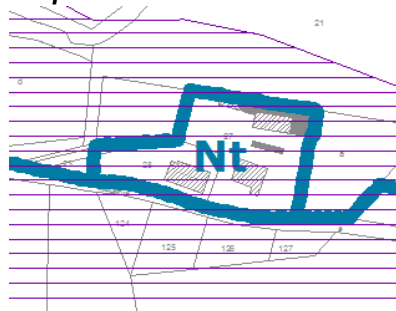
-Sources : DDT, RTM -

Aucune zone Agricole constructible n'est concernée par le risque de chutes de blocs avéré.

La zone Naturelle d'accueil avec hébergement collectif (Nt) est concernée par le risque avéré de chute de blocs. Des dispositions rendent cette zone inconstructible (cf. Annexe 54 Risques).

Un dispositif de protection contre les chutes de blocs (merlons) a été mis en place pour protéger cette zone.

Zone Naturelle d'accueil avec hébergement collectif concernée par le risque avéré de chutes de blocs



Risque de chutes de blocs avéré
-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -

Merlons de protection contre les chutes de blocs



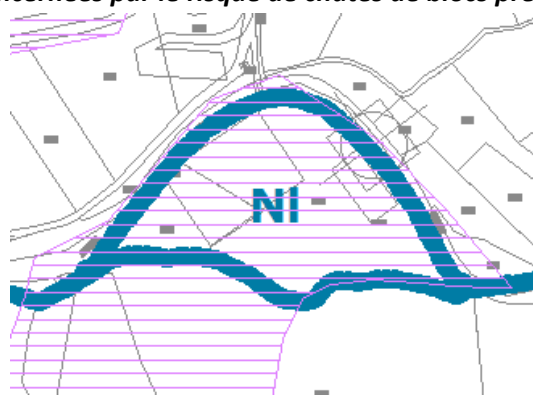
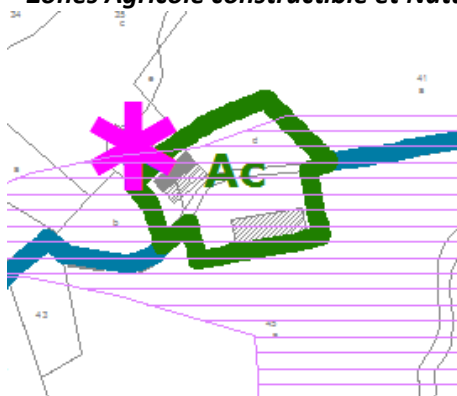
Une construction isolée est concernée par le risque avéré (Dispositions : cf. Annexe 54 Risques).

Aucune zone Urbaine (U), ni A Urbaniser (AU) n'est concernée par le risque présumé de chute de blocs.

La zone Naturelle à vocation de loisirs (NI) et une zone Agricole constructible (Ac) sont concernées par le risque présumé de chutes de blocs ; toutefois, cela n'empêche pas la constructibilité (cf. Annexe 54 Risques).

Des constructions isolées sont également concernées par le risque présumé de chutes de blocs.

Zones Agricole constructible et Naturelle de loisirs concernées par le risque de chutes de blocs présumé

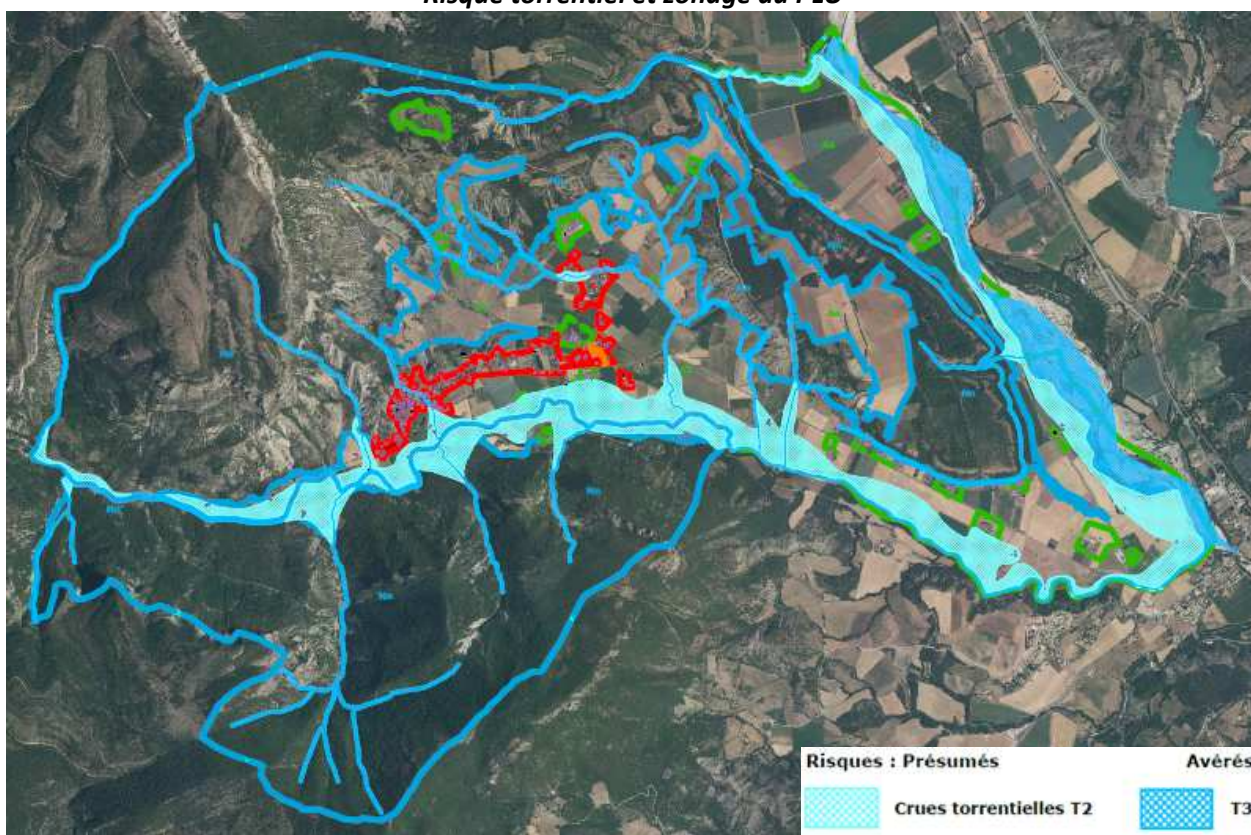


-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -



Risque de chutes de blocs présumé

Risque torrentiel et zonage du PLU



-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -

La zone A Urbaniser (AU) n'est pas concernée par le risque torrentiel (ni avéré, ni présumé).

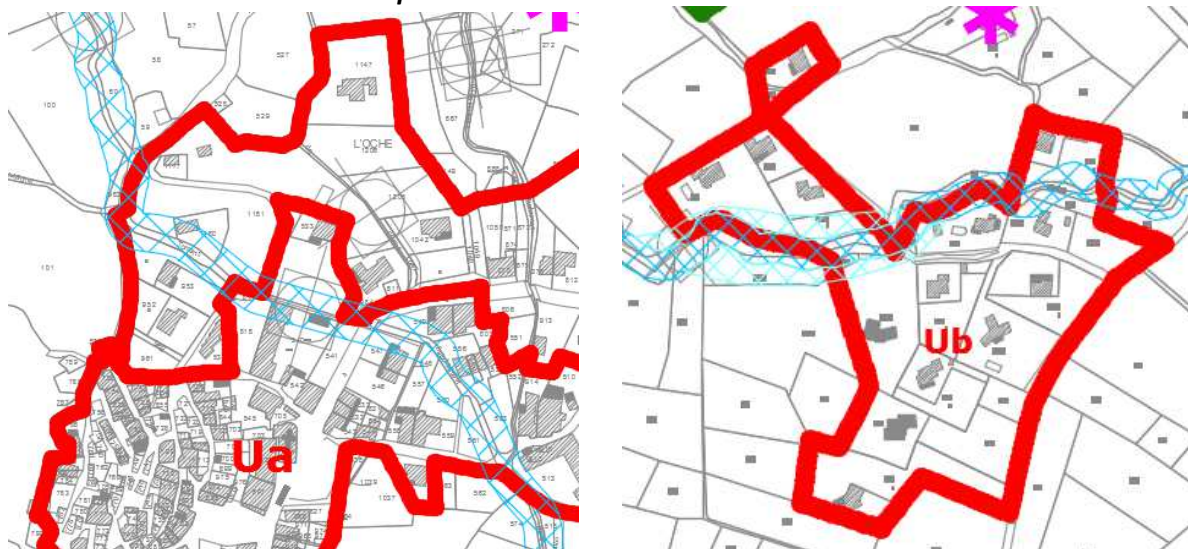
La zone Urbaine de l'ancien Village (Ua) et la zone Urbaine (Ub) qui y est accolée sont concernées par le risque torrentiel avéré (surface limitée de part et d'autre du cours d'eau traversant le Village pour rejoindre la Blaisance). Toutefois, cette zone est globalement déjà construite.

La zone Urbaine (Ub) au Nord-Est du Village (La Flachière) est concernée par le risque torrentiel avéré (surface limitée de part et d'autre du cours d'eau traversant ce quartier).

Les nouvelles constructions seront interdites dans les éventuelles "dents creuses" des zones Ua et Ub concernées par le risque torrentiel avéré (cf. Annexe 54 Risques).

La zone Ub (La Flachière) est également concernée par le risque torrentiel présumé (Dispositions : cf. Annexe 54 Risques).

Risque torrentiel dans les zones Urbaines



-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -



Risque torrentiel présumé



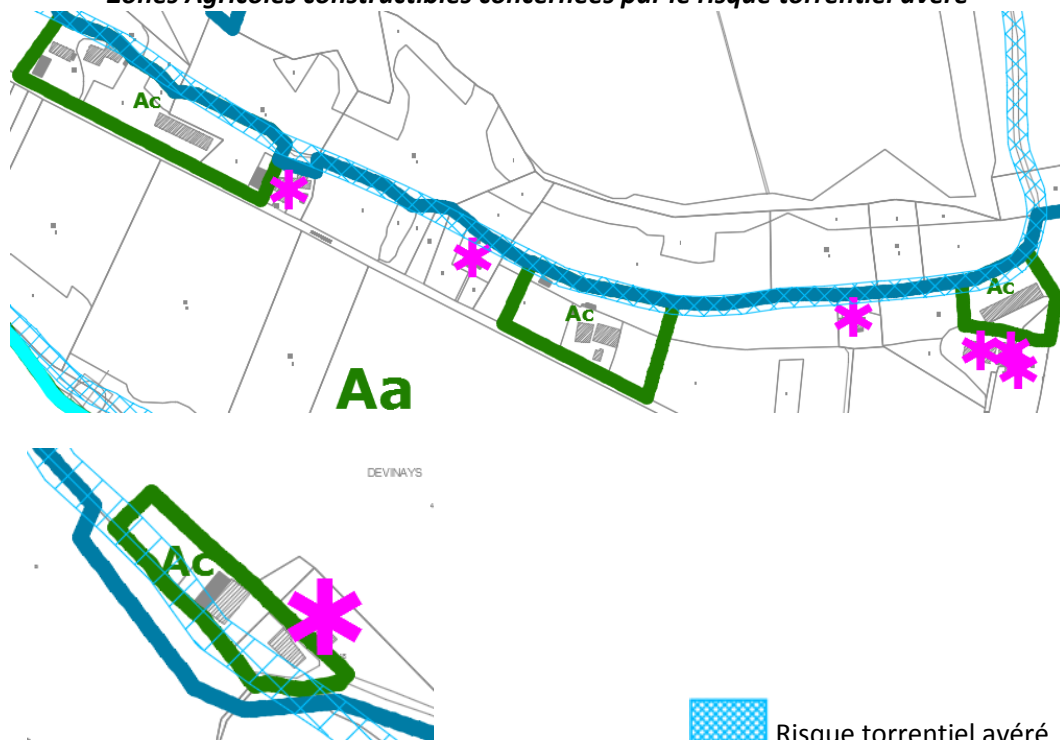
Risque torrentiel avéré

Certaines zones Agricoles constructibles (Ac) au Sud du Serre du Devès sont concernées par le risque torrentiel avéré sur une surface marginale. La zone Ac à l'Est du Serre du Devès (Devinays) est également concernée par ce risque avéré. Ce risque torrentiel est lié au passage du canal d'arrosage.

La zone Naturelle à vocation de loisirs (NI) est concernée par le risque torrentiel avéré lié au passage de la Blaisance. Le risque torrentiel présumé s'étend dans la zone NI, ce qui n'empêche pas la constructibilité (cf. Annexe 54 Risques).

Les nouvelles constructions seront interdites dans les zones concernées par le risque torrentiel avéré (cf. Annexe 54 Risques).

Zones Agricoles constructibles concernées par le risque torrentiel avéré



Risque torrentiel avéré

-Sources : D'après le zonage du PLU & CIPTM -

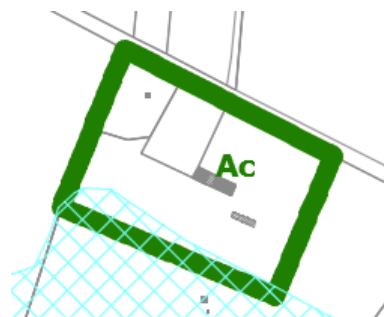
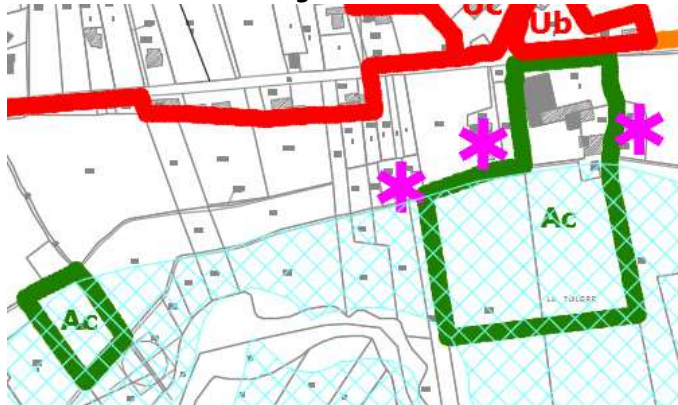


Risque torrentiel avéré

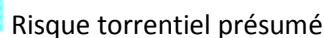


Une construction isolée est concernée par le risque torrentiel avéré.

Zones Agricoles constructibles concernées par le risque torrentiel présumé



Risque torrentiel présumé



17 Septembre 2015

→ Retrait-gonflement des argiles

Il n'y a pas de risque fort lié au retrait-gonflement des argiles sur la commune.

Le risque moyen de retrait-gonflement des argiles s'étend sur des zones Urbaines (secteurs à l'Est du village et de La Flachière) et inclut la zone A Urbaniser (AU). Il concerne également plusieurs zones Agricoles constructibles (Ac).

L'Ouest de l'ancien Village est principalement concerné par le risque faible de retrait-gonflement des argiles.

Concernant le risque argile, les prescriptions constructives doivent être respectées.

→ Feux de forêts

Les extensions d'urbanisation prévues ne sont pas à proximité d'espaces forestiers. Les zones de développement d'urbanisation ne sont donc pas exposées au risque fort de feux de forêt évalué pour la commune.

→ Séismes

Le risque de séisme s'étendant uniformément sur toute la commune, sa prise en compte n'a pas d'incidence sur les choix de délimitation du zonage.

2. Préservation et / ou mise en valeur de la nature

■ Orientations dans le PADD

Les orientations générales du PADD relatives au thème de la "nature" (tel qu'il vient d'être traité en termes d'évaluation des incidences) sont :

- Préserver les atouts de la commune
- Mettre en valeur les espaces naturels (sentiers,...)
- Protéger le bois de la Garenne, les rives de la Blaisance et les autres espaces naturels
- S'appuyer sur les protections existantes (gestion ONF)
- Maintenir les protections existantes
- Protéger les haies de peupliers en bordure de Blaisance (ripisylves)
- Protéger les réseaux hydrauliques naturels (canaux) + canal du Grand arrosage
- Préserver les falaises

■ Mise en œuvre des orientations

Les grands **espaces naturels** ont été classés en zone Naturelle à protéger (Nn), ce qui leur apporte une protection forte.

Les ZNIEFF, la zone Natura 2000 et les zones humides bénéficient d'un zonage qui contribue à leur protection.

Les espaces forestiers (y compris les bois de la Garenne) sont classés en zone Naturelle à protéger (Nn).

Les rives de la Blaisance sont classées en zone Agricole stricte (Aa) et en zone Naturelle à protéger (Nn).

Les cours d'eau sont essentiellement classés en zone Naturelle à protéger (Nn) et en Agricole stricte (Aa). Les cours d'eau traversant les zones Urbaines (U) ont été pris en compte ; pour les demandes d'autorisation de construire, il convient de se référer à l'Annexe 54 et aux dispositions du règlement.

Les zones humides du Buëch et de La Blaisance bénéficient de la servitude de protection selon l'article L.123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.

Le canal du Grand arrosage est essentiellement classé en zone Naturelle à protéger (Nn) ; certains tronçons sont classés en zone Agricole.

Concernant les **Trames Vertes et Bleues**, le règlement contient des prescriptions concernant :

- Les canaux : obligation de maintien des continuités hydrauliques et écologiques
- Les clôtures : interdiction des mailles trop serrées qui empêchent le passage de la petite faune

Les risques ont été pris en compte dans les choix de zonage. Des dispositions concernant les risques figurent en Annexe 54 Risques.

Les ressources consommables

2

1. Incidences sur les ressources consommables

■ L'eau (potable et d'arrosage)

→ L'alimentation en eau de la commune

L'approvisionnement en eau potable a été pris en compte (cf. Eau (potable et d'arrosage) p. 56).

L'alimentation en eau potable de la commune est suffisante pour prévoir une augmentation de population de 110 personnes supplémentaires.

■ L'énergie

Des renforcements concernant l'alimentation électrique sont à prévoir.

2. Préservation et / ou mise en valeur des ressources consommables

■ Orientations dans le PADD

Les orientations générales du PADD relatives au thème "les ressources consommables" (tel qu'il vient d'être traité en termes d'évaluation des incidences) sont :

- Améliorer le réseau d'eau, enfouir les réseaux secs, finir la station d'épuration
- Ne pas envisager d'investissements lourds (utiliser en priorité les équipements existants)
- Protéger les réseaux hydrauliques naturels (canaux) + canal du Grand arrosage
- Favoriser les énergies renouvelables

■ Mise en œuvre des orientations

Les réseaux secs de toute construction ou installation nouvelle devront être réalisés en souterrain.

La zone A Urbaniser (AU) s'insère entre deux zones Urbaines ; cette zone AU bénéficie de la proximité des réseaux existants.

Le canal du Grand Arrosage est essentiellement classé en zone Naturelle à protéger (Nn) ; certains tronçons sont classés en zone Agricole.

Des améliorations au fur et à mesure sont effectuées sur le **réseau d'eau**.

Les panneaux solaires sont réglementés en zone Urbaine Ua et autorisés dans les autres zones. Il avait été envisagé un projet de parc photovoltaïque, aujourd'hui abandonné.

Le projet de la **station d'épuration** a été réalisé et mis en service depuis. Aucune disposition supplémentaire n'est prévu dans le PLU.

Les usages du territoire

3

1. Incidences sur les usages du territoire

■ Le paysage

Les choix d'aménagement ont été réalisés en prenant en compte l'environnement, en particulier dans sa dimension paysagère (cf. Paysage p. 56).

Dans la mesure du possible, les zones d'urbanisation s'appuient sur les éléments naturels du paysage de façon à lui conserver une bonne cohérence.

Les choix de zonage vont dans le sens des enjeux de l'Atlas des paysages des Hautes-Alpes et de la charte du PNR des Baronnies Provençales :

- Le zonage retranscrit la volonté partagée de protéger le vieux village tant dans sa silhouette urbaine que dans sa qualité architecturale en gardant l'urbanisation sur le coteau sans franchir la route départementale, exceptions faites des constructions existantes.
Les perspectives visuelles rapprochées sur le vieux village sont ainsi préservées en évitant toute urbanisation qui pourrait venir perturber (davantage) ces perceptions.
Une servitude selon l'article L.123-1-5-III.2° du Code de l'Urbanisme protège d'autre part le caractère patrimonial du village (Ua).
- Concernant les perspectives visuelles plus lointaines, le zonage limite au strict existant les possibilités d'extensions urbaines dans la plaine qui précède le village.
Aucun développement d'urbanisation n'est prévu dans la plaine agricole du Buëch. Cette plaine est globalement classée en zone Agricole stricte (Aa), ce qui lui apporte une protection forte. Les constructions agricoles ont été repérées et bénéficient d'un classement approprié en zone Agricole constructible (Ac) ; des prescriptions concernant l'aspect extérieur des constructions ont été édictées (cf. article 11 du Règlement). Les constructions isolées ont également été repérées et certaines bénéficient de la servitude de protection selon l'article L 123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.
- Le Buëch et sa ripisylve sont classés en zone Agricole stricte (Aa). La Blaisance et sa ripisylve sont classés en zone Naturelle à protéger (Nn) et en zone Agricole stricte (Aa). Ces classements apportent une protection à ces éléments forts du paysage du territoire communal. De plus, le Buëch et La Blaisance (zones humides) bénéficient de la servitude de protection selon l'article L.123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.
- Il n'y a pas d'activité de gravière à Trescléoux.
- La perspective visuelle sur la plaine du Buëch n'est pas altérée.
- Le développement prévu au centre de la commune est très modéré. La délimitation des zones Urbaines s'est faite en cohérence avec l'organisation du bâti existant. Une seule zone A Urbaniser (AU) a été délimitée ; de surface très limitée (0,67 ha), cette zone AU permet de remplir une poche d'urbanisation en s'intégrant entre deux zones U.

Les incidences des choix de zonage sur le paysage sont donc limitées.

■ Le patrimoine (culturel, monuments historiques, sites classés, sites inscrits, ZPPAUP)

Le projet de développement respecte les éléments du patrimoine et les met en valeur (cf. Préservation et mise en valeur ci-dessous).

■ Les déplacements

L'urbanisation nouvelle strictement délimitée en continuité de l'existant ne crée pas de nouveaux besoins de transports.

2. Préservation et / ou mise en valeur des usages du territoire

■ Orientations dans le PADD

Les orientations générales du PADD relatives au thème "les usages du territoire" (tel qu'il vient d'être traité en termes d'évaluation des incidences) sont :

- Préserver le foncier agricole
- Préserver les exploitations agricoles
- Protéger les terres agricoles de bonne qualité
- Ne pas urbaniser de nouvelles terres agricoles ni de nouveaux ilots agricoles
- Privilégier la défense des exploitations
- Renforcer le village
- Densifier les secteurs bâtis proches du village
- Revaloriser le vieux village
- Améliorer les espaces publics et fontaines
- Ne pas urbaniser en dessous de la RD 50
- Favoriser les opérations d'aménagement
- Conserver le style architectural
- Mettre en valeur les espaces naturels (sentiers,...)
- Protéger le bois de la Garenne, les rives de la Blaisance et les autres espaces naturels
- Protéger les haies de peupliers en bordure de Blaisance (ripisylves)
- Protéger les réseaux hydrauliques naturels (canaux) + canal du Grand arrosage
- Préserver les falaises
- Favoriser les déplacements doux
- Faciliter le covoiturage
- Ne pas dépasser une surface moyenne de 1.000 m² de terrain par logement

■ Mise en œuvre des orientations

Les grands **espaces agricoles** sont classés en zones Agricoles strictes (Aa). Les exploitations agricoles ont été repérées et bénéficient d'un classement approprié en zone Agricole constructible (Ac).

La prise de terres agricoles est très limitée. Le développement prévu pour la commune est très modéré.

La seule zone A Urbaniser (AU) définie correspond à une poche d'urbanisation ; elle est soumise à condition **d'aménagement d'opération d'ensemble**, ce qui permet d'optimiser la cohérence paysagère de l'aménagement de la zone.

La délimitation de la **zone Urbaine** (Ua) de l'ancien Village s'est faite dans les limites de l'enveloppe formée par le bâti existant. Des zones Urbaines (Ub) ont été délimitées. La définition des zones Urbaines s'est faite de manière à privilégier la densification du bâti et à remplir les "dents creuses".

Des règles concernant **l'aspect extérieur des constructions** ont été définies dans les zones constructibles (cf. Article 11 du Règlement).

L'ancien Village bénéficie de la servitude de **protection L 123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme**.

Les constructions isolées présentant un intérêt architectural ou patrimonial ont été pointées sur les documents graphiques (*) au titre de l'article L.123-1-5 II 6° 9ème alinéa du Code de l'Urbanisme. Certaines d'entre elles bénéficient de la servitude de protection L 123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.

Les grands **espaces naturels** sont classés en zone Naturelle à protéger (Nn).

La Blaisance et ses ripisylves sont classées en zones Naturelle à protéger (Nn) et Agricole stricte (Aa).

Le Buëch et La Blaisance (zones humides) bénéficient de la servitude de protection selon l'article L.123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.

Le canal du Grand arrosage est essentiellement classé en zone Naturelle à protéger (Nn) ; certains tronçons sont classés en zone Agricole.

Les falaises sont classées en zone Naturelle à protéger (Nn).

L'urbanisation nouvelle strictement délimitée en continuité de l'existant peut faciliter la mise en place du **covoiturage**.

Un **Emplacement Réserve** a été défini pour la création de places de stationnement au Village.

Les nuisances et pollutions

4

1. Les incidences sur les nuisances et pollutions

■ Les eaux

→ Eaux usées

Il existe une station d'épuration (STEP) de 600 Equivalent-Habitant suffisante par rapport au développement de population prévu (110 personnes supplémentaires).

Les zones Urbaines (U) sont en assainissement collectif. La zone A Urbaniser (AU) sera raccordée au réseau d'assainissement collectif.

→ Assainissement non collectif

Les zones en assainissement non collectif correspondent aux habitations et hameaux isolés, notamment situés à l'Est de la commune.

Il existe un SPANC, relevant d'une compétence intercommunautaire, qui a été délégué à Véolia.

→ Eaux pluviales

Le développement de l'urbanisation favorise l'imperméabilisation des sols. Toutefois, le développement prévu pour la commune est modéré (+ 52 logements).

Il n'y pas de réseau pluvial actuellement sur la commune ; il n'est pas prévu d'en aménager dans l'immédiat.

→ Au regard du SDAGE

La plupart des mesures spécifiques du SDAGE ne concernent pas directement le PLU : cf. ci-dessous.

Les préconisations sont les suivantes :

DU_13_06	Buëch
Problème à traiter :	Problème de transport sédimentaire
Mesures :	3C32 Réaliser un programme de recharge sédimentaire
Problème à traiter :	Perturbation du fonctionnement hydraulique
Mesures :	3C01 Adapter les prélèvements dans la ressource aux objectifs de débit
Problème à traiter :	Déséquilibre quantitatif
Mesures :	1A10 Mettre en place un dispositif de gestion concertée
	3A01 Déterminer et suivre l'état quantitatif des cours d'eau et des nappes
	3A11 Etablir et adopter des protocoles de partage de l'eau
	3A12 Définir des modalités de gestion en situation de crise
	3A14 Améliorer la gestion des ouvrages de mobilisation et de transferts existants
	3B07 Contrôler les prélèvements, réviser et mettre en conformité les autorisations
	3C16 Reconnecter les annexes aquatiques et milieux humides du lit majeur et restaurer leur espace fonctionnel

L'approvisionnement en eau est suffisant par rapport à l'augmentation de population prévue (110 personnes supplémentaires).

La protection du périmètre de la station de pompage de Mazelières a été mise en place par l'arrêté préfectoral n° 2001-338-2 du 4 décembre 2001.

La source de Chauvet est en cours de conformité.

Les continuités écologiques des cours d'eau ne sont pas altérées.

Les dispositions se rapportant aux zones humides (6B) concernent le territoire communal. Concernant ces mesures 6B du SDAGE, on note, pour celles concernant le PLU :

- ZH2 : les zones humides sont classées en zones Agricoles ou Naturelles à protéger (Nn) ; elles bénéficient de la servitude de protection selon l'article L.123-1-5-III 2° du Code de l'Urbanisme.
- ZH7 : la station de pompage de Mazelières bénéficie d'une protection du captage au bord de la Blaisance

Les choix de zonage n'ont donc pas d'incidence significative sur les cours d'eau.

■ Les déchets

La croissance démographique crée une augmentation des déchets. Toutefois, cela est compatible avec la prise en charge par la Communauté de Communes Interdépartementale des Baronnies.

■ Les pollutions

→ Sols

Aucun projet spécifique susceptible d'entraîner la pollution des sols n'a été fixé dans le cadre du PLU.

Les activités économiques qui se créent sur la commune doivent respecter les normes et donc ne devraient pas polluer les sols.

→ Bruit

Les choix d'urbanisation dans le cadre du PLU ne génèrent pas de nuisances liées au bruit qui puissent affecter de manière significative la qualité de vie des habitants :

- Les activités nuisantes non compatibles avec l'habitat sont interdites.
- Il n'y a pas de création de zone d'activités.
- Le développement prévu pour la commune étant modéré, l'augmentation des flux de circulation, et donc le bruit qu'ils génèrent, seront modérés.
- Aucun projet particulier dans le cadre du PLU n'est susceptible d'être source de bruit.

→ Air

Le complément de constructions ne devrait pas modifier la qualité de l'air. Le nombre de logements envisagé est trop faible pour qu'il y ait un impact significatif sur l'air. L'accroissement des déplacements est limité. De plus, la commune est située dans un milieu ouvert.

→ Activité d'élevage (article L111-3 du Code Rural)

L'agriculture est préservée par le PLU et la création de nouveaux bâtiments d'élevage restera limitée aux zones Ac.

2. Préservation et / ou mise en valeur

■ Orientations dans le PADD

Les orientations générales du PADD relatives au thème "les nuisances et pollution" (tel qu'il vient d'être traité en termes d'évaluation des incidences) sont :

- Ne pas envisager d'investissements lourds (utiliser en priorité les équipements existants)
- Améliorer le réseau d'eau, enfouir les réseaux secs, finir la station d'épuration
- Favoriser les déplacements doux
- Faciliter le covoiturage
- Préserver les exploitations agricoles
- Eloigner les exploitations agricoles de l'urbanisation

■ Mise en œuvre des orientations

La station d'épuration est terminée.

Les réseaux secs de toute construction ou installation nouvelle devront être réalisés en souterrain.

Des améliorations au fur et à mesure sont effectuées sur le **réseau d'eau**.

L'urbanisation nouvelle strictement délimitée en continuité de l'existant peut faciliter la mise en place du **covoiturage**.

Les activités agricoles présentes sur la commune ont été repérées. La règle de réciprocité - liée à la distance entre les élevages et les habitations ou autres constructions occupées par des tiers - a été prise en compte dans les choix de délimitation du zonage.

En conclusion, les choix de zonage du PLU n'ont pas d'incidence notable sur l'environnement : il n'est donc pas nécessaire de réaliser une évaluation environnementale, le débat sur le PADD ayant eu lieu avant le 1^{er} Février 2013.

INDICATEURS D'EVALUATION DES RESULTATS

L'article R.123-2 du Code de l'Urbanisme prévoit que le rapport de présentation du PLU doit "préciser les indicateurs qui devront être élaborés pour l'évaluation des résultats de l'application du plan prévue à l'article L. 123-12-1."

Ce dernier indique que : "Le conseil municipal procède, neuf ans au plus tard après la délibération portant approbation ou révision du plan local d'urbanisme, à une analyse des résultats de l'application de ce plan au regard des objectifs prévus à l'article L. 121-1 du présent code et, le cas échéant, aux articles L. 1214-1 et L. 1214-2 du code des transports. [...] Cette analyse des résultats est organisée tous les neuf ans ou, si le plan local d'urbanisme tient lieu de programme local de l'habitat, tous les six ans et donne lieu à une délibération de ce même organe délibérant ou du conseil municipal sur l'opportunité de réviser ce plan.

1. Environnement

Concernant l'environnement, les indicateurs adaptés à la Commune de Trescléoux et à son PADD sont les suivants :

- Evaluation de la biodiversité dans le cadre de Natura 2000 - Animateur du document d'objectif en partenariat avec la commune
- Surface des inventaires et protections d'espaces naturels patrimoniaux - DREAL
- Nombre d'installations de systèmes d'énergie renouvelable chez les particuliers (à partir des permis de construire et déclarations préalables) - Commune

2. Maîtrise de la consommation de l'espace

Concernant la maîtrise de la consommation de l'espace, les indicateurs adaptés à la Commune de Trescléoux et à son PADD sont les suivants :

- Surface et nature (urbain, agricole ou naturel) de terrains bâtis depuis l'approbation du PLU – Permis de construire, photographies aériennes, données communales
- Evolution de la densité des constructions - Permis de construire, photographies aériennes, données communales
- Surface Agricole Utilisée communale (pour évaluer le maintien de l'activité agricole sur la commune) - Recensement Agricole Général
- Nombre d'installations agricoles - Recensement Agricole Général

3. Divers

De manière plus élargie, les indicateurs adaptés à la Commune de Trescléoux et à son PADD sont les suivants:

- Démographie : évaluation de l'augmentation de la population - INSEE
- Logements : nombre de logements créés (autorisations délivrées) par nature (constructions neuves, réhabilitations, changements de destination) et par type (résidences principales ou secondaires, logements aidés, logements locatifs)
- Ouverture à l'urbanisation de la zone AU - Photographies (aériennes...), données communales
- Activités économiques : implantation d'artisans - Données communales, photographies (aériennes,...)

ANNEXE 1

Extraits de textes législatifs et réglementaires

Accessibles sur le site Internet LEGIFRANCE : <http://www.legifrance.gouv.fr/>

⇒ REGLE DE RECIPROCITE (CODE RURAL : Art. L111-3)

⇒ DESSERTE PAR LES RESEAUX (CODE DE L'URBANISME : Art. L 111-4)

⇒ DEPENSES RELATIVES AUX SYSTEMES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : Art. L 2224-7)

⇒ MARGES DE RECUL (CODE DE L'URBANISME : Art. L 111-1-4)

⇒ PRISE EN COMPTE DES RISQUES (CODE DE L'URBANISME : Art. L 121-1 §3 - CODE DE L'ENVIRONNEMENT: Art. L 563-2 - CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITAT : Art. L 111-13)

⇒ DEFRICHEMENT (CODE FORESTIER : Art. L 341-1 et suivants)

⇒ LOTISSEMENTS (CODE DE L'URBANISME : Art. R 442-1 et)

⇒ PUBLICITE (CODE DE L'ENVIRONNEMENT : Art. L 581-1 et suivants)

⇒ ELIMINATION DES DECHETS (CODE DE L'ENVIRONNEMENT : Art. L 541-1 et suivants)

⇒ ENTRETIEN D'UN TERRAIN NON BATI (CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : Art. L 2213-25)

⇒ PARCELLE EN ETAT D'ABANDON (CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : Art. L 2243-1 à 2243-4)

⇒ BATIMENTS OU EDIFICES MENAÇANT RUINE (CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES : Art. L 2213-24 - CODE DE LA CONSTRUCTION ET DE L'HABITAT : Art. L 511-1)

ANNEXE 2

Dossier "Consommation des Espaces Agricoles"

**Loi n°2010-874 du 27 Juillet 2010 de
Modernisation de l'Agriculture et de la Pêche
&**

**Loi n°2014-366 du 24 Mars 2014
Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR)
pour les STECAL**